

# Rapport d'activités 2007





# Rapport d'activités 2007



CENTRE D'ETUDES DE POPULATIONS, DE PAUVRETE ET DE POLITIQUES  
SOCIO-ECONOMIQUES

INTERNATIONAL NETWORKS FOR STUDIES IN TECHNOLOGY,  
ENVIRONMENT, ALTERNATIVES, DEVELOPMENT

**INSTEAD**  
**LEPS**



L'année 2007 a été marquée par un tournant historique pour le CEPS/INSTEAD. Le Professeur Gaston SCHABER a renoncé à son mandat de Président. Sans Gaston SCHABER, il n'y aurait pas de CEPS ; pendant des décennies, il a été l'inspirateur et le catalyseur des activités de notre centre de recherche.

De mon côté, je m'appliquerai à veiller à ce que le CEPS/INSTEAD continue à développer et à accroître ses capacités scientifiques, notamment par la concentration de son savoir-faire sur des programmes de recherche aux thèmes minutieusement définis, et intrinsèquement liés à l'aspect socio-économique national, tout en insistant sur une relation synergique étroite avec notre réseau international.

A l'arrière-plan de ce rapport 2007 qui présente nos activités nombreuses et variées, le Centre s'est focalisé, au-delà de son programme pluriannuel, sur l'approche préparatoire d'un « contrat de performance » avec le Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Ce contrat s'inscrit dans un mouvement commun aux centres de recherche, qui vise à renforcer les capacités de gouvernance des établissements. La finalité de son application permettra la mise en place d'un mécanisme de pilotage axé sur les résultats, garantissant plus de prévisibilité dans le programme de travail, à travers une planification stratégique des objectifs à atteindre sur une période considérée, et ce, par des indicateurs et des résultats d'output.



Georges SCHROEDER  
Président du CEPS/INSTEAD



<b>INTRODUCTION</b>	<b>8</b>
<hr/>	
<b>CHAPITRE I : LE TISSU SOCIAL : POPULATION ET EMPLOI</b>	<b>11</b>
INTRODUCTION	12
PROGRAMME DE PRODUCTION DE DONNÉES	12
PSELL3/EU-SILC	12
Enquête auprès des structures collectives de garde d'enfants du Grand-Duché de Luxembourg	12
Les dépenses de consommation des travailleurs frontaliers sur le territoire luxembourgeois	12
Enquête - modes de recrutement	12
TRAVAUX D'ANALYSES	12
Axe 1 : Dynamiques du marché du travail et protection sociale	12
Axe 2 : Conditions et mode de vie	14
FAITS MARQUANTS EN 2007	17
<hr/>	
<b>CHAPITRE II : LE TISSU ECONOMIQUE : ENTREPRISES</b>	<b>21</b>
INTRODUCTION	22
PRODUCTION DE DONNÉES EN 2007	22
1. Community Innovation Survey	22
2. ICT Usage by Enterprises	23
3. Benchmarking of National R&D Policies	23
AUTRES PROGRAMMES CONDUITS PAR LE DÉPARTEMENT	23
1. La Responsabilité Sociale des Entreprises	23
2. Organisation de la journée « Visite d'entreprises » dans le cadre des Doctoriales de Lorraine 2007	23
FAITS MARQUANTS EN 2007	24
<hr/>	
<b>CHAPITRE III : GOUVERNANCE ET EMPLOI : REPREM</b>	<b>27</b>
AXE 1 : RELATIONS PROFESSIONNELLES ET EMPLOI	28
AXE 2 : SÉCURITÉ SOCIALE	28
AUTRES ACTIVITES	28
FAITS MARQUANTS EN 2007	29
<hr/>	
<b>CHAPITRE IV : SYSTEME INTEGRE DE SPATIALISATION POUR DONNEES COMPLEXES : GEODE</b>	<b>31</b>
INTRODUCTION	32
EFFETS DE LA MÉTROPOLISATION SUR LES FORMES D'URBANISATION ET DE L'HABITAT	32
1. Les problèmes liés au logement : Observatoire de l'Habitat	32
2. Les déterminants de la demande de logement des ménages	32
3. Cadastre des loyers - Mesure de la mésaffectation et de la non-occupation	33
4. Les mécanismes de la ségrégation socio-résidentielle	33
MUTATION DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET POLARISATION DES ESPACES	33
1. Enjeux métropolitains et formes de gouvernance au Luxembourg . METROLUX	33
2. Définition des bassins de main-d'oeuvre dans la Grande Région	34
3. Audit Urbain III	34
FORMES DE MOBILITÉS ET ÉCLATEMENT DES ESPACES DE VIE	34
1. Projets MOBILLUX et MOBLOC	34
2. Eclatement des espaces de vie : EVALUX	35
3. Accessibilité : mesures et simulation	35
DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ET GOUVERNANCE DANS UN CONTEXTE DE MÉTROPOLISATION TRANSFRONTALIÈRE	35
1. Vers des territoires de projets transfrontaliers	35
2. Animation territoriale luxembourgeoise	35

3. Démarche sociale territorialisée	36
4. Plan Sectoriel Logement	36
SYSTÈME D'OBSERVATION INTELLIGENT DU DÉVELOPPEMENT SPATIAL	36
1. Monitoring de l'IVL	36
2. Gestion des données	36
3. Atlas du Luxembourg	36
FAITS MARQUANTS EN 2007	37
-----	
<b>CHAPITRE V : ENSEIGNEMENT, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL (ERDI)</b>	<b>39</b>
ENSEIGNEMENT	40
The Graduate School for Comparative Public Policy, Analysis and Data and the «CEPS/INSTEAD related university consortium»	40
RECHERCHE	42
L'infrastructure de recherche : LCDB / IRISS-C/I	42
DÉVELOPPEMENT / INTERNATIONAL	44
La cellule Relations extérieures (RelEx)	44
Création d'un Observatoire sur la réduction de la pauvreté dans les pays africains	46
FAITS MARQUANTS EN 2007	49
-----	
<b>CHAPITRE VI : L'ÉQUIPE DU CEPS/INSTEAD</b>	<b>51</b>
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	52
LE CONSEIL SCIENTIFIQUE	52
L'ADMINISTRATION GENERALE	53
LE SUPPORT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	53
Service informatique	53
Cellule méthodologique	53
Centre de documentation, de diffusion et de support aux unités de recherche	54
LES UNITES DE RECHERCHE	54
ORGANIGRAMME	55
PLAN D'ACCÈS	56
-----	
<b>CHAPITRE VII : LES PUBLICATIONS</b>	<b>57</b>
POPULATION ET EMPLOI	58
ENTREPRISES	63
REPREM	64
GEODE	66
ERDI	69
METHODOLOGIE	74

**LE CEPS/INSTEAD**





### Rappel de la mission du Centre (loi du 10 novembre 1989)

Le Centre a pour mission

- 1) de faire et d'organiser des études ponctuelles et longitudinales de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques ;
- 2) de créer, de gérer et d'exploiter des banques de données scientifiques nationales et internationales comparatives ;
- 3) de développer des instruments d'analyse, de modélisation et de simulation pour politiques socio-économiques ;
- 4) de développer et d'améliorer des outils informatiques, dans les domaines et matières visés par le présent article ;
- 5) de créer et d'entretenir des réseaux interrégionaux et internationaux de recherche et d'information en matière de technologies, d'environnement, de développement et de solutions alternatives de développement ;
- 6) d'organiser au niveau post-gradué des formations en rapport avec les recherches envisagées.

Pour remplir sa mission, le Centre se concentre actuellement sur les quatre domaines d'activité suivants :

- Infrastructure de recherche.
- Production de données et connaissances nouvelles visant à éclairer l'action des pouvoirs publics et des acteurs économiques et sociaux.
- Maintenir la qualité des programmes de recherche/Valoriser les résultats de recherche/Renforcer l'ancrage du Centre dans les milieux scientifiques.
- Poursuivre les programmes de formation avancée : Master IMPALLA/Ecole Doctorale.

### Renforcement de l'Infrastructure de Recherche

Le Centre entend contribuer au développement de la recherche socio-économique sur le plan national et international en s'appuyant sur le renforcement :

- d'une infrastructure de recherche comportant la production de données nouvelles, l'harmonisation de bases de micro-données sur les ménages et les individus et la combinaison innovatrice des ressources de la recherche scientifique avec celles produites par des institutions publiques dans une perspective longitudinale (chaque fois que celle-ci est possible) ;
- de l'encadrement des jeunes chercheurs et des usagers externes de l'infrastructure de recherche ;
- de nos capacités scientifiques en matière d'analyse comparative, longitudinale et spatiale du tissu social et du tissu économique, et de micro-simulations.

### Production de données et connaissances nouvelles

Dans ce contexte, le Centre joue un rôle essentiel à la fois dans la conception, la production et la combinaison de sources statistiques et dans l'évaluation de politiques publiques. De ce positionnement, il résulte que :

- l'activité de recherche du Centre est majoritairement orientée vers la recherche finalisée ; toutefois, au cours de la période 2008-2010, les nouvelles ressources attendues devraient permettre d'augmenter substantiellement le temps consacré par les chercheurs à la recherche de base et de valoriser ainsi les résultats obtenus au sein des différents programmes du Centre ;
- le Centre adapte sa politique de diffusion et de valorisation de ses travaux de recherche à chaque public concerné (ministères, administrations, communauté scientifique / le public au sens large) ;
- le Centre doit en priorité mobiliser les connaissances produites pour être à l'écoute et pour anticiper les demandes qui émanent et qui émaneront des Ministère du Travail et de l'Emploi, Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Ministère des Finances, Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, Ministère du Logement, Ministère de la Famille, Ministère de l'Éducation nationale ainsi que de diverses administrations comme : l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale, Administration de l'Emploi, STATEC, la Direction de la coopération au développement – Ministère des Affaires Étrangères et de Lux-Development.

Le Centre entretient des relations privilégiées avec :

- l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS)
- le STATEC

### Qualité des programmes – Valorisation des résultats – Ancrage dans les milieux scientifiques

L'originalité du Centre tient, en grande partie, au fait que les connaissances produites résultent de la combinaison d'activités de nature diverse :

- Réalisation de grandes enquêtes s'inscrivant dans le cadre de programmes nationaux et internationaux (EU-SILC, EVS, ESS, Enquêtes 1-2-3 en Afrique...).
- Développement de bases de données comparatives et longitudinales provenant d'enquêtes socio-économiques menées en Europe et hors de l'Europe (USA, Canada, Afrique,...).
- Spatialisation de données socio-économiques (GIS au niveau du pays et de la Grande Région).
- Développement d'indicateurs socio-économiques
- Etudes, expertises, participation à des commissions diverses (nationales, internationales et Commission européenne).
- Monitoring et évaluation de politiques publiques.
- Recherches empiriques et méthodologiques.
- Transformation de données et de résultats de recherche en produits servant de support à la formation (programme IMPALLA et Ecole doctorale).

- Développement d'outils et de méthodes adaptés à nos programmes de recherche, en particulier dans le domaine de la micro-simulation.

Compte tenu de cette particularité, le *maintien de la qualité* tout au long de notre chaîne de production constitue une préoccupation constante, depuis la conception et préparation des programmes jusqu'à la phase finale d'analyse des données et de valorisation des résultats.

- A cette fin, un investissement accru dans *la recherche de base et les réseaux scientifiques* doit permettre d'identifier les outils théoriques et les modèles les plus appropriés aux problématiques traitées par les Unités de Recherche du Centre.
- En outre, la robustesse des analyses menées dans les différents domaines sera consolidée par la création de procédés nouveaux ou significativement améliorés pour :
  - o garantir la qualité des données collectées (par ex. : dispositifs d'enquête, modules statistiques programmés pour l'analyse et le redressement de la non-réponse, )
  - o faciliter l'accès, l'usage et le stockage des bases de données (par ex. : documentation/ méta-information ; création d'algorithmes et

de solutions logicielles pour : harmoniser des variables/manipuler des fichiers de données complexes/interroger des bases de données/ géo-codage, etc.)

- o faciliter et améliorer l'analyse et l'interprétation des données (par ex. : implémentation logicielle de méthodes d'estimation et de mesure statistique, réalisation de notes méthodologiques, etc.)

Ce niveau d'exigence vise non seulement à maintenir la qualité des programmes de recherche mais aussi à renforcer notre potentiel de réactivité face aux *demandes institutionnelles futures* et, enfin, à soutenir les activités de *valorisation scientifique* des travaux développés au CEPS/INSTEAD.

### Master IMPALLA / Ecole Doctorale

Cette mission de production de connaissance se prolonge dans différentes activités d'enseignement, de formation et d'encadrement auxquelles les chercheurs du Centre prennent part (Master IMPALLA / Ecole doctorale / IRISS / soutien aux instituts nationaux de statistique dans certains pays en développement/ formation continue).

\*\*\*



## LE TISSU SOCIAL





## Introduction

Le Panel Socio-Economique " Liewen zu Lëtzebuerg " (PSELL) constitue, depuis 1985, un instrument permettant de connaître les conditions d'existence des personnes et des ménages vivant dans le pays.

Le programme est réalisé sur un échantillon représentatif des ménages du pays, dans l'intention de constituer une banque de données longitudinales et dynamiques (anonymisée et protégée par le secret professionnel) concernant les conditions d'existence de la population. Elle sert à construire et tester des indicateurs sociaux et économiques et à évaluer l'impact des politiques économiques et sociales sur les conditions d'existence de la population, notamment en matière de revenus, travail, sécurité sociale, éducation, santé, logement, transport, énergie, consommation et épargne.

Depuis 1995, l'échantillon de l'étude a été rénové et a donné naissance au **PSELL 2**. Après 8 vagues d'enquête, le PSELL 2 s'est achevé en 2002.

Depuis 2003, l'échantillon de l'étude a été renouvelé et a donné naissance au **PSELL 3 / EU-SILC** (European Survey In Living Conditions). Ce nouveau programme présente la particularité de répondre à la fois à des préoccupations nationales et européennes.

Dans le cadre du PSELL3 / EU-SILC, de nombreuses informations sont récoltées chaque année sur les principaux aspects de la vie de la population du pays :

- conditions de logement, équipement et composition des ménages
- principales dépenses
- précarité
- endettement
- niveau de formation initial et formation continue
- situation professionnelle
- recherche d'emploi
- activité secondaire
- position scolaire des enfants
- tous types de revenus

## Programme de production de données

### PSELL 3 / EU-SILC (PANEL SOCIO-ECONOMIQUE LIEWEN ZU LËTZEBUERG »/ EU-STATISTICS ON INCOME AND LIVING CONDITIONS) [CEPS/ INSTEAD ET STATEC]

- Finalisation de la 4<sup>ème</sup> vague du PSELL3 / EU-SILC année de référence 2006
- Travaux de terrain de la 5<sup>ème</sup> vague du PSELL3 / EU-SILC année de référence 2007
- Précodage et encodage des enquêtes du PSELL3 / EU-SILC année de référence 2007
- Préparation de la vague 6 du PSELL3 / EU-SILC année de référence 2008

### ENQUÊTE AUPRÈS DES STRUCTURES COLLECTIVES DE GARDE D'ENFANTS DU G-D DE LUXEMBOURG

Dans le cadre de l'analyse du rôle, sur l'offre de travail des mères, de l'offre locale de structures collectives de garde d'enfants, une enquête a été menée auprès de l'ensemble des structures collectives de garde d'enfants du Luxembourg. Cette enquête apporte non seulement des informations sur les caractéristiques des établissements, sur les caractéristiques du personnel mais également sur les chances qu'avaient différents types de familles d'obtenir une place pour leur(s) enfant(s) dans l'établissement en question.

### LES DÉPENSES DE CONSOMMATION DES TRAVAILLEURS FRONTALIERS SUR LE TERRITOIRE LUXEMBOURGEOIS

Dans le cadre d'un contrat avec le STATEC, une enquête a été réalisée afin de fournir au STATEC une estimation de la dépense effectuée par les frontaliers sur le territoire luxembourgeois (pour une meilleure estimation de la balance des paiements). Cette enquête a été réalisée par courrier au cours du second semestre 2007, auprès d'un échantillon de 20000 frontaliers. Un rapport intermédiaire a été transmis au STATEC sur les premières estimations en novembre 2007 et le rapport final est prévu pour fin janvier 2008.

### ENQUÊTE – MODES DE RECRUTEMENT

L'enquête a été réalisée au cours du premier semestre 2007. Elle a été réalisée en face à face auprès de 1400 entreprises de droit privé étant en activité en mai 2006 et ayant, soit recruté du personnel, soit pris des mesures en faveur de l'emploi dans leur entreprise entre mai 2004 et mai 2006. L'échantillonnage des unités légales a été construit à partir des fichiers de l'ADEM et de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS).

## Travaux d'analyse

### AXE 1 : DYNAMIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET PROTECTION SOCIALE

#### 1. Les écarts de salaire entre hommes et femmes et les inégalités de genre sur le marché du travail

Ce projet avait pour objectif principal d'estimer les écarts de salaire entre hommes et femmes en abordant à la fois plusieurs sources de données (IGSS, PSELL, EFT, ESS) et plusieurs méthodologies ; il a donné lieu

à une publication d'envergure plus importante sur les discriminations entre hommes et femmes sur le marché du travail.

#### 2. Les femmes et le marché de l'emploi

Ce rapport est la cinquième édition d'un bilan de la situation des femmes sur le marché de l'emploi au Luxembourg réalisé pour le Ministère de l'Égalité des Chances.

### 3. Etude sur les modes de garde des enfants et l'activité professionnelle des ménages eschois

Dans un objectif d'égalité des genres en matière d'activité professionnelle, mais aussi pour tenter de rejoindre les recommandations des Conseils européens qui fixent des objectifs d'augmentation à la fois du taux d'emploi des femmes et de l'offre en modes d'accueil pour enfants, la Ville d'Esch-sur-Alzette a pris l'initiative d'une analyse des freins à l'activité professionnelle des femmes résidant dans sa commune.

### 4. Transitions sur le marché du travail au Luxembourg

L'analyse du marché du travail de différents pays européens a conduit à conclure à une insertion professionnelle plus difficile au fil du temps. L'objectif de l'étude est d'analyser l'évolution de celle qui se passe sur le marché du travail du Grand-Duché. Plus précisément, il s'agit de comparer, selon les générations, la durée de recherche du premier emploi, les caractéristiques de ce premier emploi (et notamment le type de contrat, l'adéquation entre la qualification des individus et les tâches qui leur sont demandées, le temps de travail), et le statut qui a été occupé après ce premier emploi.

### 5. Offre locale d'équipements collectifs de garde d'enfants et offre de travail des mères. Application au Luxembourg, au moyen de modèles multi niveaux

L'objet de cette recherche est d'identifier l'effet, sur l'offre de travail des mères, de l'offre locale de structures collectives de garde d'enfants : l'hypothèse est que des modes de garde collectifs en nombre insuffisant pour satisfaire les besoins des mères en garde d'enfants pourraient avoir un effet désincitatif sur l'offre de travail de certaines d'entre elles. Notre analyse prend en compte le fait que les chances qu'ont les mères d'obtenir une place dans une structure collective ne sont pas les mêmes selon leurs caractéristiques individuelles et familiales, en raison de l'existence de règles de priorité dans les structures collectives et de leur interaction avec la distribution des caractéristiques reconnues comme étant prioritaires dans la population locale des demandeurs. La méthodologie employée est celle des techniques multi niveaux, spécifiquement adaptées à notre question de recherche.

### 6. L'évaluation de la satisfaction des bénéficiaires de l'assurance dépendance

Ce travail consiste en une première évaluation de l'assurance dépendance, qui fonctionne depuis maintenant 8 ans. L'analyse couvre les différentes procédures, de la demande de prestations à l'évaluation de la qualité des soins.

### 7. Evaluation permanente du nouveau dispositif relatif aux mesures en faveur de l'emploi

En 2006, le gouvernement a voté la loi 5611 qui est entrée en application en juillet 2007 et qui modifie les modalités d'application des mesures en faveur de l'emploi des jeunes. Dans ce contexte, le Ministère du Travail et de l'Emploi (MTE) a chargé le CEPS/INSTEAD d'évaluer la mise en œuvre du nouveau dispositif. En décembre 2007, le premier tableau de bord a été

fourni au MTE. Il fait le bilan de la situation en octobre 2007. Un tableau de bord sera fourni au MTE tous les trimestres.

### 8. Utilisation et opinion des entreprises concernant les mesures en faveur de l'emploi

En 2006, le CEPS/INSTEAD avait été chargé par le Ministère du Travail et de l'Emploi de mener une évaluation de l'efficacité des mesures en faveur de l'emploi. Suite à cette étude, le CEPS/INSTEAD a proposé au MTE de poursuivre ses travaux par une approche de la problématique du chômage menée au niveau des entreprises. Cette proposition, qui a été acceptée par le MTE, repose sur le fait qu'il est évident que les clés pour comprendre une grande partie du chômage se trouvent du côté des entreprises. L'objectif est d'étudier les verrous qui, le cas échéant, pourraient limiter l'accès des chômeurs au monde du travail et donc aux entreprises.

Sur la base de cette problématique, un questionnaire a été construit et une enquête a été réalisée au cours du premier semestre 2007. Elle a été réalisée en face à face auprès de 1400 entreprises de droit privé étant en activité en mai 2006 et ayant, soit recruté du personnel, soit pris des mesures en faveur de l'emploi dans leur entreprise entre mai 2004 et mai 2006. L'échantillonnage des unités légales a été construit à partir des fichiers de l'ADEM et de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS).

### 9. Coherence of Social Transfer Policies and Microsimulation - Projet REDIS

Le projet REDIS, soutenu par le FNR, dans le cadre du programme Vivre demain au Luxembourg, pour une durée de 3 ans a débuté en avril 2007. Ce projet consiste à comprendre et à évaluer le système des transferts sociaux et fiscaux luxembourgeois, notamment grâce aux modèles de microsimulation. Ce projet allie analyses et développement d'un modèle de microsimulation. L'originalité du projet réside dans le fait que deux types de données sont utilisés pour nourrir le modèle : des données administratives et des données d'enquêtes. Ce projet est mené en collaboration avec l'IGSS. Les travaux menés en 2007 sont la validation des données administratives et des données d'enquêtes avec pour objectif de comparer les effets de la réforme fiscale 2001-2002 en utilisant les deux types de données à travers un même modèle de microsimulation.

### 10. Les flux de main-d'œuvre au Luxembourg

Les stratégies politiques en faveur de l'emploi telles que le maintien dans l'emploi, la prolongation de l'activité professionnelle des travailleurs âgés ou encore les objectifs fixés par rapport au taux d'activité des femmes ont comme élément central les départs et les arrivées de salariés sur le marché du travail. Comment peut-on limiter les départs de salariés vers le non emploi au Luxembourg et comment peut-on augmenter l'embauche de personnes inactives et de celles au chômage ? L'objectif de ce projet est d'obtenir des informations sur ces flux de main-d'œuvre.

En 2007, les travaux ont principalement porté sur l'analyse des changements d'emploi. Une première étude exploratoire avec les données du panel socio-économique (PSELL) a été suivie d'analyses plus approfondies avec les données de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS). Dans le cadre

de ce projet, il importe de souligner la coopération avec l'IGSS, indispensable à la mise en place des indicateurs sur l'emploi au Luxembourg.

## 11. Les frontaliers au Luxembourg

Les frontaliers représentent une part non négligeable de notre économie et de la vie sociale au Luxembourg. L'objectif de ce projet est de mieux connaître cette population en analysant de nombreux aspects de leur vie professionnelle au Grand-Duché. L'année dernière, a été éclairé un domaine très important concernant la recherche d'emploi des frontaliers lorsqu'ils arrivent pour la première fois sur le marché du travail luxembourgeois. Cette étude montre que différents comportements de recherche d'emploi existent selon que les frontaliers se trouvent en emploi, en études ou au chômage au moment où ils sont à la recherche d'un emploi au Luxembourg. Certains sont davantage attirés par les salaires, d'autres par l'offre d'emploi au Luxembourg. Certains ciblent leur recherche exclusivement au Grand-Duché, d'autres essaient d'augmenter la chance d'une embauche en faisant des démarches de recherche à la fois au Luxembourg et dans leur pays de résidence. Les modes d'accès au marché du travail luxembourgeois sont également variés : l'entourage, les médias ou encore les candidatures spontanées constituent d'importants moyens pour trouver un emploi.

## AXE 2 : CONDITIONS ET MODE DE VIE

### 1. Vivre au Luxembourg

Vivre au Luxembourg est une collection de publications commencée en 2004 et qui a pour objectif de présenter les grands résultats de l'enquête PSELL / EU-SILC au cours du semestre qui suit la fin de l'enquête. En deux pages, c'est un sujet précis choisi parmi les thèmes de l'enquête qui est abordé chaque semaine durant un semestre.

### 2. Analyse de la transmission intergénérationnelle de la pauvreté au Luxembourg

L'analyse de la transmission intergénérationnelle de la pauvreté au Luxembourg, marqué par de forts mouvements migratoires, tente de répondre à trois questions. Cette transmission existe-t-elle ? Si oui, la situation financière vécue dans le passé, à l'adolescence, a-t-elle un impact en elle-même sur le fait d'être pauvre à l'âge adulte ? Enfin, quelles sont les conséquences de l'immigration récente sur la transmission intergénérationnelle de la pauvreté ? A ces trois questions, s'ajoute, en filigrane, une question d'ordre méthodologique qui concerne la pertinence des données, à savoir des données rétrospectives en coupe collectées en 2005 sur les individus de 25 à 65 ans (enquête PSELL/EU-SILC), pour analyser la transmission alors que la plupart des études qui traitent de cette question utilisent des données longitudinales.

### 3. Policy changes affecting income distribution and poverty 2006-07 and review of recent studies

Inventaire rapide de la situation luxembourgeoise réalisé dans le cadre de l'observatoire de la situation sociale en Europe, observatoire composé de quatre réseaux dont celui qui concerne l'intégration sociale et la distribution des revenus coordonné par Applica à Bruxelles.

### 4. Participation à l'évaluation par les pairs dans le domaine des politiques d'inclusion sociale dont le thème était le logement insalubre

Dans le cadre de son programme d'action communautaire, pour accroître la coopération dans la lutte contre l'exclusion sociale, la Commission européenne a lancé un programme d'évaluation par les pairs afin de favoriser l'identification et l'échange des bonnes pratiques dans le domaine des politiques d'inclusion sociale dans l'Union européenne. A ce titre le CEPS/INSTEAD, en tant qu'expert national, a été invité à un séminaire qui s'est tenu à Paris et qui concernait le logement insalubre.

### 5. Revenu disponible, niveau de vie, pauvreté, inégalités : bilan sur la période 1995-2005

A travers une série d'indicateurs, essentiellement monétaires, construits à partir des enquêtes sur les conditions de vie (PSELL2 et PSELL3/EU-SILC), cette étude dresse le bilan de l'évolution des revenus et des inégalités sur la période 1995-2005.

### 6. OECD project on the distribution of household incomes 2005/06 wave

Consultant national pour le projet mené par l'OCDE sur la distribution des revenus. Etablissement et validation de statistiques sur les revenus sur un modèle délivré par l'OCDE en vue d'une publication internationale.

### 7. Task-Force UE « Déprivation matérielle »

Dans le cadre d'une collaboration étroite avec le système statistique européen, relative au projet EU-SILC, le centre a participé activement à la Task Force « Déprivation matérielle » chargée de définir le contenu du module 2009 d'EU-SILC. En particulier, une enquête d'opinion grand public de type « consensus survey » portant sur les questions de perception de la pauvreté, de l'exclusion sociale et de la déprivation (enquête effectuée dans le cadre d'un Eurobaromètre réalisé au cours du 1er trimestre 2007) a été analysée et les résultats ont été présentés lors des trois réunions de la Task Force, d'un Atelier de Recherche interne du CEPS et d'un séminaire à l'IWEPS, institut wallon de statistiques. Ce projet sera prolongé en 2008 avec la collaboration de l'Université de Nancy 2.

### 8. Etude de la déprivation matérielle dans le G-D. de Luxembourg

Les travaux préliminaires ont été réalisés pour l'application des méthodes de la théorie de réponse aux items afin de dresser un portrait de la déprivation matérielle au Luxembourg à partir des données du PSELL3/EU-SILC.

### 9. L'état de santé et ses déterminants : une approche en termes d'inégalités sociales de santé – Projet ESANDE soumis et retenu au Fonds National de la Recherche (FNR) dans le cadre du programme Vivre demain au Luxembourg (VIVRE)

Les objectifs de ce projet de recherche dont la durée est de 3 ans sont principalement : i) mieux connaître la différenciation sociale de la mortalité, de la morbidité et plus globalement de la santé ; ii) appréhender les inégalités sociales devant la consommation des soins ; iii) appréhender les inégalités sociales de santé à certains âges de la vie (adolescents, adultes et personnes âgées) ; iv) fournir des indicateurs clés de santé aux fins de suivi des progrès / régressions

enregistrés en fonction des politiques de santé mises en œuvre ou de comparaisons internationales ; v) améliorer et valoriser les données disponibles afin d'offrir à divers acteurs intéressés (étudiants, chercheurs, professionnels de santé et responsables administratifs) des outils de travail et d'aide à la décision.

## 10. FER - Fonds Européens pour les Réfugiés

Suite à un marché de gré à gré avec le CGE (Commissariat du Gouvernement aux Etrangers), l'évaluation du FER II exercice 2004 - 2007, et notamment l'évaluation de l'exercice 2006 a été confiée au CEPS/INSTEAD.

## 11. RAXEN – Racism and Xenophobia European Network

RAXEN est un observatoire européen concernant les discriminations raciales, ethniques et religieuses. Le CEPS/INSTEAD est le correspondant national de cet observatoire.

## 12. MIGRAPOL

Le projet MIGRAPOL est un projet soutenu par le FNR dans le cadre du programme Vivre demain au Luxembourg. Ce projet, qui a débuté en septembre 2007, vise à analyser les politiques migratoires, la perception de ces politiques par les populations concernées et le pouvoir politique. Les activités menées en 2007 dans le cadre de ce projet ont concerné l'organisation du projet, la définition des concepts et des outils de travail. Ce projet est mené en collaboration avec l'Université du Luxembourg, le STATEC et le SESOPI-Centre intercommunautaire.

## 13. Réseau européen des Observatoires nationaux sur l'enfance CHILDON - Florence [Ministère de la Famille]

Le Réseau européen des Observatoires nationaux sur l'enfance CHILDON (Florence, Italie) est un instrument scientifique créé en 2003 en vue de développer des études, des échanges et des comparaisons sur l'enfance et l'adolescence au sein de l'Union européenne. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration (MIFA) a chargé un conseiller scientifique du CEPS/INSTEAD de participer en son nom aux assemblées du Réseau CHILDON (Florence) et de lui prêter assistance dans les démarches suivantes :

- échange de connaissances et d'informations autour des lois, des politiques, des programmes, des statistiques, des études, de la recherche, des meilleures pratiques en ce qui concerne l'enfance et l'adolescence
- échange de connaissances sur la méthodologie et les indicateurs en vue d'obtenir une comparabilité de l'information;
- analyse comparative de sujets spécifiques
- échange de connaissance et d'informations avec d'autres organisations qui s'occupent de l'enfance.

## 14. Valeurs et Société

### 14.1 Les valeurs de la société luxembourgeoise - Projet VALCOS soumis et retenu au Fonds National de la Recherche (FNR) dans le cadre du programme Vivre demain au Luxembourg

De la même manière que l'on parle d'un modèle luxembourgeois au niveau politique, existe-t-il un modèle de société luxembourgeois ? Le Luxembourg

présente plusieurs caractéristiques spécifiques du point de vue de sa population, avec une forte présence de résidents étrangers, de son économie, avec un développement constant, et un climat de paix sociale qui semble acquis. Cette société multiculturelle semble faire preuve d'une cohésion sociale certaine. Si la bonne santé économique du pays et de ses habitants n'y est vraisemblablement pas étrangère, elle ne peut non plus tout expliquer. Dans ce contexte, quelles sont les valeurs qui sous-tendent ce mode du « vivre ensemble » de la société luxembourgeoise ? Existe-t-il un socle de valeurs communes et si oui, quel est-il ? Ce projet de recherche est mené en collaboration avec l'Université de Luxembourg, le STATEC, et le SESOPI

### 14.2 European Values Study - EVS

L'Enquête Européenne sur les Valeurs - European Values Study EVS - est un programme de recherche initié à la fin des années 70 par un groupe informel de chercheurs et qui avait pour objectif d'étudier les valeurs morales et sociales qui sous-tendent les institutions sociales et politiques européennes (<http://www.europeanvalues.nl/>). L'EVS est maintenant géré par une fondation et le CEPS/INSTEAD est membre du Centre EVS et du groupe de méthodologie depuis 2006 et a créé l'ACTP en 2007.

#### Centre of the European Values Study

Le CEPS/INSTEAD, participe, au niveau européen, à l'organisation de la European Values Study, en étroite coopération avec l'Université de Tilburg (Pays-Bas), l'Université de Leuven (Belgique) et GESIS/ZA de Cologne (Allemagne). Ces quatre instituts forment le Centre for European Values qui a pour mission d'organiser les enquêtes de terrain et d'initier et de stimuler la recherche sur les valeurs en Europe. Le Centre EVS est basé à l'Université de Tilburg.

#### Groupe de Méthodologie EVS

Le CEPS/INSTEAD est également membre du groupe de Méthodologie, qui prépare actuellement la quatrième vague de l'enquête EVS qui se déroulera en 2008 dans 45 pays européens. Sa mission est de veiller à la qualité scientifique du projet, d'identifier les problèmes de comparabilité, de faire des recommandations concernant les variables sociodémographiques, de veiller à la qualité des données, de donner des conseils méthodologiques aux pays participants.

#### Administrative Centre for Translation Procedure (ACTP)

Afin d'améliorer la qualité scientifique de l'enquête, le groupe de méthodologie a confié au CEPS/INSTEAD la coordination et la supervision du processus de traduction pour les 45 pays participants. Ce travail est réalisé au sein du groupe Administrative Centre for Translation Procedure (ACTP) basé au C/I et qui a pour mission de centraliser, d'harmoniser et de documenter les processus de traduction du questionnaire 2008 dans toutes les langues utilisées pour l'enquête EVS. Le stockage de l'information et le suivi, en temps réel, des étapes du processus de traduction des pays participants se fait au moyen d'une plateforme Internet, WebTrans, dont la réalisation a été confiée à Gallup Europe par le groupe de Méthodologie.

## 15. Les pratiques culturelles

### 15.1 Les équipements culturels au Luxembourg

A partir de l'enquête EU-SILC/PSELL3 de 2005, les résidents luxembourgeois ont été interrogés sur leur connaissance et leur « utilisation » des équipements culturels (Ministère de la Culture, Bibliothèque



nationale, Centres culturels, Théâtres, etc.) et des événements culturels (festivals, salon du livre, spectacles et concerts), ainsi que sur certaines de leurs pratiques en la matière entendues « au sens large » (participation à une soirée, se rendre dans un restaurant, à une fête foraine, dans un parc d'attractions, aller au cinéma, etc.).

#### 15.2 Les pratiques culturelles des jeunes

Les jeunes âgés entre 6 et 19 ans ont été enquêtés sur leurs pratiques culturelles : activités sportives, artistiques et de loisirs, écoute de la radio et de la télévision, pratiques du multimédia, lecture et fréquentation des bibliothèques, écoute de la musique et participation aux concerts, fréquentation des lieux culturels et des musées. Les premiers résultats ont été remis au Ministère de la Culture et seront suivis d'une analyse détaillée. Cette dernière devrait permettre, en particulier, de répondre aux deux questions suivantes : d'une part la participation aux pratiques culturelles reste-t-elle marquée par les inégalités sociales chez les jeunes générations et, d'autre part, la médiation observée entre jeunes et pratiques culturelles est-elle plus souvent d'ordre scolaire ou familial ?

#### 16. Intergenerational relations in Luxembourg : Solidarity, ambivalence, conflict? INTERGEN - Projet FNR Consortium

Le CEPS/INSTEAD est chargé de dresser une perspective nationale des relations intergénérationnelles. Il s'agit de mesurer les échanges de biens matériels et de services entre générations mais également la qualité des relations.

#### 17. Kollektive Erfahrung, intergenerationale Erinnerung und Identitätskonstruktion in Luxemburg Zeugen des Zweiten Weltkriegs, Bauern, Industriearbeiter, Immigranten

Le CEPS/INSTEAD a été invité à participer à ce projet FNR conduit par l'Université du Luxembourg dans le groupe de travail consacré à l'analyse des entretiens intergénérationnels selon la méthode de l'herméneutique objective.

## Faits marquants en 2007

## Modes de garde des enfants et activité professionnelle des ménages à Esch-sur-Alzette

Le CEPS/INSTEAD a été sollicité par la commune d'Esch-sur-Alzette pour réaliser une étude sur les freins à l'activité professionnelle des femmes et notamment sur l'impact des contraintes de l'offre en modes de garde des enfants sur les carrières professionnelles des parents. Fin 2005/début 2006, le CEPS/INSTEAD a donc réalisé une enquête quantitative auprès d'un échantillon représentatif de ménages résidant à Esch : ménages avec enfants de moins de 13 ans et couples sans enfants dont la femme a moins de 40 ans.

### Quels sont les freins à l'activité professionnelle des femmes ?

L'étude a permis de mettre en évidence trois principaux freins à l'activité professionnelle des femmes : les niveaux et domaines de formation, l'arrivée d'un enfant et les contraintes de garde ainsi que le partage inégal des tâches domestiques.

**1.** Globalement, en ce qui concerne les niveaux de formation et de compétences, les femmes eschoises sont tout aussi qualifiées que les hommes eschois, phénomène que l'on observe aujourd'hui aussi au niveau national. Mais, selon les nationalités, on continue à observer des déficits pour les femmes et de réelles différences existent en ce qui concerne les domaines des formations achevées. Femmes et hommes optent pour des choix réellement différents, annonceurs de métiers moins rémunérateurs pour les femmes.

**2.** Que se passe-t-il à l'arrivée d'un enfant quand les parents exercent une activité professionnelle ? De manière très nette, la naissance du premier enfant a eu un impact quasiment nul chez les hommes mais non négligeable chez les femmes :

- pour moins de 3% des hommes, l'arrivée de leur premier enfant a entraîné un changement de leur activité professionnelle
- alors que presque la moitié des femmes ont été concernées par un tel changement :
  - un tiers d'entre elles ont interrompu leur activité professionnelle
  - et 16 autres pour-cent ont modifié leur activité professionnelle, soit en aménageant leur emploi (12%), soit en changeant radicalement d'emploi (4%).

Ces comportements après la naissance du premier enfant s'imposent parfois en dépit de certaines aspirations. En effet, sur l'ensemble des femmes :

- 70% sont satisfaites de leur comportement après la naissance
- alors que 19% auraient préféré modifier leur activité professionnelle
- 8% auraient préféré interrompre
- et 4% auraient préféré continuer à travailler comme avant.

Ce sont donc les femmes qui désiraient modifier leurs conditions de travail qui sont les moins satisfaites. Pour beaucoup de celles qui n'ont pas réalisé leur projet, ce sont surtout :

- les moyens financiers qui ont manqué (notamment pour réduire le nombre d'heures de travail),
- mais aussi le coût élevé des modes de garde,
- l'absence de places en crèche ou d'horaires compatibles avec les horaires de travail
- et le désaccord de l'employeur pour un aménagement de travail.

Par ailleurs, l'entrée en scolarité des enfants, qui modifie les arrangements des parents, a eu un effet désincitatif au travail très limité, car lorsque cet événement a eu un impact, il a aussi concerné la reprise d'activité.

Les contraintes d'offre en modes de garde n'ont pas eu d'impact sur les carrières professionnelles des pères mais on peut estimer à 15% la part des femmes qui, explicitement, ont déclaré que leur comportement avait été influencé au moins une fois par des contraintes de l'offre en modes de garde :

- près de 9% se sont interrompues en raison du mode de garde et essentiellement pour les raisons suivantes : coût trop élevé en crèche ou chez une gardienne, grands-parents non disponibles, pas de place en crèche, inadéquation des horaires
- et environ 6% des femmes ont modifié leur activité professionnelle, essentiellement en raison d'horaires scolaires ou de crèches inadaptés ou un coût trop élevé.

**3.** Enfin, dernier frein principal à l'activité professionnelle des femmes : le partage inégal des tâches ménagères et familiales au sein du couple. Globalement, les femmes consacrent plus de temps aux tâches domestiques et familiales que les hommes, même lorsque les deux conjoints travaillent à temps complet avec des enfants. A la fois, le taux de participation et le nombre d'heures consacrées sont plus faibles pour les hommes que pour les femmes. Les tâches les plus partagées sont celles relatives aux soins et participation aux loisirs des enfants, les courses et la cuisine, les tâches administratives mais des différences flagrantes apparaissent : en défaveur des femmes pour la lessive et le repassage et pour la vaisselle et le ménage/rangement de la maison et en défaveur des hommes pour le bricolage et le jardinage.

Les stéréotypes sur le rôle des pères et des mères restent très présents, tout autant chez les hommes que chez les femmes :

- 8 hommes sur 10 pensent que dans un ménage avec de jeunes enfants, il est préférable qu'un des parents modifie quelque chose dans son activité professionnelle :
  - 4 hommes sur 10 pensent qu'il est préférable de s'interrompre,
  - 4 autres qu'il est préférable de réduire le temps de travail ;

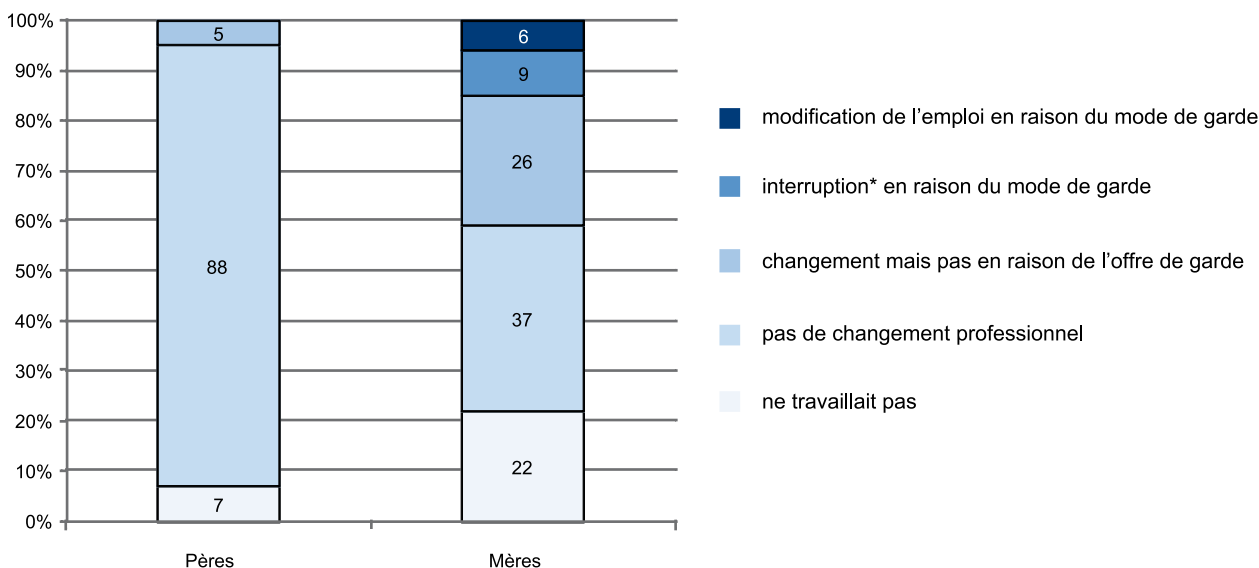
et c'est prioritairement l'activité professionnelle de la femme qui doit être interrompue ou modifiée : 63% pensent que c'est à la femme de le faire, 16% indifféremment à l'un des deux et moins de 1% au père ;

- les chiffres sont les mêmes pour les femmes.
- le consensus entre hommes et femmes sur cette question est donc relativement fort.

Pour améliorer la conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale, les mesures pour lesquelles les ménages seraient prêts à payer plus d'impôts sont les suivantes :

- l'allongement du congé pour enfants malades : 81% d'opinions positives,
- la création d'une aide financière pour la garde des enfants : 70%,
- et la possibilité d'avoir des horaires scolaires et des crèches mieux adaptés aux activités professionnelles : 65%.

**Graphique 1.** Effet des contraintes exercées par l'offre en modes de garde sur l'activité professionnelle des parents



\* y compris les cas où les femmes n'ont pas débuté d'activité professionnelle en raison des contraintes exercées par l'offre en modes de garde (pour celles qui n'ont jamais travaillé) ; ce qui représente un pourcentage très faible (moins de 1%).

Guide de lecture : 15% des mères d'un enfant de moins de 13 ans ont au moins une fois interrompu (9%) ou modifié leur activité professionnelle (6%) en raison d'un manque de mode de garde approprié à la naissance d'un de leurs enfants ; 26% ont effectué un changement professionnel au moins une fois pour d'autres raisons (et notamment par désir de s'occuper personnellement davantage de leurs enfants) ; 37% n'ont jamais rien changé et 22% ne travaillaient pas au moment des naissances.

Source : Enquête Modes de garde des enfants et activité professionnelle des ménages à Esch-sur-Alzette – 2006 – CEPS/INSTEAD

### Qu'en-est-il aujourd'hui de la garde des petits eschois : comment les enfants sont-ils gardés ? quels sont les besoins ?

1. Pour près de la moitié des enfants, c'est le cercle proche des connaissances (grand-parent, autre membre de la famille, ami, voisin) qui constitue la première ressource des parents. Mais les modes de garde à Esch sont pour partie différents de ceux auxquels recourent les parents en moyenne dans l'ensemble du pays :

- les premiers font plus souvent appel aux amis, voisins ou autres membres de la famille, mais nettement moins souvent aux grands-parents ou aux gardiennes
- en revanche, les jeunes Eschois utilisent les structures collectives aussi souvent que l'ensemble des enfants présents dans le pays.

La grande majorité des enfants sont gardés selon un mode qui donne satisfaction aux parents mais est-ce pour autant leur mode de garde idéal ? Le taux d'adéquation entre mode effectif et mode idéal est relativement élevé : proche de 70% ; mais il l'est toutefois moins à Esch qu'au niveau national, où il atteint 82%.

L'adéquation est :

- forte pour les enfants gardés en crèches publiques (95%)
- ou par un membre de la famille (79%)
- alors qu'elle est relativement faible pour les enfants gardés en crèches privées (53%),
- par une gardienne (44%)
- ou par des amis/voisins (37%).

Lorsqu'il y a inadéquation, elle est due essentiellement :

- à l'absence de places, que ce soit au sein de structures collectives déjà existantes (ou chez une gardienne) ou en raison de l'absence de structure collective à proximité (ou de gardienne),
- mais aussi au coût de ces structures
- ou encore à l'indisponibilité des membres de la famille ou du voisinage souhaités comme mode de garde.

2. Pour ce qui est des besoins spécifiques des enfants scolarisés, l'évaluation de l'offre de services d'accueil périscolaire à Esch (accueil avant les cours/après les cours, cantines) révèle un clivage entre les enfants :

- d'un côté, on trouve ceux, peu nombreux, qui ont à leur disposition ce type de services et dont les parents en sont très satisfaits

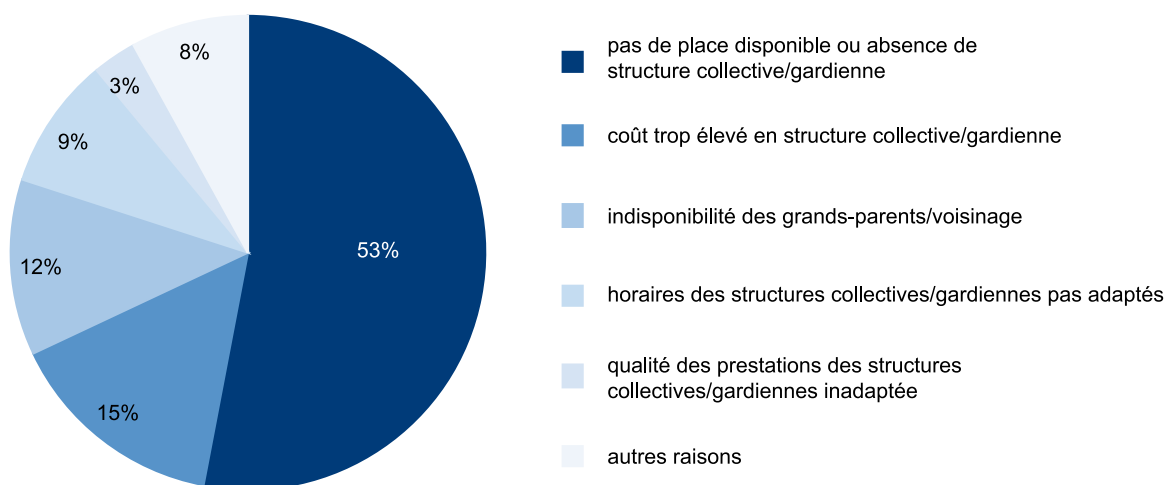
- et, d'un autre côté, on trouve ceux, beaucoup plus nombreux, qui n'en disposent pas et en auraient pourtant besoin :

- 40% des enfants auraient besoin d'un accueil matinal,
- 46% d'un accueil après les cours
- et 55% d'une cantine.

Les besoins en plages horaires restent dans des limites relativement standards :

- seulement 9% souhaiteraient un accueil matinal avant 7h
- et seulement 7% souhaiteraient un accueil après 18h le soir.

**Graphique 2.** Raison principale de l'inadéquation entre mode de garde utilisé et mode de garde idéal



*Guide de lecture* : pour 53% des enfants non gardés par le mode de garde considéré comme idéal par leurs parents, la raison de cette inadéquation est liée à ce qu'il n'y avait pas de place disponible en crèche, en garderie, chez une gardienne, en foyer scolaire ou à la cantine ou tout simplement pas de structure à proximité.

*Source* : Enquête Modes de garde des enfants et activité professionnelle des ménages à Esch-sur-Alzette – 2006 – CEPS/INSTEAD





## LE TISSU ÉCONOMIQUE



En 2007, l'unité de recherche 'Entreprises' a reconduit trois projets communautaires sur lesquels elle travaille depuis plusieurs années :

- « ICT Usage by Enterprises »,
- « Indicators for Benchmarking National R & D policies »,
- « Community Innovation Survey ».

Au niveau de la production de travaux scientifiques, les membres de l'Unité ont poursuivi leurs activités à un rythme soutenu. En 2006, l'Unité comptait 0.6 communications par chercheur, en 2007, ce ratio est égal à 1.

Trois initiatives permettent à l'unité de recherche 'Entreprises' d'intensifier ses coopérations internationales :

- 1) L'unité de recherche participe activement au réseau français de recherche spécialisé dans les Systèmes d'Information (SI).

Depuis 2006, un chercheur de l'Unité a été élu Administrateur de l'Association Information et Management (AIM). Initialement, il avait en charge la rédaction de la Newsletter de l'association. En 2007, sa mission a été étendue à la refonte du site web de l'association et à sa mise à jour. Ce chercheur a été sollicité pour faire partie du Conseil Scientifique de différents colloques spécialisés en SI.

- 2) La réponse à des appels d'offre concrétise la convention signée en 2006 avec le Centre de Recherche en Economie et Management (CREM UMR CNRS 6211) de l'Université de Rennes 1. Plus concrètement, en 2007, l'Unité de Recherche 'Entreprises' a répondu à deux appels d'offre en collaboration avec le CREM. La problématique abordée par ces deux appels d'offre est l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication.

Le premier appel d'offre s'inscrivait dans le cadre du 7ème PCRD. Son objectif était de mieux connaître l'évolution du secteur des services à forte intensité en connaissance. Le projet intitulé "Internationalisation and organisational change in

the European knowledge-intensive service sector (IOKIS)", regroupait six institutions (Centre for European Economic Research (ZEW) Germany; Groupe des Écoles de Télécommunications (GET) France ; ICEG European Center (ICEGEC) Hungary Universidad Politécnica de Cartagena (UPCT) Spain; University of Hull (UHULL) UK; CEPS/INSTEAD). Ce projet n'a pas été retenu par la Commission malgré l'obtention d'une note de 12.5 sur 15.

Le second appel d'offre s'intitule « Fractures numériques et interactions sociales : une analyse comparée des modes de diffusion et des usages de l'Internet en Afrique centrale et en Europe occidentale ». Son objectif est de construire des modèles théoriques d'adoption et de diffusion des usages d'Internet, qui prennent en compte les dimensions économiques, sociales et culturelles propres à un pays (qu'il s'agisse d'un pays développé ou en voie de développement).

A partir de ces modèles théoriques, nous souhaitons formuler une série d'hypothèses qui seront testées à partir de données d'enquêtes collectées auprès d'individus résidant en France, au Luxembourg, au Gabon et au Cameroun. Ce projet, qui regroupe l'Université de Rennes 1, l'Université de Douala, l'Université Omar Bongo de Libreville et le CEPS/INSTEAD, a reçu le soutien de l'Agence Universitaire pour la Francophonie (AUF).

- 3) La création de nouvelles coopérations centrées sur l'analyse des processus d'innovation et de Recherche & Développement. L'Unité de Recherche 'Entreprises' du CEPS/INSTEAD a présenté une partie de ses travaux durant un séminaire de recherche à l'Université de Strasbourg. Suite à cette présentation, une collaboration est envisagée en 2008. Elle devrait permettre d'accueillir des enseignants chercheurs de l'Université de Strasbourg au CEPS/INSTEAD et de co-signer des papiers de recherche. 2007 a également permis de définir un sujet d'analyse pour la rédaction d'un papier co-signé avec un enseignant chercheur de l'Université de Savoie.

## Production de données en 2007

L'activité du département « Entreprises » du CEPS/INSTEAD s'est articulée autour de trois projets.

### 1. Community Innovation Survey [EUROSTAT, STATEC, CEPS/INSTEAD]

L'année 2007 a donné lieu à la préparation de l'enquête Communautaire « Community Innovation Survey 2008 » (CIS), coordonnée par Eurostat. Cette enquête, menée maintenant tous les deux ans, a pour objectif de collecter des données sur les activités d'innovation des entreprises. Notons que cette enquête est effectuée en vertu du règlement CE 1450/2004 de la Commission du 13 août 2004 sur les statistiques de l'innovation.

Les travaux relatifs à cette enquête se poursuivront en 2008 (recueil et préparation des données). La seconde partie de l'année 2007 a plus particulièrement été consacrée à la préparation et à la rédaction du

questionnaire (préparation de questions nationales) et aux éléments méthodologiques de l'enquête (définition de la population cible, choix de la méthode d'enquête, détermination de la stratification de l'échantillon...). Cette préparation a été menée en collaboration avec le Statec. Le lancement de cette enquête sera réalisé en janvier 2008, afin de pouvoir fournir les premiers résultats en mai 2008.

Outre leur exploitation nationale (élaboration d'indicateurs et analyses des activités de R&D et d'innovation), ces données permettront de compléter les indicateurs nationaux consignés dans le tableau de bord européen de l'innovation.

Enfin, dans la perspective des enquêtes à venir, l'année 2007 a donné lieu à la participation aux différentes réunions de la Task-Force préparatoire de la future enquête communautaire sur l'innovation (CIS 2008).

## 2. ICT Usage by Enterprises [EUROSTAT, STATEC, CEPS/INSTEAD]

Pour la septième année consécutive, l'unité de recherche a réalisé l'enquête « *ICT Usage by Enterprises* » qui vise à mieux connaître les impacts et les opportunités associés au déploiement et à l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans la vie des entreprises.

La méthodologie de l'enquête est identique à celle des années passées :

- l'échantillonnage des entreprises a été réalisé à partir du répertoire des entreprises luxembourgeoises du Statec,
- la collecte des données a été réalisée par voie postale,
- les entreprises interrogées appartiennent à quasiment tous les secteurs d'activités et comptent au moins dix salariés.

Contrairement aux cinq premières vagues, à l'image de ce que nous avons fait en 2006, trois versions du questionnaire étaient disponibles : une version française, une version anglaise et une version allemande.

Au niveau du déroulement de l'enquête, la collaboration entre l'Unité de Recherche 'Entreprises' et le STATEC a été encore renforcée. Au niveau méthodologique, des ressources supplémentaires ont été mobilisées lors du dépouillement des questionnaires ; ce qui a permis d'améliorer la qualité des indicateurs en diminuant la non réponse partielle et le nombre de réponses incohérentes.

## 3 Benchmarking of National R & D Policies [Ministère de la Culture, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, STATEC, CEPS/INSTEAD]

Le premier semestre 2007 a permis de finaliser la réception des données de l'enquête R&D 2006 sur le secteur public. Ces données actualisent et complètent une série d'indicateurs préalablement élaborés et en définissent de nouveaux. Les résultats obtenus répondent en outre aux demandes de statistiques de la Science et de la Technologie émanant d'Eurostat et de l'OCDE.

L'année 2007 a aussi donné l'occasion de préparer de nouvelles collectes de données relatives à l'activité R&D des entreprises, portant sur les années 2006 et 2007. Pour ce faire, une série de questions a été rédigée. Les tâches préparatoires ont en particulier visé à compléter les questions préalablement utilisées afin d'appréhender au mieux la R&D mise en œuvre tant dans l'industrie que dans les services. Ces questions ont été intégrées dans un questionnaire commun R&D et innovation (cf. « *Community Innovation Survey* »).

Cette enquête, préparée en coopération avec le Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et le Statec, est effectuée en vertu du règlement CE 753/2004 de la Commission du 22 avril 2004 sur les statistiques de la R&D.

L'année 2007 a aussi permis la réalisation d'un article destiné à examiner l'évolution, sur la période 2000 à 2005, des ressources humaines et financières dédiées aux activités de R&D (publiques et privées) mises en œuvre sur le territoire national.

## Autres programmes conduits dans le département

### 1. La Responsabilité Sociale des Entreprises

Dans un contexte où il est admis que les entreprises doivent adopter une démarche responsable en intégrant, à leur mode de fonctionnement, les dimensions économique, environnementale et sociale dans le cadre d'une gouvernance élargie à l'ensemble de leurs partenaires, nous avons cherché à évaluer la démarche RSE des entreprises, de 250 salariés et plus, implantées au Grand-Duché de Luxembourg. Un travail de ce type n'ayant pour l'heure jamais été entrepris en Luxembourg, nous avons évalué la démarche RSE des entreprises à partir de données existantes, à savoir, les informations que les entreprises diffusent sur leur site web.

Afin de poursuivre l'évaluation de la démarche RSE des entreprises implantées au Luxembourg, nous avons construit un questionnaire qui a été diffusé lors de l'enquête sur les pratiques d'embauches. Les données collectées en face à face auprès d'entreprises de 50 salariés et plus seront exploitées en 2008. Les résultats seront présentés en mars 2008 lors d'un colloque organisé par l'Union des Entreprises Luxembourgeoises.

### 2. Organisation de la journée « Visite d'entreprises » dans le cadre des Doctoriales de Lorraine 2007.

L'unité de recherche 'Entreprises' du CEPS/INSTEAD a organisé, en collaboration avec l'Université de Nancy 2,

la journée « *Visite d'entreprises* » dans le cadre des Doctoriales de Lorraine 2007.

Cette manifestation vise à faciliter l'insertion professionnelle des doctorants dans les entreprises.

De par le caractère transfrontalier du marché du travail luxembourgeois et de l'intensification des embauches d'universitaires d'un niveau doctoral, il a été jugé qu'il serait intéressant que des représentants des secteurs public et privé luxembourgeois et les doctorants lorrains se rencontrent afin que des acteurs économiques du paysage luxembourgeois présentent les activités de leur structure et leurs attentes vis-à-vis des doctorants, spécialisés dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales (Economie, Droit, Gestion, etc.) et qui pourraient être leurs collaborateurs de demain. Cette journée a rassemblé une vingtaine d'étudiants qui ont pu dialoguer avec une douzaine d'intervenants.

Le cadre institutionnel des activités R&D nationales, en particulier celles publiques, a été profondément remanié depuis 1999. Ces évolutions ont porté tant sur les acteurs de la recherche que sur les structures d'intermédiation de la R&D ou encore sur les organes en charge de la politique de la recherche. En effet, avant 1999, l'Université du Luxembourg n'était pas établie, le Fonds National de la Recherche (FNR) pas encore créé, et aucun département ministériel ne se consacrait spécifiquement à la recherche publique.

Ces transformations ont profondément modifié les facultés d'octroyer des ressources à la R&D et ce tant relativement à leur volume qu'à leur mode d'administration et même à leur destination. Afin d'en rendre compte, le CEPS/INSTEAD a conduit un examen de l'évolution, de 2000 à 2005, des ressources dédiées aux activités nationales de Recherche et de Développement. A cette fin, des indicateurs quantitatifs et qualitatifs ont été mobilisés, à partir desquels des comparaisons dans le temps et l'espace ont été menées.

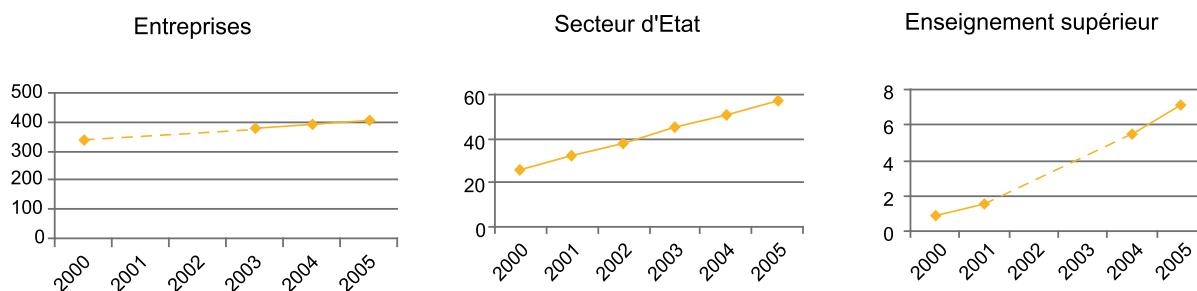
Les résultats les plus agrégés montrent que les ressources consacrées à la R&D situent le Luxembourg, en 2005, au milieu du peloton des pays de l'Union Européenne et que cette performance nationale résulte principalement d'un secteur, celui des entreprises (cf. *tableau 1*). Cependant, en terme d'évolution (2000-2005), ce sont les secteurs d'Etat et de l'enseignement supérieur qui se distinguent; ceux-ci représentent une part croissante des activités nationales de recherche (cf. *graphique 1*). Un examen plus approfondi fournit deux enseignements supplémentaires :

- Premièrement, et du côté des entreprises, la stabilité globale de l'intensité des investissements R&D du Luxembourg est à l'image des évolutions observées parmi les autres Etats membres de l'Union disposant de secteurs « entreprise » notablement engagés en R&D (i.e. au moins 1% du PIB consacré à la R&D).
- Deuxièmement, la progression des secteurs d'Etat et de l'enseignement supérieur relève quant à elle globalement des évolutions que connaissent les pays les plus en retrait relativement à l'ampleur

**Tableau 1.** Dépense intérieure de Recherche et Développement en 2000 et 2005 (en euros courants)

	DIRD 2000			DIRD 2005		
	(millions d'euros)	%	% du PIB	(millions d'euros)	%	% du PIB
Entreprises	337	92,5	1,53	408	86,4	1,39
Secteur d'Etat	26	7,1	0,11	56,9	12,1	0,20
Enseignement supérieur	1,5	0,4	0,006	7,1	1,5	0,02
<b>Total</b>	<b>364.5</b>	<b>100</b>	<b>1.65</b>	<b>472</b>	<b>100</b>	<b>1.57</b>

**Graphique 1.** Evolution des dépenses de R&D de chacun des secteurs sur la période 2000 à 2005 (en euros courants)



Unité: Millions d'Euros courants

Notes : Données non disponibles pour les entreprises en 2001 et 2002 et pour le secteur de l'enseignement supérieur en 2002 et 2003.

Source: MCESR, STATEC, CEPS/INSTEAD; calculs CEPS/INSTEAD



de leurs activités publiques de R&D, à savoir une forte, voire une très forte, croissance. Cette dernière rend compte d'une réduction de l'écart qui existait entre les nouveaux Etat membres, mais aussi le Luxembourg, et les anciens Etat membres disposant, de longue date, d'infrastructures publiques *solides* dédiées à la R&D.

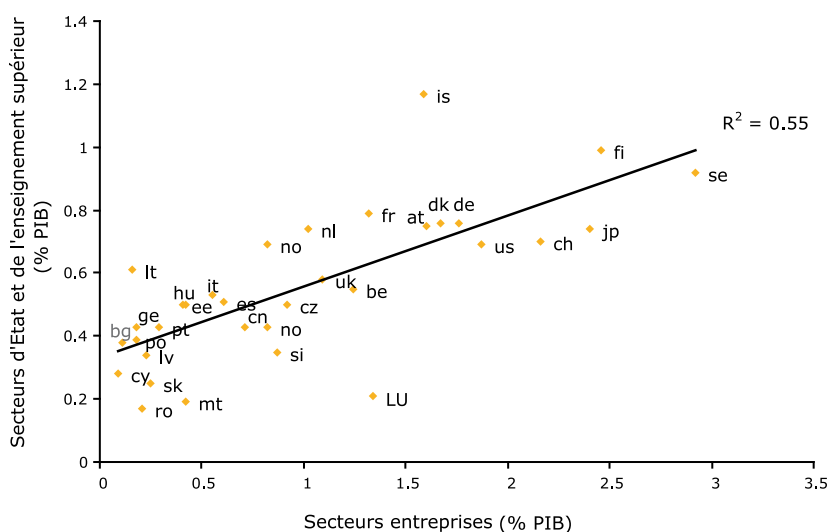
Des informations quantitatives et qualitatives sur l'origine de ces ressources et leur complémentarité (cf. *graphique 2*) enrichissent cet examen. Ces informations amènent aussi à appréhender le profil des chercheurs, ressources essentielles des activités de R&D. Néanmoins, peu d'informations sont disponibles concernant les retombées des activités de recherche menées dans les secteurs d'Etat et de l'enseignement supérieur.

Il en va différemment pour les entreprises. Dès lors, des travaux ont pu être menés en vue d'étudier l'incidence des activités privées de R&D. Les micro-données des enquêtes innovation (CIS), collectées en coopération avec le Statec, ont été mobilisées à cette fin. Une étude (2006) a montré que l'activité de R&D

est un préalable essentiel à l'innovation pour le marché (*i.e.* nouveauté par rapport à ce que les concurrents offrent), cette dernière engendrant globalement un succès commercial plus important que les innovations moindres. Une autre étude (2005) sur le lien entre la R&D et la performance en matière d'innovation des entreprises luxembourgeoises a quant à elle conduit à une triple retombée des activités de R&D :

- Premièrement, les entreprises innovantes activement engagées en R&D tendent à retirer une proportion plus importante de leur chiffre d'affaires en produits nouveaux.
- Deuxièmement, et conformément à l'hypothèse des capacités d'absorption, les connaissances externes à l'entreprise ont paru être d'autant plus fructueuses pour l'entreprise que celle-ci était engagée à un certain degré dans des activités de R&D.
- Troisièmement, les coopérations engagées avec des acteurs scientifiques (dont les acteurs de la recherche publique) ont stimulé elles aussi les résultats en matière d'innovation.

**Graphique 2.** Association, pour différents Etats, entre l'intensité des activités publiques et privées de R&D



Source : Base de données Newcronos, Eurostat (extrait le 19 septembre 2007)

Unités : Dépenses R&D rapportées au PIB des secteurs entreprises et des secteurs d'Etat et de l'enseignement supérieur



**GOVERNANCE ET EMPLOI**



**Le jeudi 1<sup>er</sup> mars 2007, le Conseil d'Administration du CEPS/INSTEAD a décidé d'étendre les activités de l'unité de recherche EURES en lui donnant le nom de REPREM, « Relations professionnelles et Emploi ».**

## Axe 1. Relations professionnelles et emploi

### 1. Relations professionnelles

#### 1.1. La recherche sur le dialogue social

Dans le cadre du contrat sur le dialogue social, en collaboration avec Prévent a.s.b.l. et la Fondation Européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, plusieurs rapports ont été réalisés. Il s'agissait d'analyser la représentativité des organisations professionnelles dans certains secteurs d'activité.

#### 1.2. LUXMODEL

(Vers un approfondissement du modèle luxembourgeois de relations professionnelles)

Ce projet a été soumis et retenu au Fonds National de la Recherche (FNR) dans le cadre du programme Vivre demain au Luxembourg. La recherche contient deux étapes. La première consiste à « disséquer » le « modèle » luxembourgeois, à voir quelle est sa consistance réelle, de sa mise en place législative à la concrétisation des décisions prises par ses structures et institutions. La deuxième étape consiste à vérifier la place dudit modèle dans l'ensemble des modèles européens de relations professionnelles. Les partenaires de la recherche LUXMODEL sont le Fonds national de la recherche (Luxembourg), l'Institut des sciences du travail de l'Université catholique de Louvain (Louvain-la-Neuve), le Hoger Instituut voor de arbeid van de Katholieke Universiteit te Leuven (Leuven), ainsi que le Conservatoire national des arts et métiers (Paris).

### 2. Emploi

#### 2.1 EURES (European Employment Services)

Dans le but de mettre à la disposition du grand public des informations sur le travail transfrontalier et ses

dérivés, EURES entretient un centre de documentation et de recherches (CRD EURES Luxembourg). Ainsi, les modifications législatives importantes au niveau de la sécurité sociale et du travail sont toujours actualisées ; de même, les publications à caractère social sont regroupées.

Ce travail de mise en place de banques de données se fait aussi au niveau européen pour les données concernant les conditions de vie et de travail et est complété par une revue de presse concernant l'économie générale des régions transfrontalières.

### 3. Axe mixte

#### 3.1 SYSDÉM (Community System of Documentation on Employment / DGV CE).

Les travaux dans le cadre du contrat SYSDÉM (Système communautaire d'information sur l'emploi, faisant partie de l'Observatoire Européen de l'Emploi) consistent à produire des rapports trimestriels sur le marché de l'emploi et la conjoncture économique ainsi que des rapports thématiques.

#### 3.2 La gouvernance collective de l'emploi

Plusieurs thèmes de recherche concernent de près ou de plus loin la gouvernance de l'emploi au niveau des entreprises et des conventions collectives qui leur sont propres. La recherche étudie ainsi la mise en place de la procédure de négociation collective au sein de l'entreprise, les éléments des éventuelles restructurations, les prises de position des partenaires sociaux, les thèmes de négociation des conventions d'entreprises, le degré d'implémentation des différents plans d'action nationaux en faveur de l'emploi au travers des conventions ainsi que les conflits de négociation.

## Axe 2. Sécurité sociale

#### GPSoc (General Principles of Social Security Law)

Cette recherche porte sur les principes fondamentaux et généraux de la sécurité sociale luxembourgeoise

(sécurité, solidarité, responsabilité personnelle et protection) de manière à les mettre dans une perspective comparative européenne.

## Autres activités

- Présentation de l'Étude sur la situation des personnes exposées à l'exclusion liée au logement au Luxembourg dans le cadre d'une conférence organisée par la Caritas « Accueil et Solidarité a.s.b.l. »
- Observatoire Européen du Sans-abrisme de la FEANTSA (Fédération Européenne des Associations Nationales Travaillant avec les Sans-abris)
- Entreprises, formations et qualifications
- Enseignement

## Faits marquants en 2007

La nouvelle unité de recherche REPREM a pour but fondamental d'assurer la création d'une nouvelle spécialisation de la recherche sur le marché du travail et de l'emploi dans trois disciplines différentes : la sociologie du travail et des institutions, la science politique et le droit.

### Les objectifs globaux de REPREM sont les suivants :

- Renforcer les études et recherches sur le marché du travail luxembourgeois dans sa dimension nationale et transnationale au niveau de la sociologie du travail et des études institutionnelles en tenant compte des données économiques et des principes de la gouvernance.
- Développer le volet institutionnel des problématiques de l'emploi et des entreprises.
- Développer les *disciplines des sciences sociales* (sociologie, science politique notamment), non réellement prises en charge au Luxembourg à ce jour au niveau de la recherche.
- Expliquer les mécanismes par lesquels la décision socio-politique s'opère au niveau du marché du travail, des organisations professionnelles générales et des entreprises.
- Analyser le rôle des acteurs politiques, sociaux et économiques dans les problématiques liées à l'emploi, au travail en général et aux entreprises.
- Expliquer la genèse, les motivations et les orientations des décisions et projets socio-politiques nationaux au niveau des problématiques de l'emploi.
- Fournir au monde de la recherche et au grand public certaines clés de compréhension de la société luxembourgeoise, des clés d'explication du fonctionnement du système institutionnel grand-ducal.
- Entamer une spécialisation en matière de travaux relatifs à la sécurité sociale.
- Assurer un appoint aux départements du CEPS/INSTEAD et à d'autres services de l'Etat luxembourgeois.
- Produire des éléments sur un domaine et dans des disciplines peu couverts au Luxembourg de nos jours.

### La méthodologie de REPREM

Les travaux de REPREM portent sur des sujets traditionnellement connus, mais peu étudiés par certaines disciplines. Ils portent aussi sur de nouveaux champs d'investigation liés aux problématiques générales du travail et de la gouvernance de celui-ci (par exemple : le développement des méthodes de placement en dehors des pouvoirs publics, le développement de la flexicurité au Luxembourg....)

Pour ce faire, on recourt davantage à des méthodes qualitatives liées à la sociologie des institutions et à la sociologie du travail. Les travaux utilisent dans une moindre mesure des données quantitatives liées aux disciplines statistique et économique.

Il est fait appel surtout à des outils portant, notamment, sur des documents, des prises de positions des acteurs socio-politiques, des déclarations d'intention de leur part, des actes de congrès, des résolutions, des travaux préparatoires de textes législatifs, des débats publics... Ces instruments sont utilisés de manière à progresser dans la recherche, à identifier les changements sociaux, à vérifier les intentions des acteurs socio-politiques, à faire ressortir les jeux mis en place par les divers acteurs en présence afin de faire prévaloir leurs intérêts et points de vue, de manière aussi à vérifier la cohérence de leurs projets, la façon de les concrétiser et leur degré de concrétisation dans les faits, le tout dans le champ général d'investigation qu'est le marché du travail et sa gouvernance.

Cette méthodologie implique un parfait suivi de l'actualité et une confrontation des diverses sources chargées de répercuter cette actualité par la voie des médias.

### Le logo de REPREM

Le carré est un signe d'équilibre. Ses 4 côtés représentent successivement les organisations syndicales, les organisations patronales, les pouvoirs publics et la société civile. On retrouve ainsi les composantes du modèle luxembourgeois de relations professionnelles.

La couleur rouge qui relie ces côtés symbolise le dialogue social. Cette couleur prend de l'intensité en allant du haut vers le bas de manière à symboliser l'évolution des négociations entre partenaires.

Le carré n'est pas statique, mais donne une impression de mouvement, de manière à symboliser l'évolution constante des relations industrielles et professionnelles et des négociations en matière de dialogue social.







**SYSTEME INTÉGRÉ DE SPATIALISATION  
POUR DONNÉES COMPLEXES**



Les activités de 2007 font suite à la mise en œuvre du programme pluriannuel (2006-2010) mis en place par l'unité de recherche GEODE du CEPS/INSTEAD. Plus précisément, les travaux effectués s'inscrivent dans la problématique du processus de métropolisation et de ses effets sur la structuration du territoire national et de ses espaces frontaliers, le tout grâce à l'articulation des cinq axes de recherche suivants :

1. Effets de la métropolisation sur les formes d'urbanisation et de l'habitat,

2. Mutation des activités économiques et polarisation des espaces,
3. Formes de mobilités et éclatement des espaces de vie,
4. Développement territorial et gouvernance dans un contexte de métropolisation transfrontalière,
5. Système d'observation du développement spatial.

## Effets de la métropolisation sur les formes d'urbanisation et de l'habitat

### 1. Les problèmes liés au logement : L'Observatoire de l'Habitat du Ministère du Logement

#### 1.1. Etat de la disponibilité foncière

L'objectif principal de l'étude du potentiel foncier constructible pour l'habitat est de localiser, quantifier et qualifier les terrains constructibles encore disponibles dans chaque commune afin d'établir des statistiques pour l'année 2004 sur tout le pays (méthodologie mise en place par le CEPS/INSTEAD). Pour ce faire, nous collaborons avec différentes administrations, à savoir l'Administration du Cadastre et de la Topographie et le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Cela s'est concrétisé par une coordination interministérielle entre le Ministère du Logement (commanditaire de l'étude), la DATer et les Affaires communales du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire (fournisseurs de données tels que PAG et PAP) ; notre but est ici de fédérer les compétences afin d'éviter, entre autres, des erreurs au niveau de la digitalisation des PAG.

#### 1.2. Prix immobiliers et fonciers

##### *Prix annoncés*

L'unité de recherche GEODE effectue depuis avril 2003 un relevé systématique des annonces immobilières paraissant dans le pays. A la fin de l'année 2007, la base de données regroupait 250 000 annonces collectées sur 3 années et demie.

L'antériorité de la collecte et le volume d'observations nous a permis de mettre en œuvre, pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2007, une nouvelle méthode de calcul des indicateurs. Cette méthode, inspirée des travaux développés par la FNAIM (Fédération Nationale de l'Immobilier), repose sur l'agrégation d'indices élémentaires pondérés, calculés à partir des valeurs moyennes des strates identifiées par segments.

Dans le même temps, les données exploitées pour le calcul des indicateurs des prix sont utilisées pour une mise à jour trimestrielle de la borne prix de l'Observatoire de l'Habitat. Par ailleurs, l'apparition de biais a nécessité de redéfinir de nouveaux processus de contrôle afin d'optimiser la qualité de la base.

##### *Evolution des prix immobiliers*

L'unité de recherche a proposé de préparer un dossier d'analyse des prix qui donnera lieu à une publication pour la Semaine Nationale du Logement de 2008.

##### *Dynamique des prix au-delà des frontières*

L'unité de recherche a engagé une collecte des prix de vente des biens immobiliers dans les pays frontaliers. Cette collecte s'est concentrée dans un premier temps sur la région Wallonne de la Belgique. Les données obtenues ont permis une étude sur l'impact de la frontière dans la dynamique des prix.

#### 1.3. Capacité d'achat des ménages

##### *Le poids du logement sur le revenu des ménages*

Une étude sur cette question a été conduite en 2007. Cette étude a consisté en une recherche bibliographique pour déterminer une méthode de calcul du taux d'effort (à savoir le rapport entre le coût brut du logement et les revenus), puis une exploitation des données disponibles grâce à l'enquête EU-SILC.

##### *La capacité d'achat des ménages*

Compte tenu de l'augmentation des prix immobiliers, nous nous sommes interrogés sur la capacité des ménages, c'est-à-dire la possibilité pour un ménage d'acquiescer un logement compte tenu de ses ressources et des prix des logements. Une recherche méthodologique a été conduite en 2007. Les résultats obtenus sont en cours de validation dans le cadre d'un groupe de travail.

#### 1.4. Evaluation de la nouvelle loi sur les baux à loyer

La Chambre des Députés a voté une motion le 12 juillet 2006 relative à la loi du 21 septembre 2006 portant sur le bail à usage d'habitation. La prédictive motion invite le Gouvernement à procéder à une évaluation approfondie des répercussions de cette nouvelle législation sur le marché locatif national, ainsi que sur la demande éventuelle de logements sociaux.

Dans ce cadre, le CEPS/INSTEAD a été mandaté par le Ministère du Logement pour définir les modalités d'évaluation de la nouvelle législation sur les loyers. Une méthodologie et un projet de questionnaire ont été élaborés en 2007. Les travaux se concrétiseront en 2008 par une collecte de données et l'engagement d'une enquête auprès des locataires et des propriétaires.

#### 1.5. Semaine Nationale du Logement

Comme chaque année, les travaux réalisés dans le cadre de l'Observatoire sont présentés lors de la Semaine Nationale du Logement.

#### 1.6. Site Internet de l'Observatoire de l'Habitat

L'unité de recherche a assuré la maintenance et les mises à jour du site Internet de l'Observatoire : ([www.observatoire.ceps.lu](http://www.observatoire.ceps.lu)).

### 2. Les déterminants de la demande de logement des ménages

#### 2.1. La demande de logements

Un projet a été défini concernant l'estimation de la demande de logements à partir de l'augmentation du nombre de ménages. Compte tenu de sa complexité, la réalisation de ce projet sera envisagée en 2009 en partenariat avec plusieurs universités.

## 2.2. Conditions de logements des ménages

A la suite des travaux d'analyse des conditions de logement des ménages résidant au Luxembourg, une étude plus précise a été conduite sur les propriétaires de logement. Celle-ci visait à identifier les différences de profil selon que les personnes aient ou non fini de rembourser l'achat de leur habitation.

## 3. Cadastre des loyers – Mesure de la mésaffectation et de la non-occupation

Dans le cadre de la nouvelle loi sur les baux à loyer, le CEPS/INSTEAD a été mandaté par la Ville de Luxembourg afin de l'assister pour la réalisation d'une enquête administrative auprès des propriétaires d'immeubles et de parties d'immeubles sis à Luxembourg-Ville.

Cette enquête a pour objet de collecter les informations nécessaires à la constitution d'un Registre des logements utilisés à d'autres fins que l'habitation, ainsi que des logements locatifs non occupés comme prévu par les paragraphes 1 et 2 de l'article 27 de la loi du 26 septembre 2006 portant sur les baux à loyers. Cette enquête intègre également la collecte de données pour la mise en place d'un Cadastre des Loyers comme prévu par l'article 28 de ladite loi.

## 4. Les mécanismes de la ségrégation socio-résidentielle

### 4.1. Elaboration d'un plan de développement social de la ville de Luxembourg

La ville de Luxembourg a commandité un plan de développement social (*Stadtsozialplan*), placé sous la responsabilité scientifique de l'institut FOREG (*Institut für Regionale Sozialforschung*) de Trèves, en collaboration avec le département de sociologie de l'université de Trèves et l'unité de recherche GEODE du CEPS/INSTEAD. Ce projet se focalise sur le volet social. Le projet vise à fournir des connaissances préliminaires sociales et démographiques, à développer les lignes directrices du domaine social et à initier des mesures conceptuelles à travers un rapport social (*Sozialberichterstattung*) dont le point central est la qualité de vie des résidents de la ville.

## 4.2. Méthodologie de représentation cartographique d'une enquête

La collaboration entre l'unité de recherche GEODE et le laboratoire ESO du CNRS (Angers, France) s'est poursuivie en 2007 afin de valoriser l'enquête Personnes Agées Ville de Luxembourg. Après travaux, nous avons vérifié la validité cartographique de la pondération effectuée lors de l'enquête, à l'échelle des îlots de recensement (RP2001). Plus particulièrement, la méthode vise, à partir d'un échantillon stratifié spatialement d'une population enquêtée, à reconstituer la population totale et à la projeter dans l'espace urbain de la ville à une échelle plus petite. Cela permet de donner une dimension géographique intra-urbaine aux informations contenues dans les résultats d'enquête.

## 4.3. Projets MIGRAPOL et DESTINY

Dans le cadre d'une connaissance approfondie des phénomènes de ségrégation, deux nouveaux projets de recherche soutenus par le FNR ont vu le jour en 2007. Le premier, MIGRAPOL, rassemble de nombreuses thématiques liées aux politiques migratoires et à leur perception. Sans entrer dans les détails ici (cf. partie du rapport PSELL consacré au projet), l'unité de recherche GEODE traitera plus particulièrement la thématique du logement au sein de ce projet « transdépartemental ».

Le deuxième projet recouvre de nombreux aspects qui recoupent ceux évoqués dans le précédent descriptif. DESTINY, cofinancé par le FNR et la Politique Scientifique Belge (BELSPO), est un projet de recherche ambitieux sur 4 ans (2008-2011) qui rassemble en plus du CEPS/INSTEAD deux institutions de recherche belges : le GÉDAP (Groupe d'études de Démographie Appliquée) de Louvain-la-Neuve, qui est le coordinateur, et le Onderzoeksgroep Sociale en Economische Geografie (OSEG) de l'Université Catholique de Leuven (KUL). En quelques mots, ce projet vise à étudier les inégalités sociales selon des approches longitudinales en ayant le souci de la comparaison entre le Luxembourg et la Belgique, plus particulièrement certaines régions urbaines (Luxembourg-Ville et Bruxelles) ou industrielles (région de Charleroi et région de la « Minette » du Luxembourg).

## Mutation des activités économiques et polarisation des espaces

### 1 Enjeux métropolitains et formes de gouvernance au Luxembourg : METROLUX

Durant cette année de démarrage du projet METROLUX financé par le FNR et réalisé en partenariat avec l'Université du Luxembourg, l'Université de Haute-Alsace (Mulhouse) et l'Université Louis Pasteur de Strasbourg, les travaux de recherche entrepris ont concerné cinq aspects du processus de métropolisation.

En premier lieu, la théorie de l'économie de la connaissance a servi de base à l'analyse des fonctions métropolitaines du Luxembourg. L'identification des activités à forte intensité de connaissance et la localisation spatiale des emplois qui s'y rattachent a été rendue possible grâce à l'exploitation des fichiers statistiques fournis par l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS).

Un deuxième axe de recherche concerne l'analyse des relations de coopération culturelle transfrontalière élaborées dans le cadre de l'évènement « Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007 ». L'objectif de ce travail consistait à voir si, dans le cadre d'une stratégie d'ouverture visant à élargir l'aire d'influence de sa métropole, le Luxembourg parvient à renforcer sa position de pôle culturel au sein de la Grande Région.

En troisième lieu, la localisation spatiale des firmes globales présentes au Luxembourg a fait l'objet d'un examen détaillé dans le but de mieux comprendre les logiques d'implantation de ces acteurs de la mondialisation qui participent activement à la mise en réseau des grandes métropoles de par le monde.

Dans un autre registre, les recherches entreprises dans le cadre du projet METROLUX ont également porté sur le processus d'intégration des espaces frontaliers métropolitains. Dans un premier temps, un examen

critique de la notion d'intégration a permis d'élaborer une grille d'analyse théorique permettant d'articuler les dimensions institutionnelle et fonctionnelle du processus. Par la suite, la confrontation du cas luxembourgeois avec cette grille théorique a permis de montrer que, contrairement à d'autres métropoles européennes et de manière paradoxale, il n'existe aujourd'hui aucune gouvernance métropolitaine transfrontalière susceptible de répondre aux enjeux émanant de l'aire fonctionnelle de la métropole luxembourgeoise.

En dernier lieu, un cinquième axe de recherche a été ouvert, portant sur les relations entre les sphères institutionnelles et le milieu des affaires dans l'organisation de la gouvernance tant à l'échelle du pays qu'à celle du projet urbain. Cet axe interroge la théorie des régimes urbains pour mettre à jour les processus de formation, de permanence, ou au contraire de redéfinition des coalitions de pouvoir nécessaires à la mise en œuvre de projets de développement urbain.

## 2. Définition des bassins de main-d'œuvre dans la Grande Région

Cette action s'inscrit dans l'Opération Cadre Régional (OCR) e-Bird « Bassins de main-d'œuvre fonctionnels, caractéristiques et dynamiques spatiales de l'emploi et répercussions en matière d'aménagement durable du territoire à l'échelle de la Grande Région » du programme INTERREG III C. Ce projet associe les équipes des géographes de l'Université Paul Verlaine de Metz, de l'Université Libre de Bruxelles, les économistes de TAURUS (Université de Trèves) et de l'OREFQ. Le CEPS/INSTEAD est participant chef de file de ce projet qui sera clôturé en 2007.

## 3. Audit Urbain III

Dans le cadre de la poursuite de l'Audit Urbain au sein du programme de Cohésion sociale et territoriale de l'Union Européenne, le STATEC et le CEPS/INSTEAD ont déjà fourni une liste de variables à EUROSTAT en 2006. Sur cette base, un site Intranet a été créé pour que les principaux fournisseurs de données (à savoir la Ville de Luxembourg, le CEPS/INSTEAD, le STATEC, l'IGSS, les Ministères de l'Education Nationale et du Logement, et encore différentes Administrations) puissent les fournir plus facilement.

Sur les 345 variables différentes à fournir (2004 est l'année de référence), 315 doivent être collectées par les coordinateurs nationaux. N'oublions pas que ces variables sont demandées à différentes échelles spatiales, ce qui nous ramène à 1 366 données qui doivent être fournies aux échelles de la ville, de ses quartiers et au niveau national, le niveau de l'agglomération correspondant au niveau national au Luxembourg depuis cette année (ce qui suppose également des demandes de données pour les années précédentes à cette nouvelle échelle). Ces 1 366 données se sont réparties de la manière suivante, quelle que soit l'année de référence (cf. tableau).

Près des trois-quarts des données ont donc été fournies à EUROSTAT, plaçant le Luxembourg en tête des pays ayant le plus d'informations. Pour améliorer cet exercice, l'unité de recherche GEODE prévoit de mettre en place une méthodologie solide permettant d'estimer les données à partir de bases multisources comme le recensement de la population, les fichiers de population de la ville de Luxembourg ou encore les fichiers de l'IGSS.

Niveau	Nombre de variables	Nombre de données	Données fournies	Classement variables C*	Données à fournir en 2008
National	222	222	179 (soit 80,6%)	21	22
Large Urban Zone	289	289	245 (soit 84,8%)	26	18
City	393	393	283 (soit 96,6%)	78	32
Subcity (7)	66	462	280 (soit 60,6%)	175	7
Total	315**	1 366	987 (soit 72,3%)	300	79

\* Variable C = variables non renseignées

\*\* Certaines variables sont communes aux échelles spatiales précitées expliquant ce total inférieur à la somme des quatre catégories spatiales

## Formes de mobilités et éclatement des espaces de vie

### 1. Projets MOBILLUX et MOBLOC

Le projet MOBILLUX a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et se poursuivra jusqu'au 30 juin 2008. Il bénéficie d'un partenariat international, avec les laboratoires IPSE (Université du Luxembourg), le laboratoire CRIA (UMR CNRS 8504, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), le laboratoire Image et Ville (UMR CNRS 7011, Université Louis Pasteur, Strasbourg) et le laboratoire GÉDAP (Université UCL, Louvain-la-Neuve). Le projet consiste en la compréhension des interactions entre

les mobilités résidentielle et quotidienne (MR / MQ) au Luxembourg et dans ses régions limitrophes.

Le projet MOBILLUX s'oriente clairement vers le questionnement lié à la mobilité locale par l'ancrage résidentiel et l'espace de vie, selon un contexte socio-spatial donné. En tout, plus de 300 variables ont été mobilisées afin de constituer un peu moins d'une centaine d'indicateurs, comme ceux qui recouvrent l'accessibilité en transports en commun ou ceux des déplacements domicile travail en 1991 et 2001.

D'un côté, au niveau des frontaliers, nous avons analysé



de nombreuses informations issues de l'enquête effectuée par le CEPS/INSTEAD en 2003, où des éléments concernant la mobilité étaient intégrés. Ces éléments ont été vus au prisme de l'attachement au bassin de vie transfrontalier et de ses représentations. L'autre piste de recherche consiste en la mesure et la représentation cartographique des interactions spatiales MQ MR des actifs résidents luxembourgeois selon leur intensité (nombre de personnes), leur longueur (distance entre les unités spatiales) et leur direction (un angle). Cette piste se concrétisera en 2008 par un article scientifique.

Le deuxième projet, dont l'acronyme est MOBLOC, se déroule sur deux fois deux ans : 2007/2008 et 2009/2010 si la 1<sup>ère</sup> phase est validée. Le projet MOBLOC vise à analyser les rétroactions entre la démographie et les évolutions de mobilités à différentes échelles de temps en Belgique. Ce projet, dont le coordinateur est le laboratoire GRT (Groupe Recherche Transport, Université Notre-Dame de la Paix, Namur), comporte encore un autre partenaire belge, le GÉDAP (Université UCL, Louvain-la-Neuve).

Durant les 6 premiers mois de 2007, le département GEODE s'est concentré sur l'état de l'art, notamment sur trois points essentiels : 1) le contexte belge ; 2) les possibilités d'exploitation au niveau de l'accessibilité généralisée ; 3) les notions d'aire urbaine, de migrations résidentielles et d'espaces de vie, notions qui ne sont pas encore totalement arrêtées quant à leur délimitation et à leur signification. C'est donc durant les 6 derniers mois de 2007 que l'équipe GEODE a consacré sa réflexion sur ces questions de modèles d'accessibilité, de même que sur les données disponibles. Une solution est de travailler sur la notion d'impédance afin de paramétrer et de calibrer le modèle d'accessibilité routière, notamment en fonction des comptages routiers. Pour l'accessibilité des transports en commun, il est sans doute possible d'utiliser la base de données de la SNCB qui fournit,

par requête successive, des temps d'accès tenant compte des correspondances et de la marche à pied. La question de l'échelle de restitution des résultats est fixée à la commune belge, ce qui peut éventuellement perturber l'approche par réseau de l'accessibilité.

## 2. Eclatement des espaces de vie : EVALUX

Le projet EVALUX (évasion résidentielle luxembourgeoise) a débuté au deuxième trimestre 2007, avec la collaboration de l'unité de recherche Population & Emploi, et se poursuivra jusque fin 2008. Il bénéficie d'un partenariat entre le CEPS/INSTEAD et la fondation Forum Europa.

La question principale de ce projet concerne le phénomène émergent « d'évasion résidentielle », c'est-à-dire l'augmentation du nombre de résidents du Luxembourg qui déménagent dans la Grande Région tout en conservant leur emploi au Luxembourg, et deviennent ainsi frontaliers (ce qui comprend, entre autres, des Luxembourgeois qui deviennent frontaliers de leur propre pays).

## 3. Accessibilité : mesures et simulation

L'unité de recherche a poursuivi ses efforts d'étude sur l'accessibilité des transports publics au Luxembourg. Ainsi, elle a complété sa base de données sur les horaires de passage des bus et des trains. Par ailleurs, plusieurs outils ont été développés et perfectionnés afin de calculer différents indicateurs d'accès au réseau et ceux portant sur l'accessibilité dans le réseau.

En ce qui concerne l'accessibilité par voiture privée, il manque pour l'instant des données fiables qui permettraient de réaliser une comparaison avec l'accessibilité des transports publics. Une méthodologie adéquate sera développée courant 2008.

## Développement territorial et gouvernance dans un contexte de métropolisation transfrontalière

### 1. Vers des territoires de projets transfrontaliers

#### 1.1. Agglomération transfrontalière : Projet PED-SIKOR

L'unité de recherche GEODE a été responsable du pilotage technique des actions « développement local transfrontalier » inscrites dans le programme de travail du Syndicat Intercommunal SIKOR. En 2007, la mission de l'unité de recherche a consisté principalement à assurer un coaching territorial sur 4 volets du Schéma de développement de l'Agglomération du PED.

*Le volet « Transports » du Schéma de développement du PED*

*Le volet « Equipements » du Schéma de développement du PED*

*Le volet « Environnement » du Schéma de développement du PED*

*Le volet « Synthèse » du Schéma de développement du PED*

#### 1.2. Projet MOSAME

L'équipe de chercheurs a travaillé avec des centres de recherche de la Grande Région (Université de Liège, Université de la Sarre, Université de Metz, Université de Nancy 2, Université de Kaiserslautern, EUREGIO SaarLorLux+ et le CUCES Universités), à la mise en réseau des formations et recherches universitaires sur le développement territorial transfrontalier en Grande Région. Ce projet est financé par le Programme européen INTERREG III C.

### 2. Animation territoriale luxembourgeoise

Le responsable de l'unité de recherche GEODE est intervenu à titre d'expert dans la définition d'une vision territoriale, « Raumvision », pour la région Sud. Ce projet qui est initié par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, vise à donner une image stratégique de la région Sud sous forme d'un travail cartographique qui servira à l'élaboration du futur plan régional.

### 3. Démarche sociale territorialisée

En 2006, le CEPS/INSTEAD avait été chargé par le Ministère de l'Éducation Nationale de mettre en place un indice, à l'échelle des communes luxembourgeoises, qui permettait de synthétiser leurs principales caractéristiques sociales sous la forme d'un chiffre unique. La méthode qui a été mise en place pour la formation de cet index a été retenue par le Ministère dans son projet de loi, déposé en 2007, visant à réformer l'enseignement primaire. Cet index permettra de répartir plus équitablement l'allocation de ressources aux communes. Le projet de loi prévoit que le CEPS/INSTEAD sera missionné pour calculer de manière régulière cet indice social communal. L'unité de recherche est également impliquée dans la coordination de la démarche sociale territoriale animée

par le CLAS (Comité Local de l'Action Sociale) de la Ville d'Esch. Il propose des éclairages sur certains projets du coordinateur du Service de Développement Social de la commune d'Esch, notamment pour l'organisation des assises sociales.

### 4. Plan Sectoriel Logement

Depuis 2006 le CEPS/INSTEAD intervient, par l'intermédiaire du responsable de l'unité de recherche GEODE, dans un groupe de travail interministériel qui a été chargé par le Ministre des Classes Moyennes du Tourisme et du Logement d'élaborer le Plan Sectoriel Logement.

## Système d'observation intelligent du développement spatial

### 1. Monitoring de l'IVL

Les travaux du monitoring de l'IVL, débutés en 2006, se sont intensifiés en 2007 pour aboutir à la remise d'un rapport préliminaire à la DATer en fin d'année. Afin d'évaluer le niveau d'adéquation entre le développement du territoire et les objectifs ciblés par l'IVL, pas moins de 29 indicateurs ont été élaborés.

### 2. Gestion des bases de données et du système d'information géographique

L'intégration de données multisources nécessite de recourir à un système d'information géographique (SIG). L'utilisation systématique de cet outil permet de renforcer notre expertise et notre capacité de recherche dans les domaines du développement spatial et de l'intelligence territoriale. Concrètement, cela nous permet à la fois : 1) de développer des outils de diffusion de l'information géographique et des analyses cartographiques (ArcIms), 2) d'archiver des données au sein d'une plateforme intégrée comprenant des indicateurs de développement du territoire, 3) d'automatiser les croisements de couches de données multi-sources.

#### 2.1. Visualisation cartographique sur le « web »

Dans le cadre du développement d'un site intranet de consultation cartographique via l'Internet (ArcIMS) au sein du Département GEODE et à moyen terme du C/I,

la mise en place et le paramétrage de l'outil sont en cours de réalisation; le produit doit être en ligne au courant de l'exercice 2008.

#### 2.2. Création d'un système de gestion de métadonnées

Les travaux visent à exploiter la norme DDI (Data Documentation Initiative) qui permet de renseigner les métadonnées dans un format ouvert. Les variables à renseigner qui nous sont apparues les plus pertinentes ont été sélectionnées et validées. Le développement d'un outil web permet à ce jour de stocker les données ainsi que de saisir leur métadonnée associée.

### 3. Atlas du Luxembourg

Les éditeurs (CEPS/INSTEAD et Université du Luxembourg) projettent, en coopération avec la maison d'édition « Emons-Verlag » de Cologne, de réaliser un atlas urbain pour le Grand-Duché du Luxembourg, à paraître en automne 2009. Le prototype de l'ouvrage est le « Historisch-topographische Atlas Köln » qui date de 2001.

Le CEPS/INSTEAD est responsable de quatre axes thématiques de l'Atlas qui en comportera 7 en tout : il s'agit des volets « Habitat / Population », « Structure Urbaine », « Mobilité » et « Projets ».

## Faits marquants en 2007

## Observatoire de l'Habitat :

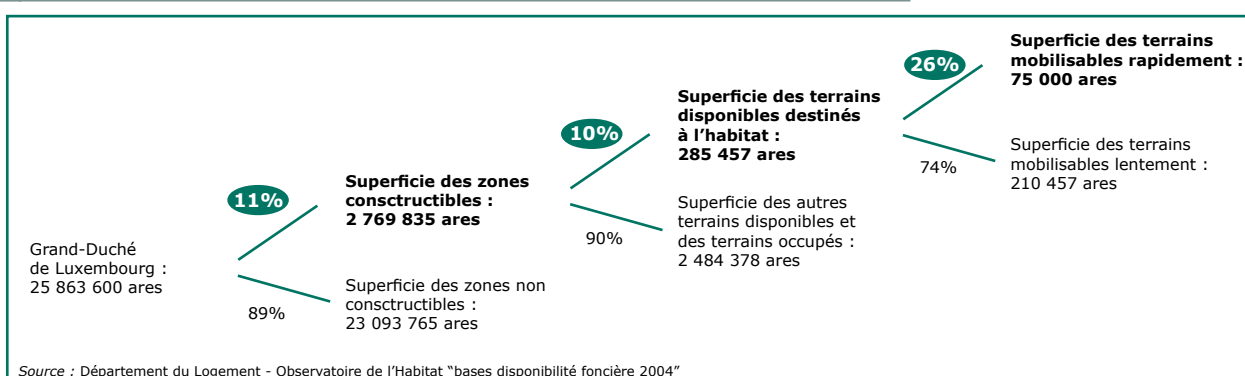
Le potentiel foncier constructible pour l'habitat<sup>1</sup> au Grand-Duché de Luxembourg en 2004

Le Ministre du Logement a confié à l'Observatoire de l'Habitat en 2003, l'étude du potentiel foncier constructible pour l'habitat.

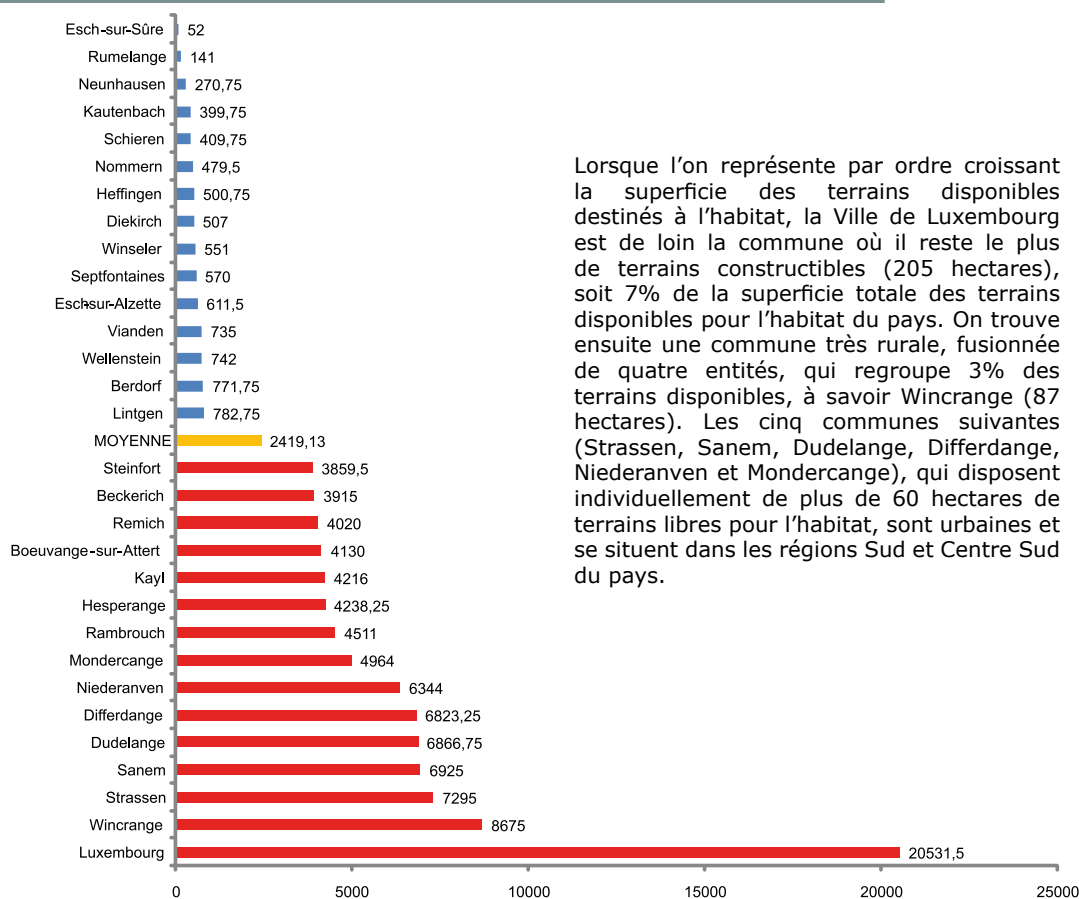
Pour ce faire, une méthodologie a dû être mise en place, puis un travail de saisie des données relatives aux documents d'urbanisme des communes a été

réalisé. Ainsi, en 2007, nous avons pu présenter lors de la 10<sup>ème</sup> Semaine Nationale du Logement et dans la Note de l'Observatoire n°9, les résultats pour l'ensemble des communes du Grand-Duché de Luxembourg se rapportant à la situation de l'année 2004.

Figure 1. Chiffres clés



Graphique 1. Classement des communes selon la superficie des terrains disponibles destinés à l'habitat (en ares) en 2004



Lorsque l'on représente par ordre croissant la superficie des terrains disponibles destinés à l'habitat, la Ville de Luxembourg est de loin la commune où il reste le plus de terrains constructibles (205 hectares), soit 7% de la superficie totale des terrains disponibles pour l'habitat du pays. On trouve ensuite une commune très rurale, fusionnée de quatre entités, qui regroupe 3% des terrains disponibles, à savoir Wincrange (87 hectares). Les cinq communes suivantes (Strassen, Sanem, Dudelange, Differdange, Niederanven et Mondercange), qui disposent individuellement de plus de 60 hectares de terrains libres pour l'habitat, sont urbaines et se situent dans les régions Sud et Centre Sud du pays.

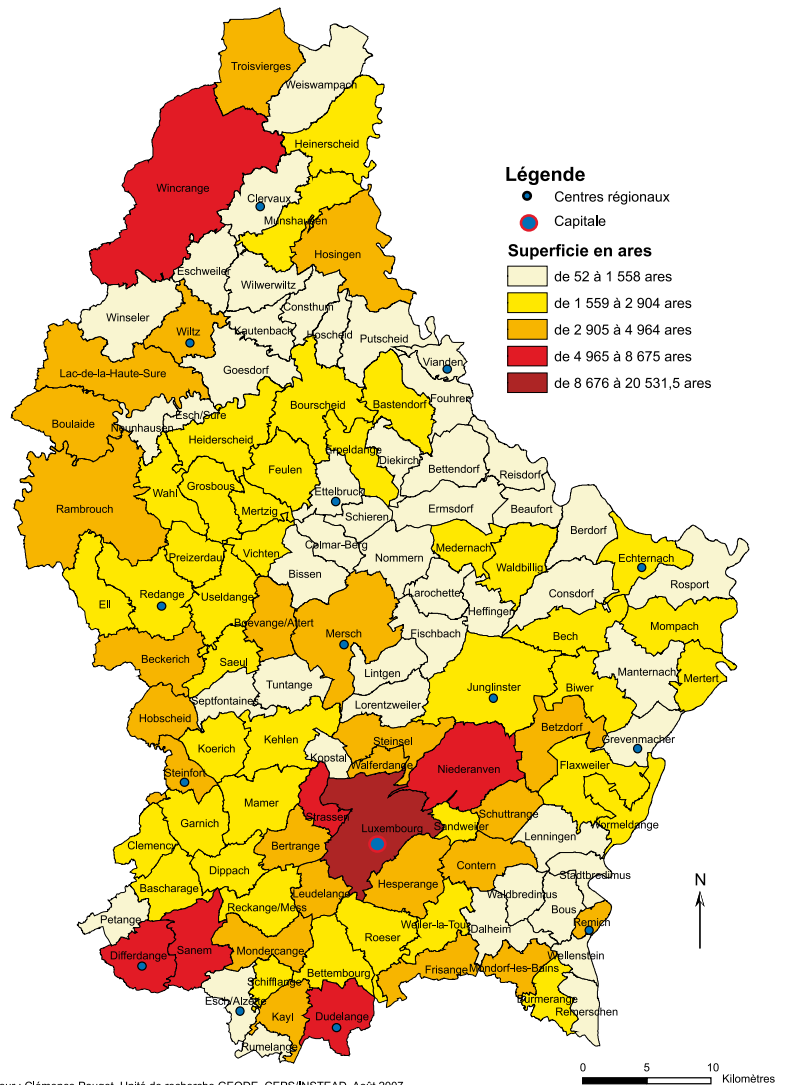
<sup>1</sup> Terrains destinés à l'habitat = terrains en zone d'habitation + 75% des terrains en zone mixte

**Figure 2.** Superficie des terrains constructibles pour l'habitat par communes en 2004 (en ares)

En 2004, 285 457 ares sont disponibles pour l'habitat, soit près de 8 fois la superficie du plateau du Kirchberg. En moyenne 2 419 ares sont disponibles par commune pour l'habitat.

La répartition spatiale par commune précise la prépondérance des terrains disponibles pour l'habitat dans les régions urbanisées du Sud et du Centre Sud. Mais elle met aussi en évidence quelques communes rurales où il y a beaucoup de terrains disponibles, comme Troisvierges (2 962 ares), Hosingen (3 096 ares), ou le Lac de la Haute-Sûre (3 757 ares) par exemple.

De plus, huit centres régionaux ont une superficie de terrains disponibles pour l'habitat supérieur à la moyenne de 2 419 ares du pays, à savoir Wiltz (3 118 ares), Mersch (3 628 ares), Steinfort (3 860 ares), Remich (4 020 ares), Differdange (6 823 ares), Dudelange (6 867 ares), et Luxembourg-Ville, auxquels s'ajoute Redange avec 2 683 ares. Ces centres cumulent, avec 51 530 ares, une superficie représentant 18% de la superficie totale des terrains disponibles pour l'habitat.



Auteur : Clémence Pouget, Unité de recherche GEODE, CEPS/INSTEAD, Août 2007  
 Fond de carte : Unité de recherche GEODE, CEPS/INSTEAD  
 Données statistiques : Département du Logement - Observatoire de l'Habitat (bases disponibilité foncière 2004)

**ENSEIGNEMENT, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL (ERDI)**





**ERDI rassemble dans un même chapitre les activités de plusieurs grands programmes du Centre : (i) La Graduate School for Comparative Public Policy Analysis and Data et principalement son programme IMPALLA, (ii) l'infrastructure LCDBA/IRISS, et les développements internationaux dans le cadre de (iii) RelEx et (iv) l'Observatoire sur la réduction de la pauvreté dans les pays africains.**

**Ces programmes couvrent, à des degrés divers, des activités d'enseignement et de formation, le développement d'une infrastructure de recherche, l'exploitation de celle-ci dans des programmes de recherche propres et des activités de consultance auprès d'institutions internationales.**

## Enseignement

### THE GRADUATE SCHOOL FOR COMPARATIVE PUBLIC POLICY, ANALYSIS AND DATA AND THE "CEPS/INSTEAD RELATED UNIVERSITY CONSORTIUM"

Le lancement de la Graduate School for Comparative Public Policy, Analysis and Data dès 2000 a contribué au rapprochement et à la mise en place d'une collaboration entre différentes Universités, le « CEPS/INSTEAD-related University Consortium ». Les partenaires principaux de ce consortium sont:

- le CEPS/INSTEAD
- le Département de Sociologie de l'Université de Leuven, Belgique (K.U.Leuven).

Ces deux instituts sont liés par des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec d'autres universités qui participent activement aux activités pédagogiques et de formation.

Il s'agit de :

- L'Université de Nancy 2
- L'Université de Tilburg
- L'Université du Luxembourg

La Graduate School s'est jusqu'à présent développée autour de trois axes :

- un axe central offrant une formation et un enseignement universitaire intensif d'une année conduisant à l'octroi d'une maîtrise avancée (MA/ MSc) : IMPALLA ;

- un axe individualisé lié à un programme doctoral devant conduire à l'octroi d'un doctorat (Ph.D.) en fonction des règles en vigueur au sein des universités d'origine des étudiants ;
- un troisième axe proposant des formations intensives de courte durée et des activités scientifiques et académiques dans le cadre d'un enseignement continué de haut niveau.

Ces axes mettent en évidence les activités du centre en termes d'Enseignement, d'Infrastructure de Recherche, de Recherche et Formation à la Recherche.

### 1. International Master in Social Policy Analysis by Luxembourg, Leuven and Associate Institutes (IMPALLA)

L'année calendaire 2007 a englobé le second semestre de l'année académique 2006/2007 (janvier-juillet) ainsi que le premier semestre de l'année académique 2007/2008 (septembre-décembre).

#### 1.1 Les cours

Les cours dispensés en 2007 lors des premier et second semestres de l'année académique 2006/2007 sont présentés dans le tableau suivant :

Period	Subject	Location
27 <sup>th</sup> – 29 <sup>th</sup> Aug. 2006	Pre-levelling-up Statistics	CEPS/INSTEAD Differdange Luxembourg
1 <sup>st</sup> Sept. – 6 <sup>th</sup> Oct. 2006	Levelling-up Statistics	
	Levelling-up Social Sciences	
	Levelling up Cultural Awareness	
9 <sup>th</sup> Oct. 2006 – 1 <sup>st</sup> Feb. 2007	The Policy Cycle	University of Leuven Belgium
	Statistics & Research – part 1	
	Statistics & Research – part 2	
	Social Problems and Reforms – Seminar	
2 <sup>nd</sup> Feb. – 30 <sup>th</sup> April 2007	Social Policy	CEPS/INSTEAD Differdange Luxembourg
	Evaluation Techniques and Tools	
	Comparative and International Socio-economic Policy	
	Social Policy	
2 <sup>nd</sup> May – 18 <sup>th</sup> July 2007	Auditing	University of Leuven Belgium
	Master Dissertation	

### 1.2. Résultats académiques des étudiants en 2006/2007

Les résultats de cette 5ème cohorte du programme IMPALLA de l'année 2006-2007 ont été dans l'ensemble plus faibles que ceux de l'année précédente. Cependant un seul étudiant a échoué tandis que deux étudiants de l'année académique 2005-2006 ont terminé le programme avec succès en septembre 2007. Quatre étudiants ont obtenu la « grande distinction » et sept autres ont obtenu leur diplôme avec « distinction ».

Comme les années précédentes, certains étudiants ont manifesté de l'intérêt pour des programmes de doctorat. Au terme de l'année académique 2006-2007, environ la moitié des étudiants ont choisi de travailler auprès d'organisations orientées vers la recherche. Cinq de ces 17 étudiants IMPALLA ont entamé une thèse de doctorat auprès de différentes universités tandis que quatre d'entre eux travaillent dans des centres de recherche. Trois ont commencé à travailler pour des organisations orientées vers la recherche. Il est remarquable de constater que de toutes ces promotions d'étudiants IMPALLA, deux tiers sont dans la recherche et la moitié est engagée dans des activités de recherche. Ceci nous permet de conclure qu'IMPALLA est une excellente préparation à des formations supérieures.

### 1.3. Admission au programme IMPALLA

Le test statistique précédemment introduit a été maintenu comme élément de la sélection. Pour ce qui est de la maîtrise de l'Anglais, le niveau minimum requis a été augmenté eu égard aux tests TOEFL et IELTS.

Un peu plus de 30 candidatures ont été reçues par le programme pour l'année 2007 - 2008. C'est une diminution par rapport à l'année précédente. Parmi ces candidatures 14 étudiants ont été sélectionnés pour cette sixième session d'IMPALLA et de ces 14 étudiants, 12 se sont effectivement inscrits. La sixième année du programme IMPALLA a accueilli des étudiants de 9 pays et 3 continents (Europe, Asie et Océanie). Contrairement aux années précédentes, la moitié des étudiants de l'année 2007 - 2008 viennent de pays de l'Europe des 15.

### 1.4. Commission d'évaluation NVAO

Au cours du printemps 2007, le programme IMPALLA a reçu la visite de la commission d'évaluation NVAO en vue d'obtenir son accréditation. L'évaluation était basée sur six points : la note moyenne du programme a été 3 sur 4. Le programme a reçu deux appréciations « excellent », douze « good », six « satisfactory » et aucun « unsatisfactory » ce qui a suscité la remarque faite par le comité dans son rapport : « If the programme did not exist, it would have to be invented, in the view of the committee. » (selon nous, si ce programme n'existait pas, il faudrait l'inventer). Le programme IMPALLA a même été félicité par la commission d'évaluation comme le meilleur programme évalué.

## 2. La piste doctorale - Encadrement et formation

Le Consortium développe progressivement une collaboration plus étroite au niveau post-gradué et doctoral. L'objectif est d'entretenir une fertilisation croisée entre les centres de recherche de discipline et d'expertise différentes parmi les universités

membres du Consortium. Il s'agit ici de collaborer à la supervision et à la formation de doctorants appartenant aux différentes unités de recherche participant au Consortium. Cette activité est rendue possible par la présence, après quelques années d'existence du Master IMPALLA, d'un groupe de doctorants affiliés à l'une des Universités du Consortium ou à d'autres Universités européennes.

Cette collaboration permet également d'intégrer un certain nombre de doctorants (affiliés à des universités partenaires) parmi les différentes unités de recherche du Centre.

Des axes de recherche ont été identifiés et sont privilégiés dans la mise en place des coopérations doctorales au sein du Consortium :

- values (and how to measure them) with respect to social policy;
- transitional labour markets;
- psychology (and health) with respect to social policy;
- multi-level and network explanations for social policy;
- (income) dynamic(s) analyses.

Néanmoins, la piste doctorale est associée plus généralement aux différents axes de recherche privilégiés dans les différentes unités de recherche du Centre.

### 2.1 Encadrement de doctorants au sein du Centre

En 2007, le Centre a été directement impliqué dans l'accompagnement de deux doctorantes inscrites à l'école doctorale de l'Université Nancy 2. Ces jeunes chercheuses sont basées au CEPS/INSTEAD où elles travaillent sur le projet de recherche et où elles bénéficient d'un accompagnement scientifique dispensé par des chercheurs du Centre.

### 2.2 Accompagnement de doctorants dans le cadre des Bourses Formation-Recherche

Outre les doctorantes déjà citées qui sont pleinement intégrées à des équipes de recherche, le Centre assure également l'accompagnement et le suivi administratif et scientifique de huit doctorants bénéficiaires d'une Bourse Formation-Recherche (BFR).

Ces doctorants sont principalement supervisés en dehors du Centre, mais entretiennent des relations privilégiées avec celui-ci. Ils font partie intégrante du réseau et bénéficient des possibilités de formation et d'accès à l'infrastructure de recherche qui sont proposées, en particulier dans le cadre du programme IRISS-C/I.

### 2.3 Contributions au programme de l'Ecole Doctorale commune de l'Université Nancy 2 et de l'Université Paul Verlaine (Metz)

Dans le contexte de la collaboration des membres du Consortium sur la formation de ses jeunes chercheurs, l'école doctorale en sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion des Université Nancy 2 et Paul Verlaine (Metz) a décidé d'inclure des formations dispensées par des chercheurs du CEPS/INSTEAD dans son programme. Ces formations sont directement destinées aux doctorants suivant ce curriculum, mais elles sont également ouvertes à tout jeune chercheur du réseau qui désirerait y participer.

### 3. Les activités de recherche

L'encadrement des étudiants IMPALLA au sein du Centre est assuré par une équipe de quatre jeunes « assistants professeurs » ayant récemment obtenu un doctorat dans une science sociale. Ces chercheurs contribuent à l'effort de recherche du

Centre et poursuivent, en parallèle avec leurs tâches d'encadrement, des travaux de recherche propres. Ces travaux se font soit en collaboration avec d'autres équipes de recherche du Centre, soit sur base de collaborations extérieures et de programmes définis par les chercheurs eux-mêmes.

## Recherche

### L'INFRASTRUCTURE DE RECHERCHE : LCDB/IRISS-C/I

En 1995, le CEPS/INSTEAD a été reconnu par la DG-Recherche de la Commission Européenne comme « Large-Scale Facility » (LSF), désormais baptisée « Major Research Infrastructure », dans le domaine des sciences sociales. L'infrastructure doit être entendue ici au sens large : il s'agit bien sûr de l'environnement matériel de travail, mais surtout il s'agit d'une collection de bases de micro-données internationales comparatives favorisant une recherche empirique de pointe dans les sciences socio-économiques. L'infrastructure comprend également le know-how du personnel sur la construction et la manipulation de ces bases de données, sur les questions d'harmonisation et sur les méthodes d'analyse statistique.

Le Centre continue à développer cette infrastructure avec pour objectif de l'améliorer et d'en accroître l'utilisation à la fois pour la recherche en interne et en externe. C'est le programme *Luxembourg Comparative Databases* (LCDB). Le Centre a également une structure visant à accueillir des chercheurs visiteurs étrangers afin d'exploiter plus largement cette infrastructure, c'est le programme *Integrated Research Infrastructure in the Socio-Economic Sciences at CEPS/INSTEAD* (IRISS-C/I). Enfin le staff associé à cette unité développe également des programmes de recherche propres.

#### 1. Luxembourg Comparative Databases (LCDBA)

The international socio-economic micro-databases which our Center sets up in cooperation with the partner countries contributing their respective national data sets, offer to the scientific community the strongly needed opportunity to carry out comparative studies on various types of public policy programs in the domains e.g. of poverty reduction, income distribution, adequacy of income at retirement age, distribution of economic well-being in general, family policies, etc.

In respect of article 17 of our Center's law of November 10, 1989, these databases are accessible to qualified researchers and analysts as well as to advanced students visiting our Center in relation to its different programs, whether national, inter-regional or international and, in particular in the framework of :

- its « Integrated Research Infrastructure in the Socio-Economic Sciences »,
- its « Graduate School for Comparative Public Policy »,
- its « International Master in Social Policy Analysis by Luxembourg, Leuven and Associate Institutes » and
- its « Pilot Observatory for Poverty Reduction and Poverty Reduction Policies in African Countries ».

In 2007, we enlarged systematically our collection of databases by adding new data sets (complemented by the necessary meta-information and documentation). Since 2002, our Center is a member of CESSDA, the Council of European Social Science Data Archives. In 2007 we intensified our collaboration with the partners. In spring 2007 the annual meeting of the CESSDA directors took place.

The developments of Luxembourg Comparative Databases & archive network are undertaken in cooperation with preferential partners of international reputation: with ZUMA, Mannheim (D), NSD, Bergen (N), and the National Center for Social Research (UK), whose respective directors Peter Mohler, Björn Henrichsen, Roger Jowell are scientific advisors to our Center.

Our Center and its partners have as objective to put their respective resources (of data, and research and training capacities) together in a network apt to contribute to the development of the European Union Research Area, and to the development of an even wider international cooperation. And this particularly in the domains of the development of socio-economic indicators having significance both at a national and a comparative level, and of a fruitful cooperation between producers of official statistics on the one hand, and the scientific actors/users on the other hand.

Under adequate conditions of confidentiality and data protection regulations, the data bases already operational are used more intensively for our studies within the Greater Region (BENELUX, France, Germany) as well as in international comparative context.

Available comparative data sets and documentations (at the end of 2007):

- The « European Community Household Panel (ECHP) »
- The « International Social Survey Program (ISSP) »
- The « European Social Survey (ESS) »
- The « European Value Study (EVS) »
- The « Eurobarometer »
- The « Eurobarometer Trend File »
- The « OECD Programme for International Student Assessment (PISA) »
- The data from the « Consortium of Household Panels for European Socio-economic Research (CHER) »
- The « Teaching sub-sample of the German Socio-Economic Household Panel (SEOP) »
- The « European Crime and Safety Survey (ECSS) »

### PACO/CHER PROJECT

The international and comparative databases PACO (Panel Comparability) and CHER (Consortium of Household Panels for European Socio-Economic Research) integrate micro data from various national longitudinal household studies (panels) over a larger number of years. Both micro databases are used for empirical, comparative research on economic and social phenomena at the European level – inside and outside of CEPS/INSTEAD.

Research has been conducted in house :

- Poverty Dynamics in Germany: a comparison of Immigrants and Natives
- East West comparison of Income and Employment
- Household Dynamics and the Well-Being of Women after Partnership Dissolution

## 2. Le programme de visiteurs IRISS Integrated Research Infrastructure in the Socio-Economic Sciences

Afin de promouvoir l'exploitation de son infrastructure, le Centre a mis en place depuis 1999 un programme d'accueil de chercheurs visiteurs. Ce programme, baptisé *Integrated Research Infrastructure in the Socio-economic Sciences at CEPS/INSTEAD* (IRISS-C/I), a été régulièrement financé par la Commission Européenne qui a reconnu le Centre comme une *European Major Research Infrastructure*. Ce programme permet la visite de chercheurs européens pour des séjours de courte durée (2 à 12 semaines) afin d'exploiter les ressources du Centre dans le cadre de leurs propres recherches. Outre l'accès aux données, les visiteurs bénéficient d'un support scientifique et technique par les membres de l'équipe IRISS. Le programme actuellement est financé par la Commission Européenne dans son 6<sup>ème</sup> programme cadre (FP6) et ce jusque fin 2009.

### 2.1 Appels à proposition et visites en 2007

Le programme fonctionne sur base d'appels à propositions auxquels les chercheurs intéressés à faire une visite au CEPS/INSTEAD sont invités à répondre. En 2007, trois appels à propositions ont été lancés. Les appels peuvent être consultés sur le site internet d'IRISS à l'adresse <http://www.ceps.lu/iriss/applying.cfm>.

Un total de 55 projets ont été soumis. Ces projets ont fait l'objet d'un processus d'évaluation qui a permis d'en retenir 18.

Sur l'année 2007, nous avons accueilli au total 20 visiteurs travaillant sur 14 projets sélectionnés dans le cadre des précédents appels à projets.

### 2.2 Bourses Formation-recherche

En parallèle avec les activités liées au contrat avec la Commission Européenne, IRISS travaille également avec des jeunes chercheurs bénéficiant de bourses de « Formation-Recherche » post-doctorales délivrées par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche du Grand-Duché de Luxembourg.

### 2.3 IRISS Working Papers

Pour assurer une visibilité et une diffusion des travaux de recherche effectués dans le cadre d'IRISS, une collection de documents de travail, la *IRISS Working Paper Series* a été créée. Cette série publie des travaux réalisés par des visiteurs IRISS, par des chercheurs extérieurs associés au programme (par exemple via des bourses « Formation-Recherche ») ainsi que par des chercheurs liés à l'équipe IRISS.

La collection compte actuellement 83 documents dont 16 ont été incorporés en 2007.

Ces documents sont enregistrés sur la base de données « RePEc » (Research papers in Economics, <http://repec.org>), ce qui nous permet de suivre leur popularité. En 2007, on a ainsi dénombré 3 228 téléchargements, soit une augmentation de plus de 40% par rapport à 2006.

### 2.4 Séminaires IRISS - Présentation des travaux en interne

Les visiteurs sont invités à présenter leurs travaux lors de séminaires internes au Centre. L'objectif est de leur permettre d'obtenir un feedback de la part du staff permanent et d'encourager l'échange entre le personnel du Centre, les étudiants du master IMPALLA, organisé par le Centre, et nos visiteurs.

En 2007, onze séminaires IRISS ont eu lieu ; neuf d'entre eux ont été animés par des groupes de visiteurs qui ont pu présenter les résultats de leurs recherches, et deux ont été présentés par des chercheurs invités externes.

### 2.5 Le site internet

Le site internet d'IRISS est une plate-forme centrale au projet. C'est via le site internet que sont disséminés les appels à proposition et l'information sur l'infrastructure et sur les projets de recherche réalisés. De même, toutes les candidatures sont soumises exclusivement via un formulaire en ligne. En 2007, une nouvelle interface, incluant une zone privée pour les visiteurs, a été mise en place afin de faciliter le suivi de l'évaluation des projets, l'organisation des visites, le reporting ultérieur aux visites, la soumission de documents de recherche, etc. Le site peut être consulté à l'adresse URL suivante : <http://www.ceps.lu/iriss>.

### 2.6 Coopération avec « Major Research Infrastructures »

Dans le cadre du contrat avec la Commission Européenne, FP6, nous coopérons avec les deux autres centres de recherche ayant des programmes similaires en Europe, ECASS (University of Essex) et ZA-Eurolab (University of Cologne). L'objectif de cette coopération est d'échanger l'information sur les participants aux différents programmes et d'encourager une promotion mutuelle de nos programmes. Une réunion de coordination a eu lieu en juin 2007 à l'Université d'Essex, dans le cadre de l'anniversaire du programme ECASS.

### 2.7 Développement de l'Infrastructure

En parallèle avec l'accueil de chercheurs, l'équipe IRISS travaille également à l'amélioration de l'infrastructure de recherche conjointement avec les travaux réalisés dans le cadre de LCDB.

En 2007, la mise en place d'un système d'information destiné à recenser de façon plus systématique l'information sur les différentes bases de micro-données sur lesquelles il est possible de réaliser des travaux de recherche au CEPS/INSTEAD a été effectuée. Une liste des bases de données disponibles au Centre a été complètement mise à jour pendant le deuxième semestre de 2007. Cette liste a été utilisée pour la création d'une interface interne pour l'exploitation des informations et « meta-données » des différentes enquêtes, afin d'aider les visiteurs à identifier les ressources les plus appropriées pour leur recherche.

L'interface de ce système d'information comprend un catalogue en ligne qui permet de faciliter l'accès aux informations relatives aux micro données accessibles



au Centre. Au sein de ce catalogue, les bases de données ont été regroupées en fonction de leur caractère international et comparatif (eg. ECHP), national (eg. GSOEP, BHPS, etc.) ou luxembourgeois (eg. PSELL), et l'information est fournie pour les différentes unités d'analyses pertinentes (ménages, individus et entreprises).

Ce « on-line catalogue » est maintenant en cours de finalisation et sera disponible en version « alpha » sur le site Internet d'IRISS à partir de 2008.

### 3. Les activités de recherche

En parallèle aux travaux d'infrastructure et de soutien à la recherche, le staff rattaché à LCDB/IRISS conduit ses propres projets de recherche. Il s'agit, d'une part, de travaux de recherche empirique sur base des données disponibles (nationales et internationales), et d'autre part de recherches méthodologiques à caractère plus « fondamental ».

Le projet "Advances in the measurement of discrimination, inequality and mobility" (MeDIM)

Une partie importante des travaux de recherche réalisés par le staff fait partie du projet MeDIM. MeDIM est financé par le Fonds National de la Recherche dans le cadre du programme Vivre demain au Luxembourg

(VIVRE) depuis Mars 2007 et ce pour une période de trois ans. MeDIM est un projet de recherche quantitative et économique dans le domaine de la mesure de la discrimination, de l'inégalité et de la mobilité sociale. Il a pour objectif principal de développer des méthodes micro-économétriques innovantes dans ces domaines. Une série d'applications sont réalisées sur des problématiques nationales, en particulier concernant la situation des femmes et des populations immigrées. Trois grands sujets forment l'ossature du projet au cours des trois années :

- Distributional approaches to the measurement of labour market discrimination
- Modeling the relationship between physical appearance and labour market outcomes
- Measuring inequality in wealth and income growth.

Il est néanmoins prévu d'enrichir cette ossature tout au long du projet en fonction des besoins et des opportunités qui se présentent.

En 2007, les travaux ont porté principalement sur trois chapitres: (i) *distribution-sensitive measures of wage differentials*; (ii) *extreme values and robust estimation of parametric distribution models*; et (iii) *estimation of income mobility profiles*.

## Développement International

### LA CELLULE RELATIONS EXTÉRIEURES (ReIEx)

Durant l'année 2007, le CEPS/INSTEAD a été engagé dans de multiples activités de coordination de projets, de conseil et de représentation dans les milieux scientifiques et politico-institutionnels principalement au niveau de l'Union européenne (UE) mais également hors de l'Union. Dans ce contexte, nous avons renforcé encore davantage nos relations avec :

- la communauté scientifique internationale ;
- la Commission européenne (DG EMPL et « Observatoire sur la démographie et la situation sociale » (SSO), Eurostat, DG RTD...), le Réseau UE d'experts indépendants en matière d'inclusion sociale (couvrant chacun des 27 pays de l'UE plus la Turquie), le Comité UE de la Protection sociale et son Groupe Indicateurs ;
- les Nations Unies (PNUD, UNDESA, UNICEF), le Conseil de l'Europe, la Banque Mondiale et le Global Development Network (GDN), l'OCDE ;
- diverses ONG nationales et internationales.

Ces activités « RELEX » font du Centre un observateur et un acteur actif du débat scientifique et politico-institutionnel sur les grands enjeux socio-économiques européens et extra-européens. Elles augmentent la visibilité et la notoriété du Centre hors des frontières grand-ducales, et garantissent la pertinence ainsi que l'actualité politique et scientifique des questions de recherche qu'il investit tant au niveau national qu'international. Enfin, ces activités permettent également au Centre de participer aux derniers développements scientifiques et stratégiques dans ces domaines complexes, de façon à mener de façon optimale ses activités d'études réalisées soit pour le compte d'administrations luxembourgeoises soit dans le cadre de la convention liant le Centre et l'Etat

luxembourgeois. A ce titre, elles s'inscrivent donc pleinement dans le cadre de nos activités nationales.

Un autre objectif majeur de ces activités « RELEX », qui s'inscrit lui aussi parfaitement dans le cadre de nos activités nationales, est de faire du CEPS/INSTEAD un partenaire privilégié sur le plan international pour les questions touchant à l'analyse des questions de revenus et conditions de vie (en particulier les questions de pauvreté et d'exclusion sociale) et à la collecte des données statistiques comparatives s'y rapportant.

Enfin, les activités RELEX complètent utilement d'autres travaux internationaux du Centre. En particulier : IRISS, IMPALLA, STATDEV et *Luxembourg Comparative Data Base* (voir sections y relatives).

#### 1. Assistance à la délégation grand-ducale auprès du Comité UE de la Protection sociale (CPS) et représentation officielle au sein du Groupe Indicateurs du CPS (ISG)

##### 1.1. Poursuite de la participation aux réunions mensuelles du « Groupe Indicateurs » du CPS (ISG), consacrées au développement d'indicateurs sociaux communs à l'ensemble des Etats membres de l'UE - Eric Marlier, Conseiller scientifique auprès du CEPS/INSTEAD

Le Groupe Indicateurs est chargé de développer des indicateurs communs à utiliser dans les rapports que les Etats membres de l'UE doivent soumettre à la Commission européenne dans les domaines suivants :

- inclusion sociale (pauvreté monétaire et inégalité de revenus, transferts sociaux, chômage, éducation, qualité et coût du logement, déprivation matérielle, activation...),

- pensions (avant tout: adéquation sociale des pensions), et
- soins de santé et soins à long terme (avant tout : accès et qualité).

Ces indicateurs sont utilisés, en particulier, dans les Rapports nationaux sur les stratégies en matière de protection sociale et d'inclusion sociale que les Etats membres ont soumis à la Commission en septembre 2006 pour la période 2006-2008 et qu'ils soumettront à nouveau en septembre 2008 pour la période 2008-2010. Ils sont aussi utilisés par la Commission dans ses publications sur ces domaines.

Le Groupe Indicateurs propose également des recommandations au sujet de l'analyse et de l'utilisation concrète de ces indicateurs aux niveaux UE et national. Et il contribue à la méthodologie à développer dans le cadre des objectifs chiffrés (targets) que les pays doivent introduire dans leurs Rapports nationaux.

Enfin, dans le cadre de la décision du Conseil des Ministres de l'UE de refocaliser non seulement la Stratégie de Lisbonne sur l'emploi et la croissance, mais aussi de rationaliser et synchroniser (« streamlining », en vigueur depuis janvier 2006), la coopération UE dans les domaines de l'inclusion sociale, des pensions et de la santé, le Groupe Indicateurs est chargé de développer des indicateurs « trans-objectifs », c'est-à-dire couvrant simultanément des aspects inclusion, pensions et/ou santé, ou encore des aspects sociaux, d'emploi et/ou de politiques économiques.

Tâches :

- Préparation des réunions ISG : analyse critique des documents, contacts préparatoires au niveau national (coordination avec le Ministère de la Famille et l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS)), contacts avec la Représentation Permanente du Luxembourg auprès de l'UE et avec les délégations étrangères, contacts avec la Commission européenne, contacts avec d'autres groupes de travail européens (auprès du Conseil et de la Commission)...
- Participation aux réunions ISG comme représentant officiel du Luxembourg.

### 1.2. Maintien des actions coordonnées avec l'IGSS et les autres Ministères concernés

En amont et en aval de ces activités de représentation officielle au sein du Groupe Indicateurs, le Centre a continué à contribuer activement aux côtés du Ministère de la Famille et de l'IGSS aux travaux liés au processus communautaire de protection sociale et d'inclusion sociale (dans le cadre des activités du CPS) : contribution aux annexes statistiques de rapports nationaux et à l'analyse de la situation sociale du pays, discussions/ réunions, peer reviews, rapport conjoint sur la protection sociale et l'inclusion sociale rédigé annuellement pour le Conseil européen de printemps, projet d'« Opinion » du Conseil, rapport annuel de printemps préparé par la Commission pour le sommet de printemps (volet indicateurs structurels), etc.

### 1.3. Maintien de la collaboration étroite entre les délégations CPS et ISG

Pour maintenir une collaboration optimale entre les délégations luxembourgeoises du CPS et de l'ISG, le CEPS/INSTEAD a poursuivi une collaboration active avec la délégation grand-ducale auprès du CPS comme cela était déjà le cas en 2002-2006.

## 2. Autres contributions à la coopération UE et hors UE en matière sociale

### 2.1 Coordination de projets internationaux

- « Peer Review and Assessment in Social Inclusion » (projet réalisé pour le compte de la DG EMPL de la Commission européenne). Il s'agit d'offrir un soutien scientifique et logistique à la Commission européenne pour la gestion conjointe de deux activités étroitement liées dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au niveau UE : analyse approfondie et « Peer Review ».
- Présidence de la Task-Force UE « Child Poverty and Child Well-Being » (Comité UE de la Protection Sociale). Suite à la demande du CPS et de la Commission européenne, le CEPS/INSTEAD a accepté d'assurer la Présidence de cette Task-Force européenne formellement créée en novembre 2006.

### 2.2 Autres participations actives à des projets internationaux

D'autres contributions en 2007 à la coopération UE et hors UE dans le domaine social sont reprises dans la section présentant, pour le Centre dans son ensemble, la liste des publications, travaux de consultances/expertises internationaux, et participations actives à des événements scientifiques. Nous soulignerons néanmoins ici :

- Les collaborations avec le Conseil de l'Europe, les Nations Unies (PNUD, UNDESA, Centre de Recherche « Innocenti » de l'UNICEF à Florence, Bureau macédonien de l'UNICEF) et l'institut autrichien *Ludwig Boltzmann Institut für Menschenrechte*.
- Les collaborations diverses avec la communauté scientifique, la Commission européenne (en ce compris l'« Observatoire sur la démographie et la situation sociale »), la Banque Mondiale et le Global Development Network (GDN), l'OCDE, des ONG nationales et européennes (en particulier : European Anti-Poverty Network, EUROCHILD...).
- Les collaborations étroites avec le système statistique européen dans le cadre du projet EU-SILC (voir aussi section Population & Emploi).
  - Participation active à la Task-Force UE « Déprivation matérielle » chargée de définir le contenu du module 2009 d'EU-SILC. Et, dans ce cadre : participation active au Groupe Experts qui a épaulé la Commission : a) pour préparer une enquête grand public de type « consensus survey » portant sur les questions complexes de perception de la pauvreté, de l'exclusion sociale et de la déprivation (enquête effectuée dans le cadre d'un Eurobaromètre réalisé au cours du 1er trimestre 2007); et b) pour analyser et présenter ces résultats.
  - Présidence du Groupe fédéral belge des utilisateurs EU-SILC.

Thèmes abordés dans ces contributions : protection sociale et inclusion sociale (analyse des politiques et analyse des tendances ; monitoring et targeting), coopération UE dans le domaine de la protection sociale et de l'inclusion sociale, inclusion active, pauvreté et bien-être des enfants, sans-abrisme, initiatives ethniques et solidaires pour combattre la pauvreté et l'exclusion sociale, questionnaires internationaux (EU-SILC, Eurobaromètre), conditions de vie et déprivation matérielle, liens socio-économiques entre croissance, emploi et social (feeding in et feeding out)...



## CRÉATION D'UN OBSERVATOIRE SUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DANS LES PAYS AFRICAINS

### 1. Présentation générale

Il s'agit d'un projet ayant pour ambition la création, de façon graduelle, d'un observatoire de la pauvreté en Afrique. Cet observatoire permettra, d'une part, de favoriser l'émergence de systèmes statistiques nationaux efficaces et, d'autre part, de mettre à la disposition des décideurs politiques un ensemble d'outils permettant de mieux concevoir, mettre en œuvre et évaluer les politiques de lutte contre la pauvreté. Ces objectifs finaux nécessitent la réalisation d'un certain nombre d'objectifs intermédiaires :

- création d'une base de micro-données africaines intégrée, de façon à pouvoir s'en servir pour mener des études comparatives aussi bien dans l'espace (entre pays africains, entre pays africains et pays européens) que dans le temps ;
- le développement d'un partenariat étroit avec les principaux organes de production des données en Afrique (directions nationales de statistiques) et les principaux utilisateurs potentiels des produits de ces données (cellules de suivi des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté, cellules statistiques et planification des ministères de l'éducation, de la santé, de l'économie, etc.) ;
- la formation et l'encadrement de chercheurs et statisticiens africains mais aussi européens au traitement statistique et à l'analyse des données africaines.

Même si le projet devrait, à terme, intégrer le plus grand nombre de pays africains possible, il va dans un premier temps être réalisé dans un nombre réduit de pays, en l'occurrence des pays cibles de la coopération luxembourgeoise en Afrique. C'est dans cette optique que, depuis 2005, le CEPS/INSTEAD a développé un projet de recherche pilote sur le Mali intitulé « Renforcement des capacités statistiques pour le développement au Mali » (STATDEV-Mali).

### 2. Le projet « Renforcement des capacités statistiques pour le développement au Mali » (STATDEV-Mali)

En 2007, la recherche a porté principalement sur l'exécution du projet « renforcement des capacités statistiques pour le développement au Mali » (STATDEV-Mali).

Les objectifs de ce projet étaient de valoriser les données d'enquêtes maliennes (Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages - ELIM 2003 et ELIM 2006) à travers des analyses thématiques menées par des équipes multi-institutionnelles (CEPS/INSTEAD, DIAL, DNSI), tout en assurant une formation à la recherche des cadres maliens participant au projet. Les travaux ont porté sur les thèmes suivants :

- Institution, gouvernance et lutte contre la pauvreté
- Pauvreté et marché du travail au Mali
- Pauvreté et éducation au Mali
- Pauvreté et santé au Mali.

En plus de ces objectifs d'analyse des données existantes, la coopération luxembourgeoise a confié au CEPS/INSTEAD, la mission de lui proposer une méthodologie de suivi et d'évaluation de ses projets.

### 2.1 Les activités de formation à la recherche et à l'analyse des données des cadres maliens

Avant de nous focaliser sur la substance des différents résultats obtenus, il convient de présenter, d'un point de vue opérationnel, les activités méthodologiques réalisées afin d'assurer la formation à la recherche des statisticiens et cadres maliens ayant participé au projet.

Cette formation a recouvert les différents aspects de la recherche :

- formulation de la question de la recherche et cadre théorique
- revue bibliographique et revue de la littérature
- exploration des données, méthodes descriptives et explicatives d'analyse des données.

Ces différentes composantes de la recherche ont fait l'objet d'exposés théoriques et d'exemples pratiques lors de deux rencontres : un voyage d'étude du 24 novembre au 09 décembre 2006 d'une équipe de 8 chercheurs et statisticiens maliens impliqués dans l'analyse des données ELIM-2003 à Differdange (CEPS/INSTEAD) et à Paris (DIAL), d'une part, et, d'autre part, l'école des pays francophones du réseau Afrobaromètre organisée conjointement par l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (Cotonou, Bénin) et DIAL du 14 février au 2 mars 2007 à Cotonou au Bénin et à laquelle a pris part un statisticien de la DNSI impliqué dans l'analyse du thème « Institution, gouvernance et lutte contre la pauvreté ».

Cette formation s'est poursuivie tout au long de l'année à l'occasion du traitement des différents thèmes grâce aux échanges par mail, téléphone et messagerie instantanée (chat), et aux différents ateliers de travail organisés au Mali et à DIAL (Paris). Trois ateliers se sont tenus au Mali dont deux à Ségou respectivement du 6 au 12 mai 2007 et du 17 au 24 octobre 2007 et un à Sélingué du 10 au 17 août. Le premier atelier de Ségou avait comme objectifs la rédaction du cadre théorique et contextuel des thèmes d'analyse (pauvreté et santé, pauvreté et éducation, pauvreté et marché du travail), et la validation des tableaux descriptifs. Celui de Sélingué avait comme objectif la consolidation des acquis de Ségou et la construction de modèles explicatifs. Le second atelier de Ségou a permis la finalisation des analyses explicatives et la poursuite de la rédaction d'un document de recherche.

Le statisticien de la DNSI chargé de la valorisation des modules « pauvreté subjective » et « démocratie et gouvernance » a bénéficié de deux ateliers de formation axés spécifiquement sur ces thèmes. Il a aussi participé à l'école des pays francophones du réseau Afrobaromètre du 14 février au 2 mars 2007 à Cotonou au Bénin. Cet atelier de formation lui a permis de se familiariser avec différents concepts et débats actuels sur les thématiques de la démocratie, la gouvernance et les conditions de vie de la population et de renforcer ses capacités d'analyse. Un second atelier de formation a eu lieu à DIAL du 17 au 28 septembre 2007. Cet atelier s'est organisé autour de deux volets principaux : l'exploration et l'examen de la qualité des données d'une part, et l'analyse des données d'autre part. Il a abouti à la rédaction d'un rapport portant sur les modules « pauvreté subjective » et « démocratie et gouvernance » de l'enquête ELIM2006.

Afin de faire d'une pierre deux coups, l'objectif de renforcement des capacités s'est voulu consubstantiel de celui du traitement des différents thèmes de recherche présentés précédemment.

## 2.2 Synthèse des résultats obtenus à l'issue du traitement des différents thèmes

L'ensemble des thèmes traités (pauvreté et éducation, pauvreté et santé, pauvreté et marché du travail, institution, gouvernance et pauvreté) présente un intérêt non seulement pour la communauté scientifique mais aussi pour les différents acteurs de développement au Mali qui ont besoin de baser leurs politiques et stratégies de lutte contre la pauvreté sur des études rigoureuses. Les thèmes développés ont fait l'objet de rapports disponibles au CEPS/INSTEAD, à la DNSI et à DIAL. Il s'agit ici seulement de fournir un résumé succinct de chacun d'eux.

- **Pauvreté et éducation au Mali**  
L'objectif de ce thème était de déterminer, à travers l'analyse des données ELIM-2003, l'impact de la pauvreté sur la fréquentation scolaire des enfants au Mali, une fois prises en compte les autres caractéristiques socioculturelles (niveau d'éducation du père, milieu de résidence) et sociodémographiques.
- **Pauvreté et santé au Mali**  
L'objectif visé dans ce thème était d'analyser les facteurs qui déterminent le comportement thérapeutique des individus face aux épisodes de maladie. Autrement dit, en cas de maladie qu'est ce qui va expliquer que certains individus recourent à la médecine moderne pendant que d'autres recourent plutôt à la médecine traditionnelle et que certains ne font rien ou se soignent eux-mêmes?
- **Pauvreté et marché du travail au Mali**  
L'objectif de ce thème était d'étudier le degré d'insertion des individus sur le marché du travail (offre du travail, chômage, insertion sectorielle) en fonction d'un certain nombre de caractéristiques individuelles et des ménages, dont le niveau de pauvreté. Afin de mieux conceptualiser le sujet, l'étude s'est appuyée essentiellement sur quatre théories : la théorie des stratégies de survie, la théorie du capital humain, la théorie du capital social, et les théories relatives à la situation spécifique des femmes sur le marché du travail.
- **Institution, gouvernance et lutte contre la pauvreté**  
De nouveaux facteurs comme la gouvernance, la perception de la pauvreté et l'adhésion/participation des populations sont dorénavant placés au cœur des programmes de développement. C'est donc fort de ce constat que la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI), a intégré dans l'enquête ELIM de 2006, un module complémentaire sur ce thème.

## 2.3 Proposition d'une méthodologie de suivi/mesure d'impact pour la coopération luxembourgeoise

Depuis quelques années, la problématique du suivi - évaluation<sup>1</sup>, de la mesure d'impact des politiques, programmes et projets de lutte contre la pauvreté émerge comme préoccupation d'intérêt pour l'ensemble des acteurs de développement. La coopération luxembourgeoise se doit de s'inscrire dans cette mouvance car elle investit des sommes de plus en plus importantes dans des projets de lutte

contre la pauvreté dans ses pays cibles. Il est donc indispensable qu'elle puisse, tout au moins pour les projets d'une certaine importance, mettre en place des dispositifs de mesure d'impact adéquats afin de :

- Mesurer la contribution des projets dans l'atteinte des objectifs sociaux initialement fixés.
- En déduire le rendement des sommes investies à travers le rapport entre l'impact net de chaque projet et son coût total.
- Tirer les leçons des résultats des évaluations d'impacts et des analyses coût bénéfiques pour l'optimisation des projets futurs.

En prenant appui sur le projet MLI/005 « Décentralisation et services sociaux de base - Bla et Tominian », l'étude aboutit à la conclusion que tout dispositif de suivi-évaluation d'un projet devrait, idéalement, être constitué de deux composantes : une composante suivi de l'évolution des indicateurs et une composante mesure d'impact proprement dite.

### *La composante suivi évaluation.*

Il s'agit de suivre « naïvement », à intervalles réguliers, l'ensemble des indicateurs sociaux sur lesquels le projet compte intervenir dans la localité cible. Ce suivi devrait être mis en œuvre à travers d'une part, les données sectorielles (avec, éventuellement, une modification du mode d'agrégation) et, d'autre part, à travers les données d'enquêtes auprès des ménages mises en place spécifiquement pour les besoins de la cause.

### *La composante mesure rigoureuse d'impact.*

Le suivi « naïf » de l'évolution des indicateurs sociaux est certes très important pour capter les changements réels qui surviennent dans la société sur laquelle on travaille, mais il ne saurait tenir lieu de dispositif de mesure d'impact, de l'effet propre du projet. Celui-ci requiert la mobilisation de méthodes statistiques plus sophistiquées. Ces méthodes se classent en trois grands groupes : les méthodes expérimentales ou affectations aléatoires des bénéficiaires et des non bénéficiaires, les méthodes quasi-expérimentales et les méthodes de simulation.

Cette démarche en deux temps ne peut être mise en œuvre qu'à travers une exploitation complémentaire des données existantes du système d'information statistique et de celles d'enquêtes spécialement conçues pour les besoins du projet. D'où la nécessité d'associer, à la conception des projets, des spécialistes en évaluation d'impact.

## 3. Organisation d'une Conférence Internationale au Grand-Duché de Luxembourg

Le CEPS/INSTEAD a organisé une conférence internationale intitulée « Pauvreté : dynamiques, institutions et accès aux besoins essentiels » du 6 au 8 décembre 2007 à Differdange (voir « Faits marquants » ci-après). L'objectif principal de cette conférence était de présenter et de discuter des résultats d'études sur la pauvreté auxquelles le CEPS/INSTEAD a collaboré depuis 2001. Au cours de la conférence, le thème de la pauvreté a été décliné en huit sessions portant sur :

- Dynamiques d'entrées et sorties hors de la pauvreté dans des communautés rurales au Sénégal et au Niger ;
- Gouvernance, Institutions, pauvreté et inégalités sociales;

<sup>1</sup> Il existe deux types d'évaluation : les évaluations d'impact et les évaluations de processus.

L'évaluation de processus fait référence au dispositif de suivi et de contrôle mis en place afin de garantir l'exécution du projet conformément au cahier des charges. Dans ce domaine, la coopération luxembourgeoise, comme toutes les institutions de développement, dispose d'une réelle expertise. Nous ne traiterons dans cette étude que de l'évaluation d'impact.

- Pauvreté en Europe et au Luxembourg ;
- Mesure de la Pauvreté au Mali ;
- Pauvreté et Capital Humain au Mali ;
- Pauvreté et Marché du Travail ;
- Evolution de la pauvreté au Vietnam ;
- Atelier Coopération luxembourgeoise.

La conférence a bénéficié du soutien financier du « Trust Fund » du Gouvernement luxembourgeois auprès de la Banque Mondiale, de celui du Fonds National de la Recherche luxembourgeoise et de celui du Ministère du Trésor luxembourgeois.

#### **4. Participation à des formations de fonctionnaires maliens de différentes cellules de planification statistique**

Le CEPS/INSTEAD a participé, sous financement de la représentation de l'Union européenne au Mali,

au projet de formation de fonctionnaires maliens à l'utilisation et à la manipulation des données et logiciels statistiques :

- formation en maîtrise des techniques statistiques de base
- formation à l'utilisation du logiciel EPI-INFO
- formation à l'utilisation du logiciel Arview

Les formations se sont déroulées au Mali et ont duré chacune une semaine. Elles étaient coordonnées sur place par la cellule d'appui à la mise en œuvre du CSLP-Mali.

## Faits marquants en 2007

6-8 novembre 2007 :  
Conférence sur la pauvreté : dynamiques,  
institutions et accès aux besoins essentiels

Le thème de la pauvreté a été, depuis la création du CEPS/INSTEAD, le pilier de recherche du Centre et le cheval de bataille de son fondateur, le Prof. Gaston Schaber.

« Construire en coopération avec des partenaires africains un observatoire sur la pauvreté et la réduction de la pauvreté dans des pays d'Afrique » tel a été le projet que Mr. Gaston Schaber a conçu, en réponse à une demande de coopération adressée au CEPS/INSTEAD par la Banque Mondiale, via son Groupe Thématique « Inequality, Poverty and Socio-Economic Performance » (en août 1998). Il y a travaillé en contact périodique avec des agents de la Banque Mondiale et du World Bank Institute, jusqu'en 2001. En cours de route, Antoine Simonpietri, alors statisticien senior à la Banque Mondiale pour l'Afrique, a offert sa collaboration à Gaston Schaber comme partenaire pour le projet. Le projet commun SCHABER/SIMONPIETRI a été présenté au Gouvernement luxembourgeois et à la Banque Mondiale le 5 novembre 2001, et accepté dans le cadre du Trust Fund luxembourgeois auprès de la Banque Mondiale.

En 2005, le Ministère des Affaires Etrangères luxembourgeois a mandaté l'agence pour la Coopération au Développement, Lux-Development S.A., pour formuler un projet de coopération entre le Luxembourg et le Mali, traitant de l'analyse de la pauvreté. Lux-Development S.A. s'est alors tourné vers le CEPS/INSTEAD. De la jonction de leurs connaissances et de leur expérience respectives est née une proposition de projet intitulée « Renforcement des capacités statistiques pour le développement au Mali ». En date du 17 juillet 2006, le Ministère des Affaires Etrangères l'a acceptée, et par le biais de Lux-Development S.A., en a confié son exécution au CEPS/INSTEAD.

C'est dans cette dynamique, avec l'appui financier du Fonds National de la Recherche, que le CEPS/INSTEAD a décidé d'organiser les 6-7-8 novembre 2007 à Differdange, une conférence internationale sur le thème de la pauvreté dans les pays en développement.

A cette occasion, il a accueilli des représentants du Mali, du Niger et du Sénégal, et aussi du centre de recherche français DIAL (Développement, Institutions & Analyses de Long terme), qui ont décliné le thème de la pauvreté au gré de huit sessions.

La conférence a été placée sous le Haut Patronage de Monsieur le Premier Ministre, de Monsieur le Ministre des Finances, de Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget, de Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ainsi que de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action Humanitaire.

Lors de la séance inaugurale du mardi 6 novembre, quatre personnes ont pris la parole :

- Mme Narayan Deepa, en qualité d'expert en matière de pauvreté auprès de la World Bank, a traité du thème : « The Moving out of Poverty Approach: the main lessons learned ».
- M. Nankani Gobind, et Mme Angelescu Ramona, représentants du Global Development Network (GDN), respectivement en qualité de président et de politologue, ont présenté les activités de leur institut.
- M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération, a traité le sujet : « Luxembourg Development Cooperation : as focused on Poverty Eradication ».

Le Prof. Gaston Schaber, fondateur du CEPS/INSTEAD, a introduit la séance sur le thème : « The Challenges of Poverty and Poverty Reduction in Highly Developed as well as in Developing Countries : the complex interactions between Inequality, Distribution and Power ».

Au niveau du pays, le thème de la conférence a fortement intéressé l'ONG Handicap International, qui y a présenté une exposition intitulée « Handicap et pauvreté - Informer pour mieux agir ».





## L'EQUIPE DU CEPS/INSTEAD





## Le Conseil d'Administration

**Président** : **M. Georges SCHROEDER**, Directeur de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale

**Vice-président** : **M. Jos BERGHMAN**, Professeur à l'Université de Leuven (BE)

**Trésorier** : **M. Gaston SCHABER**, Professeur e.r. à l'Université de Liège, Premier Conseiller de Gouvernement honoraire

**Secrétaire** : **M. Pierre HAUSMAN**, Directeur du CEPS/INSTEAD

### Les membres

**M. Serge ALLEGREZZA**, Directeur du STATEC

**M. Manuel DILLMANN**, Attaché de Gouvernement, Ministère d'Etat

**Mme Andrée HELMINGER**, Docteur en Psychologie, Professeur à l'Université de Zurich (CH)

**M. Mario HIRSCH**, Directeur de l'Institut Pierre Werner

**M. Jean-Paul LEHNERS**, Professeur - UR IPSE à l'Université du Luxembourg

### Le Commissaire au Gouvernement

**M. Pierre DECKER**, Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

## Le Conseil Scientifique

**Prof. Jos BERGHMAN**, Université de Leuven (BE)

**Dr. Jean-Pierre CLING**, DIAL - Développement Institutions & Analyses de Long terme (FR)

**Dr. Romain DIEDERICH**, Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire (LU)

**Prof. Christophe ENAUX**, Université de Strasbourg (FR)

**Prof. Jacques HAGENAARS**, Université Brabant, Tilburg (NL)

**Dr. Bruno JEANDIDIER**, CNRS, BETA, Université Nancy 2 (FR)

**M. Jean LANGERS**, STATEC - Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (LU)

**Prof. Jean-Paul LEHNERS**, Université du Luxembourg (LU)

**Prof. Thierry PENARD**, Université de Rennes 1 (FR)

**Prof. Jean-Claude RAY**, CNRS, BETA, Université Nancy 2 (FR)

**Prof. Sophie de RUFFRAY**, Université Paul Verlaine, Metz (FR)

**M. Charles RUPPERT**, Membre du Conseil de Gouvernance de l'Université du Luxembourg (LU)

**M. Guy SCHULLER**, STATEC - Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (LU)

**Dr. Raymond WAGENER**, IGSS - Inspection Générale de la Sécurité Sociale (LU)

**Prof. Don WILLIAMS**, Kent State University (USA)

## L'Administration Générale

**Président :** M. Georges SCHROEDER  
Secrétariat : Mireille COOS  
Tél. : (00352) 58 58 55-524  
Fax : (00352) 58 55 88

**Directeur :** M. Pierre HAUSMAN  
Secrétariat : Mireille COOS  
Tél. : (00352) 58 58 55-524  
Fax : (00352) 58 55 88

**Gestion budgétaire et personnel :**  
Evelyne HOUTMANN  
Tél. : (00352) 58 58 55-546

**Service financier et comptable :**  
Sylvie HERSCHBACH Tél. : (00352) 58 58 55-545  
Monique FERNANDES Tél. : (00352) 58 58 55-547  
Salima MANSOURI Tél. : (00352) 58 58 55-505

## Les Unités de Recherche

### POPULATION ET EMPLOI

**Responsable :** Frédéric BERGER

### ENTREPRISES

**Responsable :** Nicolas POUSSING

### RELATIONS PROFESSIONNELLES & EMPLOI (REPREM)

**Responsable :** Franz CLEMENT

### GEOGRAPHIE & DEVELOPPEMENT (GEODE)

**Responsable :** Patrick BOUSCH

### ENSEIGNEMENT, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL (ERDI)

**Responsable Enseignement :** Jos BERGHMAN

**Responsable Recherche :** Philippe VAN KERM

**Développement International :**

Relations extérieures : Eric MARLIER

Pays en Développement : Mathias KUEPIE

## Le Support Scientifique et Technique

### SERVICE INFORMATIQUE

Bruno CLICQUE Tél. : (00352) 58 58 55-552  
Sylvain KLEIN Tél. : (00352) 58 58 55-616  
Benoît LANSCOTTE Tél. : (00352) 58 58 55-517  
Tony LECLERC Tél. : (00352) 58 58 55-539  
Michel LEMAN Tél. : (00352) 58 58 55-581

Les principales tâches de la cellule informatique au cours de l'année 2007 ont été les suivantes:

1. Migration de la sécurité du Centre vers les nouvelles technologies disponibles.
2. Développement : création d'un intranet « Baby-lone »
  - Celui-ci intègre la gestion des fiches horaires des utilisateurs
  - Gestion de projet
  - Indicateurs de performances
  - Fiches horaires
3. Développement : Mise à jour du site web du CEPS/INSTEAD
4. Migration du serveur de courrier électronique vers une nouvelle solution
5. Au quotidien : aide et support aux utilisateurs du centre, gestion du parc serveur.

### CELLULE MÉTHODOLOGIQUE

Jean-Yves BIENVENUE Tél. : (00352) 58 58 55-538  
Modou DIA Tél. : (00352) 58 58 55-544

1. Mission principale de la cellule méthodologique  
En tant que critère « scientifique », les méthodes d'enquête jouent un rôle déterminant au sein de

la statistique publique. La mission de la cellule méthodologique consiste à appliquer les instruments de statistique en tenant compte des vues des théoriciens académiques sur les problèmes pratiques que soulève la réalisation d'une enquête en vue de la production de statistiques officielles et des conditions de leur utilisation.

La cellule du Centre est composée de deux méthodologues (statisticiens d'enquête ou mathématiciens de la statistique). Les différents travaux qui ont été effectués au cours de l'année 2007 sont répartis dans les trois domaines d'intervention ci-après.

#### 2. Exploitation et maintenance des enquêtes récurrentes

Ce premier domaine englobe les activités nécessaires au bon déroulement d'une enquête : échantillonnage, suivi des activités de contrôle de la qualité des enquêtes, programmes de correction et d'estimation courante des résultats de l'enquête, estimation de variance et production des rapports sur la qualité des données, comme pour les enquêtes suivantes :

- PSELL 3 - European Union-Survey on Income and Living Conditions (EU-SILC)
- Community Innovation Survey (CIS 2006) et Recherche et Développement (RD) [MCESR / STATEC / EUROSTAT]
- Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication (NTIC) dans les entreprises [STATEC / EUROSTAT]
- Evaluation des mesures pour l'emploi
- La satisfaction des bénéficiaires de l'assurance dépendance [Cellule d'évaluation et d'orientation - IGSS]
- La Culture
- Les « Dépenses des frontaliers »

### 3. Recherche et innovation

Projet Vivre FNR06/08/12 : « ESANDE – L'état de santé et ses déterminants : approche d'inégalités sociales de santé »

Rédaction d'un document méthodologique pour l'analyse statistique des données. Ce document propose une articulation du diptyque Transversal-longitudinal et de la trilogie Étude de cas-Sondage-Recensement. Il fournit en outre une recommandation sur les procédures statistiques à utiliser pour l'analyse descriptive et pour l'analyse inférentielle.

#### Comparaison de trois méthodes d'estimation du loyer fictif

Ce travail a été réalisé en collaboration avec l'Unité des Comptes Nationaux du STATEC. Les trois méthodes sont celle du loyer subjectif déclaré par l'occupant, celle de la stratification et celle de Heckman. Les tests de cohérence interne ont été effectués sur la base des données de l'enquête EU-SILC/PSELL3 tandis que les tests de cohérence externe l'ont été grâce aux données, relatives au loyer et issues du recensement fiscal, fournies par l'Unité des Comptes Nationaux du STATEC.

#### 4. Service de consultation et évaluation méthodologique des programmes statistiques existants

Rédaction d'un guide de recueil de données nécessaires pour élaborer une méthodologie ainsi que pour évaluer la qualité des données dans le cadre du programme européen d'enquêtes sur les systèmes de valeurs (European Values Study - EVS).

## CENTRE DE DOCUMENTATION, DE DIFFUSION ET DE SUPPORT AUX UNITÉS DE RECHERCHE

Begoña LEVICES Tél. : (00352) 58 58 55-520  
Isabelle BOUVY Tél. : (00352) 58 58 55-513  
Benôit LANSBOTTE Tél. : (00352) 58 58 55-517  
Carole STEFANUTO Tél. : (00352) 58 58 55-559  
Annette TRILLING Tél. : (00352) 58 58 55-527

L'année 2007 est marquée par une restructuration du Centre de Documentation qui, depuis janvier 2007, est renommé « Centre de Documentation, de Diffusion et de Support aux unités de recherche ». Ce changement se caractérise par sa fusion avec les activités de réalisation et de diffusion des publications du CEPS/INSTEAD (Cf. point 2), et également par la création d'un nouveau groupe de travail « Support aux unités de recherche » (Cf. point 3).

### 1. Les activités du centre de documentation

Les périodiques et quotidiens :

- Catalogage des périodiques dans la base de données documentaire « ATLANTIS » <http://atlantis.ceps.local>
- Gestion administrative de 64 abonnements pour l'année 2007.
- Révision et renouvellement des périodiques pour 2008.
- Dépouillement quotidien des articles de presse nationale et internationale et diffusion au personnel.

Les ouvrages :

- Catalogage des livres dans la base de données documentaire « ATLANTIS » et gestion du fonds documentaire (indexation, cotation, classement).
- Gestion des prêts entrants et sortants.
- Gestion administrative des commandes.

- Catalogage des publications produites par le CEPS/INSTEAD dans la base de données documentaire « ALEPH » (Base de données du réseau des bibliothèques Luxembourgeoises BibNET.lu). Le catalogage doit se poursuivre avec le fonds documentaire IMPALLA. Pour en savoir plus : <http://aleph.etat.lu>

Les services offerts :

- Services d'aides et recherches d'informations pour les différentes équipes de recherches internes, étudiants, chercheurs externes collaborant avec le centre de recherche ainsi que de certaines demandes émanant du public.
- Diffusion de l'information vers les membres du personnel (ex : Bulletin du Centre de documentation, dépouillement et diffusion d'articles de presses etc.)

Activités complémentaires :

- Restructuration complète de la base de données documentaire ATLANTIS qui se caractérise par une nouvelle interface et une modification de la structure de la base. Ces travaux doivent être finalisés pour 2008 avec l'aide du service informatique.
- Réalisation du rapport d'activités synthétique 2006.
- Chargement sur notre site web des articles de presse des quotidiens luxembourgeois citant les activités de notre Centre de Recherche. A ce jour 790 articles de presse sont présents et couvrent les années 1999 à décembre 2007. Seuls les articles dont les éditeurs nous ont donné leurs autorisations de diffusion sont en ligne. Cf. : [http://www.ceps.lu/centre\\_de\\_documentation/rp/default.cfm](http://www.ceps.lu/centre_de_documentation/rp/default.cfm)

### 2. La diffusion des publications du CEPS/INSTEAD

La fusion des activités du Centre de Documentation et des activités de réalisation et de diffusion des publications facilitent en un seul point central les demandes d'informations et les communications vers le personnel et le public extérieur du CEPS/INSTEAD.

### 3. Création du groupe de travail : Support aux unités de recherche

Sur une décision favorable du COMICOR du 30 novembre 2007, ce groupe est nouvellement créé.

Il se propose de centraliser ses compétences pour apporter un support aux unités de recherche dans leurs relations avec l'extérieur, tant au niveau de la communication, que de la diffusion de l'information.

Il se propose de développer Babylone et le site Internet, de concevoir un rapport d'activités toujours dynamique et attractif.

Il suggère également de :

- rédiger et envoyer des communiqués de presse de nos activités,
- développer et diffuser des outils marketing de communication de nos activités (plaquettes, posters, powerpoint ...),
- centraliser la préparation de conférences,
- offrir un service d'organisation des déplacements.

### ADMINISTRATION GENERALE

**Houtmann E.** - Responsable

Secrétariat :  
Coos M. - secrétaire

Service financier et comptable :  
Hersbach S. - chef comptable  
Mansour S. - comptabilité  
Fernandes M. - comptabilité

Intendance :  
Keip G. - accueil  
Weber A. - accueil  
Standardi F. - concierge  
Cmic E. - concierge  
Siedler P. - magasinier  
Biver-Ruggert C. - service entretien  
Bucarini R. - service entretien  
Da Silva M. - service entretien  
Lauer U. - service entretien  
Schneider B. - service entretien

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Schroeder G. - président  
Berghman J. - vice président  
Schaber G. - trésorier  
Hausman P. - secrétaire

Allegrezza S.  
Dillmann M.  
Helming A.  
Lehners J-P.  
Hirsch M.  
Decker P. - commissaire du Gouvernement

### DIRECTION

Schroeder G. - président  
Hausman P. - directeur  
Bousch P., Lejealle B., Zanardelli Z. - chargés de mission

### COMICOR

### CONSEIL SCIENTIFIQUE

Prof. Berghman J. - président

Membres titulaires :  
Dr. Cling J-P.  
Dr. Diederich R.  
Prof. Hagenars J.  
Prof. Lehners J-P.  
Prof. Ray J-C.  
Prof. Penard T.  
M. Ruppert C.  
Prof. de Ruffray S.  
M. Schuller G.  
Dr. Wagener R.  
Prof. Williams D.  
M. Langers J.

Membres associés :  
M. Ackermann C-L.  
Prof. Billiet J.  
Prof. Gazier B.  
M. Gengler C.  
Dr. Hildebrand V.  
M. Hoffman J.  
M. Weber R.  
M. Trenuth N.  
M. Schultz C.

## UNITS

### POPULATION & EMPLOI

**Berger**

- Responsable  
- cons. scientifique  
- cons. scientifique  
- cons. scientifique  
- cons. scientifique  
- cons. scientifique  
- chercheur  
- chercheur  
- chercheur  
- chercheur  
- chercheur  
- chercheur  
- expert  
- technicien de recherche  
- technicien de recherche  
- chercheur  
- chercheur  
- chercheur  
- chercheur  
- chercheur

Dr. Brosius J.  
Dr. Hartmann-Hirsch C.  
Bosenberger M.  
Lejealle B.  
Zanardelli M.\*  
Dr. Fusco A.  
Dr. Liégeois P.  
Dr. Reinstadler A.  
Dr. Tchicaya A.  
Dr. Valentova M.  
Bodson L.  
Genevois A-S.  
Leduc K.\*  
Dr. Klein C.  
Gustalli E.  
Villeret A.  
Misangumukini N.\*  
Dr. Islam N.  
Bousselin A.  
Dr. Hauret L.  
Dubajic N.

Gestion des enquêteurs  
Breulheid S.  
Firob N.  
Magnoni N.  
München M-J.  
Wallers G.

### GEODE

**Bousch P.\*** - Responsable  
- chercheur  
- chercheur  
- chercheur  
- chercheur  
- ingénieur de recherche  
- technicien de recherche  
- technicien de recherche  
- technicien de recherche  
- chercheur  
- chercheur  
- chercheur  
- chercheur  
- chercheur  
- chercheur

Dr. Gerber P.  
Dr. Sohn C.  
De Laney G.  
Lamour C.  
Schneider M.  
Bouget C.  
Dardot B.  
Draugt-Ziger G.  
Kaapwaba G.  
Di Blasi M.  
Dr. Carpentier S.  
Dr. Decoville A.  
Felgen V.\*  
Dr. Walther O.

### REPREM

**Clément F.** - Responsable  
- cons. scientifique  
- chercheur  
- chercheur  
- chercheur

Dr. Tibesar A.  
Maas R.  
Jaquet F.  
Blond - Hanten C.  
Etienne-Robert F.

### ENTREPRISES

**Dr. Poussing N.\*** - Responsable  
- chercheur  
- ingénieur de recherche  
- technicien de recherche  
- chercheur  
- chercheur

Dautel V.  
Beaufils M.  
Lorenz N.  
Dr. Nguyen T.  
Misangumukini N.\*

### ERDI

#### ENSEIGNEMENT

**GRADSPAD (IMPALLA/ Piste doctorale)**

**Berghman J.** - directeur du programme  
Dr. Pavlopoulos D. - chercheur - PA  
Dr. Verbelen B. - chercheur - PA  
Aliyeva A. - chercheur - PA  
Hégné N.\* - technicien de recherche

Prof. Bergiman J.  
Prof. Brosius J.  
Dr. Dubois-Bourreau C.  
Prof. Esping-Andersen G.  
Prof. Gazier B.  
Prof. Hagenars J.  
Prof. Lammertyn F.  
Prof. Loosveldt G.  
Prof. Pulignano V.  
Dr. Reinstadler A.  
Prof. Vermunt J.

Prof. Bouckaert G.  
Dr. Brosius J.  
Dr. Emons W.  
Prof. Ferrara M.  
Dr. Gelissen J.  
Dr. Hausman P.  
Prof. Lehners J-P.  
Dr. Moors G.  
Prof. Ray J-C.  
Prof. Vandembroucke F.  
Prof. Williams D.

#### RECHERCHE

**IRISS/LCDBA**

**Dr. Van Kerm P.** - Responsable  
- cons. scientifique  
- cons. scientifique  
- chercheur  
- chercheur  
- technicien de recherche  
- vivre2 MEDIM 3.2.2

Warner U.  
Schmaus G.  
Dumet P.  
Hégné N.\*  
Dr. Sierminska E.

**DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL**

Mahtier E. - cons. scientifique international  
Dr. Kuepie M. - prog. STATEDEV  
Misangumukini N.\* - technicien de recherche

### PROGRAMME HORIZONTAL

Bousch P.\* - cons. scientifique  
Zanardelli M.\* - cons. scientifique  
Felgen V.\* - chercheur  
Leduc K.\* - chercheur  
Dr. Poussing N.\* - chercheur  
Misangumukini N.\* - technicien de recherche

### SUPPORT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Méthodologie :  
Bienvenue J-Y  
Dia M.

Service informatique :  
**Cléteque B.** - Responsable  
Lamsotte B.\* - informaticien  
Lesclercq T. - informaticien  
Leman M. - informaticien  
Klein S. - informaticien  
Wester J-J. - informaticien

Centre de documentation, de diffusion et de support U.R. :  
**Lévesque B.** - Responsable  
Bouvy I. - technicien de recherche  
Lamsotte B.\* - technicien de recherche  
Stefanuto C. - technicien de recherche  
Trilling A. - technicien de recherche

\* le nom apparaît plusieurs fois dans l'organigramme

CEPS/INSTEAD

44, rue Emile Mark,  
L-4620 Differdange



## LES PUBLICATIONS





### Collections du CEPS/INSTEAD

#### Cahiers PSELL

HARTMANN-HIRSCH Claudia. *Les étrangers et le marché de l'emploi : politiques migratoires et immigrations*. CEPS/INSTEAD, 2007, Cahiers PSELL n°157, 70 p.

BORSENBARGER Monique. *Les pratiques de concerts au Luxembourg. Volume 1/2*. CEPS/INSTEAD, 2007, Cahiers PSELL n°158a, 60 p.

BORSENBARGER Monique. *Les pratiques de concerts au Luxembourg. Volume 2/2 (tableaux)*. CEPS/INSTEAD, 2007, Cahiers PSELL n°158b, 51 p.

REINSTADLER Anne, HAUSMAN Pierre, RAY Jean-Claude. *L'intégration sur le marché du travail : analyse des trois ans suivant le début du premier emploi. Cas des résidents d'âge actif en 2004, ayant débuté leur carrière professionnelle au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2007, Cahiers PSELL n°159, 21 p.

#### Population et Emploi

HARTMANN-HIRSCH Claudia. *Une libre circulation restreinte pour les personnes âgées à pension modique*. CEPS/INSTEAD, 2007, Population & Emploi n°23, 16 p.

REINSTADLER Anne, HAUSMAN Pierre, RAY Jean-Claude. *La première insertion sur le marché du travail, à travers les générations*. CEPS/INSTEAD, 2007, Population & Emploi n°24, 16 p.

WILLIAMS Donald R. *Effects of Multiple Language Usage in Western Europe*. CEPS/INSTEAD, 2007, Population & Emploi n°25, 8 p.

BROSIUS Jacques. *La recherche d'emploi des frontaliers au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2007, Population & Emploi n°26, 8 p.

BOUSSELIN Audrey. *Perspectives de carrière professionnelle des femmes après une naissance*. CEPS/INSTEAD, 2007, Population & Emploi n°27, 8 p.

BODSON Lucile. *La nationalité, un motif de discrimination dans la vie quotidienne ?* CEPS/INSTEAD, 2007, Population & Emploi n°28, 8 p.

#### Vivre au Luxembourg : Chroniques de l'enquête PSELL-3/2005

*Revenus et conditions de vie des ménages en 2005 : Les chroniques de la collection Vivre au Luxembourg reprennent pour commenter les grands résultats de la nouvelle enquête PSELL-3/2005*. CEPS/INSTEAD, 2007, Vivre au Luxembourg n°30, 2 p.

REINSTADLER Anne. *Le risque de pauvreté se transmet-il entre générations ?* CEPS/INSTEAD, 2007, Vivre au Luxembourg n°31, 2 p.

VILLERET Anne, LEDUC Kristell. *Devenir mère : un événement plus ou moins précoce selon la nationalité et le niveau d'études*. CEPS/INSTEAD, 2007, Vivre au Luxembourg n°32, 2 p.

BERGER Frédéric. *Le travail ne suffit pas toujours à préserver de la pauvreté*. CEPS/INSTEAD, 2007, Vivre au Luxembourg n°33, 2 p.

TCHICAYA Anastase, LORENTZ Nathalie. *L'accès aux soins de santé pour tous : un défi pour l'équité*. CEPS/INSTEAD, 2007, Vivre au Luxembourg n°34, 2 p.

ZANARDELLI Mireille. *Inégalités hommes-femmes : zoom sur la situation professionnelle des femmes très diplômées*. CEPS/INSTEAD, 2007, Vivre au Luxembourg n°35, 2 p.

VILLERET Anne, VAN KERM Philippe. *Difficile de joindre les deux bouts ? La satisfaction des ménages luxembourgeois quant à leur situation financière*. CEPS/INSTEAD, 2007, Vivre au Luxembourg n°36, 2 p.

VALENTOVA Marie. *Gender gap in the duration of active labour market participation at retirement age*. CEPS/INSTEAD, 2007, Vivre au Luxembourg n°37, 2 p.

BROSIUS Jacques. *Pourquoi les salariés résidant au Luxembourg changent-ils d'emploi ?* CEPS/INSTEAD, 2007, Vivre au Luxembourg n°38, 2 p.

KLEIN Carlo. *Mère-fille et père-fils : même niveaux de formation ?* CEPS/INSTEAD, 2007, Vivre au Luxembourg n°39, 2 p.

LANCHY (de) Gaëtan. *Propriétaires de logement : des différences de profil importantes selon que les personnes aient ou non fini de rembourser l'achat de leur habitation*. CEPS/INSTEAD, 2007, Vivre au Luxembourg n°40, 2 p.

POUSSING Nicolas. *Téléchargement et comportement d'achat : un état des lieux*. CEPS/INSTEAD, 2007, Vivre au Luxembourg n°41, 2 p.

LIEGEOIS Philippe. *Théâtre, cinéma, opéra... qui fréquente quoi au Luxembourg ?* CEPS/INSTEAD, 2007, Vivre au Luxembourg n°42, 2 p.

#### Documents de recherche PSELL

*Consignes pour le précodage PSELL3/EU-SILC Vague 2007*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-01, 9 p.

BORSENBARGER Monique, LEDUC Kristell, LORENTZ Nathalie, POUSSING Nicolas. *L'internet culturel au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-02, 42 p.

BERGER Frédéric, HARTMANN-HIRSCH Claudia, MAAS Roland, PELS Monique. *L'exclusion liée au logement des personnes prises en charge par les centres de jour, les foyers de nuit, les centres d'accueil et les logements encadrés : dénombrement et caractéristiques. Etude réalisée pour le compte du Ministère de la Famille et de l'Intégration du Grand-Duché de Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-03, 76 p.

BOUSSELIN Audrey, GENEVOIS Anne-Sophie, LEJEALLE Blandine, REINSTADLER Anne. *Modes de garde des enfants et activité professionnelle des ménages à Esch-sur-Alzette. Rapport final. Version complète*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-04, 150 p.

BOUSSELIN Audrey, GENEVOIS Anne-Sophie, LEJEALLE Blandine, REINSTADLER Anne. *Modes de garde des enfants et activité professionnelle des ménages à Esch-sur-Alzette. Rapport final. Version condensée*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-05, 29 p.

BOUSSELIN Audrey, GENEVOIS Anne-Sophie, LEJEALLE Blandine, REINSTADLER Anne. *Modes de garde des enfants et activité professionnelle des ménages eschois. Documents de communication*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-06, 43 p.

LIEGEOIS Philippe. *Les équipements culturels. Enquête EU-SILC/PSELL 3 auprès des résidents au Grand-Duché de Luxembourg. Etude commanditée par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-07, 76 p.

BEAUFILS Michelle, BODSON Lucile, BOUVY Isabelle, BREULHEID Sylviane, FRIOB Nadine, LORENTZ Nathalie, MISANGUMUKINI Nicaise, MUNCHEN Marie-Josée, TCHICAYA Anastase, TRILLING Annette en collaboration avec la Cellule d'Évaluation et d'Orientation de l'assurance dépendance. *L'Assurance Dépendance. Les personnes dépendantes vivant à domicile : évaluation de leur satisfaction*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-08a, 81 p.

BEAUFILS Michelle, BODSON Lucile, BOUVY Isabelle, BREULHEID Sylviane, FRIOB Nadine, LORENTZ Nathalie, MISANGUMUKINI Nicaise, MUNCHEN Marie-Josée, TCHICAYA Anastase, TRILLING Annette en collaboration avec la Cellule d'Évaluation et d'Orientation de l'assurance dépendance. *L'Assurance Dépendance. Les personnes dépendantes vivant à domicile : évaluation de leur satisfaction. Questionnaires*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-08b, 154 p.

*Programme Pluriannuel 2008-2010*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-09, 56 p.

TCHICAYA Anastase, LORENTZ Nathalie. *Capital social et santé : quelles relations pour les résidents du Grand-Duché de Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-10, 27 p.

TCHICAYA Anastase, LORENTZ Nathalie. *De l'influence de la précarité sur les inégalités de santé au Luxembourg ?* CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-11, 18 p.

KLEIN Carlo. *Définitions des valeurs d'un point de vue économique*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-12, 06 p.

REINSTADLER Anne, BERGER Frédéric. *Quelle analyse de la transmission intergénérationnelle de la pauvreté dans un pays à forte immigration comme le Luxembourg ?* CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-13, 21 p.

TCHICAYA Anastase. *Proposition de programme de recherche en économie de la santé. Période 2008-2012*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-14, 5 p.

TCHICAYA Anastase, LORENTZ Nathalie. *Projet de recherche Esande. Protocoles d'accord de collaboration scientifique avec les services nationaux de santé*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche Psell n°2007-15, 7 p.

## Publications avec comité de lecture

### Livre

BAYENET Benoît, CAPRON Henri, LIEGEOIS Philippe (sous la dir.). *L'espace Wallonie-Bruxelles. Voyage au bout de la Belgique*. De Boeck, 2007, collection économie, société, région, 416 p.

### Contributions à des livres collectifs

BAYENET Benoît, CAPRON Henri, LIEGEOIS Philippe. Introduction : la Belgique à la croisée des chemins. *In* : BAYENET Benoît, CAPRON Henri, LIEGEOIS Philippe. *L'espace Wallonie-Bruxelles. Voyage au bout de la Belgique*. De Boeck, 2007, collection économie, société, région, pp. 13-36.

BAYENET Benoît, CAPRON Henri, LIEGEOIS Philippe. La sécurité sociale, coûts et découplages : la fin de la solidarité ? *In* : BAYENET Benoît, CAPRON Henri, LIEGEOIS Philippe. *L'espace Wallonie-Bruxelles. Voyage au bout de la Belgique*. De Boeck, 2007, collection économie, société, région, pp. 249-282.

BAYENET Benoît, CAPRON Henri, LIEGEOIS Philippe. Conclusion : voyage au coeur de la Belgique fédérale. *In* : BAYENET Benoît, CAPRON Henri, LIEGEOIS Philippe. *L'espace Wallonie-Bruxelles. Voyage au bout de la Belgique*. De Boeck, 2007, collection économie, société, région, pp. 349-388.

BORSENBARGER Monique. Intergenerational relations; Socio-Economic panel. *In* : BONVALET Catherine, OGG Jim. *Measuring Family Support in Europe*. London: Southern Universities Press, 2007, pp. 151-160.

GUIO Anne-Catherine, LIEGEOIS Philippe. La pauvreté monétaire dans les régions de Belgique. *In* : BAYENET Benoît, CAPRON Henri, LIEGEOIS Philippe. *L'espace Wallonie-Bruxelles. Voyage au bout de la Belgique*. De Boeck, 2007, collection économie, société, région, pp. 103-124.

HARTMANN-HIRSCH Claudia. Ecole et Immigration : une comparaison insuffisante. *In* : ALLEGREZZA Serge, HIRSCH Mario, VON KUNITZKI Norbert. *L'immigration au Luxembourg, et après ?* Institut d'Etudes Européennes et Internationales du Luxembourg, 2007, pp. 113-136.

### Articles dans des revues

DE LA CROIX David, DOCQUIER Frédéric, LIEGEOIS Philippe. Income growth in the 21st century - Forecasts with an overlapping generations model. *International Journal of Forecasting*, 2007, vol. 23, pp. 621-635.

KLEIN Carlo. The Valuation of Plurilingual Competences in an Open European Labour Market. *International Journal of Multilingualism*, 2007, vol. 4, n°4, 2007, pp. 262-281.

## Publications sans comité de lecture

### Articles dans des revues

BAYENET Benoît, CAPRON Henri, LIEGEOIS Philippe. Fédéralisme et coopération. *Revue du Conseil Economique et Social de la Région Wallonne*, 2007, vol. 91, pp. 62-75.

BERGER Frédéric. Revenu disponible, niveau de vie, pauvreté, inégalités : bilan sur la période 1995-2005. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, février 2007, pp. 33-38.

BERGER Frédéric. Genre et risque de pauvreté au Luxembourg. *Cahier économique du STATEC : Egalité hommes-femmes, mythe ou réalité ?* 2007, n°105, p.43-47.

BROSIUS Jacques. D'une analyse des stocks de salariés vers une analyse des flux de main-d'œuvre. *Note de Conjoncture du STATEC*, mai 2007, n°1/2007, pp.108-109.

LEJEALLE Blandine. L'écart salarial entre hommes et femmes en 2005. *Cahier économique du STATEC : Egalité hommes-femmes, mythe ou réalité ?* 2007, n°105, pp.125-132.

### Magazines

LEDUC Kristell, ZANARDELLI Mireille, COUSET Isabelle. 45 ans et plus. Des atouts pour les entreprises. *Entreprises Magazines*, mai-juin 2007, n°23, pp. 57-60.

LEDUC Kristell, ZANARDELLI Mireille, COUSET Isabelle. 45 ans et plus. Des atouts pour les entreprises. Deuxième partie. *Entreprises Magazines*, juillet-août 2007, n°24, pp. 42-44.

LEDUC Kristell, ZANARDELLI Mireille, COUSET Isabelle. 45 ans et plus. Des atouts pour les entreprises. Troisième partie. *Entreprises Magazines*, novembre-décembre 2007, n°26, pp. 60-62.

LEJEALLE Blandine. Le travail bénévole au Luxembourg. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, oktober 2007, n°270, pp.28-30.

### Rapports à des organisations publiques ou internationales

BOUSSELIN Audrey, GENEVOIS Anne-Sophie, LEJEALLE Blandine, REINSTADLER Anne. *Modes de garde des enfants et activité professionnelle des ménages à Esch-sur-Alzette*. Ville d'Esch-sur-Alzette, 2007. 150 p.

HARTMANN-HIRSCH Claudia, ETIENNE-ROBERT Fanny, TRILLING Annette. *Rapid Response: Up-date of National Report 2006*. EUMC, CEPS/INSTEAD, January 2007, 23 p.

HARTMANN-HIRSCH Claudia, TRILLING Annette. *RAXEN-Bulletin 3*. Differdange: Fundamental Rights Agency (FRA), 2007.

HARTMANN-HIRSCH Claudia, TRILLING Annette. *RAXEN-Bulletin 4*. Differdange: Fundamental Rights Agency (FRA), 2007.

HARTMANN-HIRSCH Claudia, TRILLING Annette. *RAXEN-Bulletin 5*. Differdange: 2007, Les équipements culturels - Enquête EU-SILC (2005). Ministère de la Culture, 2007.

HARTMANN-HIRSCH Claudia, TRILLING Annette. *National Data Collection Report 2007 Luxembourg*. Differdange: Fundamental Rights Agency (FRA), 2007.

LIEGEOIS Philippe. *Les équipements culturels - Enquête EU-SILC (2005)*. Luxembourg : Ministère de la Culture, septembre 2007, 76 p.

### Articles présentés à des conférences/séminaires

BERGER Frédéric. *La pauvreté au Luxembourg : concepts et mesures*. Conférence sur la pauvreté : dynamiques, institutions et accès aux besoins essentiels organisée par le CEPS/INSTEAD du 06/11/2007 au 08/11/2007 à Differdange (Luxembourg).

BERGER Frédéric. *La pauvreté au Luxembourg. Intégrer la santé, la sécurité et le social dans la gestion de l'entreprise*. Organisé par le Ministère de la santé luxembourgeois et Luxembourg Senior Auditors le 29/11/2007 à Luxembourg (Luxembourg).

BERGER Frédéric, REINSTADLER Anne. *Intergénérationnelle de la pauvreté dans un pays à forte immigration comme le Luxembourg ?* Chaire Quetelet 2007 : Dynamiques de pauvreté et vulnérabilités. Organisé par l'Université Catholique de Louvain : Institut de Démographie du 28/11/2007 au 30/11/2007 à Louvain (Belgique).

BORSENERBERGER Monique. *Childoneurope. Social Policy*. Organisé par le CEPS/INTEAD / KULeuven Faculty of Social Sciences du 19/11/2007 au 20/11/2007 à Differdange (Luxembourg).

BORSENERBERGER Monique, BELKACEM Rachid, PIGERON-PIROTH Isabelle. *Dynamiques territoriales et marché du travail : le rôle du travail frontalier dans l'espace Saar-Lor-Lux*. XLIII ème colloque « Les Dynamiques territoriales : débats et enjeux entre les différentes approches disciplinaires » organisé par l'Association de Science Régionale de Langue Française (ASRDLF), du 11 au 13/07/2007 à Grenoble (France).

BROSIOUS Jacques, ZANARDELLI Mireille. *Evaluation des mesures en faveur de l'emploi*. Séminaire économique du STATEC organisé par le STATEC, le 12/01/2007 à Luxembourg (Luxembourg).

BROSIOUS Jacques, ZANARDELLI Mireille. *Evaluation des mesures en faveur de l'emploi*. Séminaire sur l'évaluation et l'efficacité des politiques publiques organisé par le CRP Henri Tudor, STATEC et le Ministère de l'économie, le 27/04/2007 à Luxembourg (Luxembourg).

HARTMANN-HIRSCH Claudia. *Er Impakt einer hochqualifizierten Immigration auf Luxemburg's Arbeitsmarkt und Gesellschaft*. 4ème Forum Européen de la Culture et de la Société « Nationalité, Citoyenneté, Identité, Intégration » organisé par le Centre Culturel de Rencontre – Abaye de Neumünster, le 11/12/2007 à Luxembourg (Luxembourg).

LEDUC Kristell. *Le vieillissement de la population active au Luxembourg et le maintien en activité des travailleurs âgés*. Forum Arbeitsmarkt in Saar-Lor-Lux – Chancengleichheit für Jung und Alt. Organisé par EUROP'age Saar-Lor-Lux e.V., le 15/05/2007 à Saarlouis (Allemagne).

LEJEALLE Blandine, JACOBS Marie-Josée, FISCH François, COYNE David, GOERGEN Viviane, ALLEGREZZA Serge. *Evolution de l'emploi féminin au Luxembourg*. « L'égalité des femmes et des hommes dans l'emploi : réalité ou mythe ? » Organisé par le Ministère de l'Égalité des Chances le 24/04/2007 à Luxembourg (Luxembourg).

LEJEALLE Blandine, JACOBS Marie-Josée, ALLEGREZZA Serge. *Evolution du marché de l'emploi. Les nouvelles actions positives*. Organisé par le Ministère de l'Égalité des Chances le 13/11/2007 à Luxembourg (Luxembourg).

LIEGEOIS Philippe, BAYENET Benoît, CAPRON Henri. *Wallonie-Bruxelles. Voyage au bout de la Belgique*. Organisé par le Conseil Économique et Social de la Région Wallonne le 04/06/2007 à Liège (Belgique).

LIEGEOIS Philippe, BAYENET Benoît, CAPRON Henri. *Wallonie-Bruxelles. Voyage au bout de la Belgique*. Organisé par l'Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS) le 03/10/2007 à Namur (Belgique).

LORENTZ Nathalie, TCHICAYA Anastase. *De l'influence de la précarité sur les inégalités de santé au Luxembourg*. Chaire Quetelet 2007 du 28/11/2007 au 30/11/2007 à Louvain-la-Neuve (Belgique).

TCHICAYA Anastase. *Diagnostic des systèmes de Suivi - Evaluation du PIC Mali. Conférence sur la pauvreté : dynamiques, institutions et accès aux besoins essentiels*. Organisé par le CEPS/INSTEAD du 06/11/2007 au 08/11/2007 à Differdange (Luxembourg).

### Présentations de travaux

BERGER Frédéric. *La pauvreté au Luxembourg*. Présentation au Kiwanis Club. Le 17/10/2007 à Differdange (Luxembourg).

BERGER Frédéric. *Situation de la pauvreté monétaire au Luxembourg*. Présentation à la Commission Sociale de la Ville de Differdange le 12/06/2007 à Differdange (Luxembourg).

BERGER Frédéric. *L'exclusion liée au logement*. Présentation au Ministère de la Famille et de l'Intégration le 29/03/2007 à Luxembourg (Luxembourg).

BODSON Lucile. *Évaluation de la satisfaction des bénéficiaires de l'assurance dépendance hébergés à domicile*. Présentation à la presse le 25/09/2007 à l'IGSS (Luxembourg).

GENEVOIS Anne-Sophie, HAUSMAN Pierre, LEDUC Kristell, ZANARDELLI Mireille. *Rapport maintien en activité des travailleurs âgés*. Conférence de presse campagne sensibilisation 45+ organisée par le centre de formation sociale Jean-Baptiste Rock, accompagné du ministère du travail et de l'emploi le 14/03/2007 à Luxembourg (Luxembourg).

GENEVOIS Anne-Sophie, LEJEALLE Blandine, REINSTADLER Anne. *Modes de garde des enfants et activité professionnelle des ménages à Esch-sur-Alzette*. Présentation au Comité de suivi Enquête Modes de garde des enfants le 08/02/2007 à Esch-sur-Alzette (Luxembourg).

HARTMANN-HIRSCH Claudia. *Politique regroupement familial au Luxembourg*. Réunion du groupe « Immigration ». Organisée par le CGE le 28/06/2007 au Commissariat du Gouvernement aux Étrangers à Luxembourg (Luxembourg).

HARTMANN-HIRSCH Claudia. *Accès aux prestations d'aides et de soins et aux aides au revenu pour immigrés primo arrivants retraités UE*. Présentation au TRESS : Sécurité Sociale UE le 04/06/2007 à l'Union des Caisses de Maladie (UCM) de Luxembourg (Luxembourg).

HARTMANN-HIRSCH Claudia. *Immigration hautement qualifiée*. Présentation au CEPS/INSTEAD le 05/04/2007 à Differdange (Luxembourg).

HARTMANN-HIRSCH Claudia. *École et immigration : une comparaison insuffisante*. Présentation organisée par le STATEC le 24/01/2007 à la Ville de Luxembourg (Luxembourg).

HAUSMAN Pierre. *Table ronde : l'insertion professionnelle des docteurs*. Rentrée de l'école doctorale sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion. Présentation à l'Université de Nancy 2 le 09/11/2007 à Nancy (France).

LEJEALLE Blandine, FRISING Armande. *Évolution de l'emploi féminin*. Présentation au Comité du Travail Féminin le 18/12/2007 à Luxembourg (Luxembourg).

LEJEALLE Blandine, REINSTADLER Anne, SPAUTZ Vera. *Modes de garde des enfants et activité professionnelle des ménages à Esch-sur-Alzette*. Organisé par la Ville d'Esch-sur-Alzette le 14/03/2007 à Esch-sur-Alzette (Luxembourg).

LEJEALLE Blandine, MUTSCH Lydia, SPAUTZ Vera. *Modes de garde des enfants et activité professionnelle des ménages à Esch-sur-Alzette*. Présentation à la Ville d'Esch-sur-Alzette le 07/03/2007 à Esch-sur-Alzette (Luxembourg).



## Collections du CEPS/INSTEAD

### Economie & Entreprises

GENEVOIS Anne-Sophie. *Les entreprises et les Technologies de l'Information et de la Communication en janvier 2006*. CEPS/INSTEAD, 2007, Economie & Entreprises n°7, 8 p.

MARTIN Ludivine, POUSSING Nicolas. *Adoption et usages des Technologies de l'Information et de la Communication dans les entreprises de la branche des activités financières*. CEPS/INSTEAD, 2007, Economie & Entreprises n°8, 12 p.

IGALENS Jacques, POUSSING Nicolas. *Un audit de la Responsabilité Sociale des grandes entreprises luxembourgeoises : les défis de la RSE*. CEPS/INSTEAD, 2007, Economie & Entreprises n°9, 12 p.

### Entreprises Working Papers

DAUTEL Vincent. *Reference period for the Community Innovation Survey: two or three years?* CEPS/INSTEAD, 2007, Entreprises Working Paper n°2007-01, 15 p.

POUSSING Nicolas, PENARD Thierry. *Internet Use and Social Capital: The Strength of Virtual Ties*. CEPS/INSTEAD, 2007, Entreprises Working Paper n°2007-02, 31 p.

POUSSING Nicolas. *Le rôle des réseaux institutionnels dans la diffusion d'Internet*. CEPS/INSTEAD, 2007, Entreprises Working Papers n°2007-03, 20 p.

MARTIN Ludivine, POUSSING Nicolas. *Le profil des entreprises ayant recours à l'administration électronique : une analyse empirique sur données luxembourgeoises*. CEPS/INSTEAD, 2007, Entreprises Working Papers n°2007-04, 24 p.

### Newsletter Letz'Info Entreprises

Letz'Info Entreprises. CEPS/INSTEAD Newsletter envoyé tous les deux mois aux entreprises et abonnés par email.

## Articles présentés à des conférences/séminaires

DAUTEL Vincent. *Reference period for the CIS: two or three years. 32nd CEIES*. Séminaire organisé par le Comité Consultatif Européen de l'Information statistique dans les domaines Economique et Social (CEIES), Danish Centre for Studies in Research and Research Policy (CFA), Eurostat du 05/02/2007 au 06/02/2007 à Aarhus (Danemark).

POUSSING Nicolas, PENARD Thierry. *Internet Use and Social Capital: The Strength of Virtual Ties*. Information Systems Research (ISR) Special Issue Workshop 'The Interplay between Digital and Social Networks'. Organisé par le Maryland University du 13/04/2007 au 14/04/2007 à Washington (Etats-Unis).

POUSSING Nicolas. *Le rôle des réseaux institutionnels dans la diffusion d'Internet*. 24èmes Journées de Microéconomie Appliquée. Organisée par l'Université de Fribourg du 31/05/2007 au 01/06/2007 à Fribourg (Suisse).

POUSSING Nicolas, MARTIN Ludivine. *Le profil des entreprises ayant recours à l'administration électronique : une analyse empirique sur données luxembourgeoises*. Pré-ICIS'2007. Organisé par l'Association Information et Management (AIM) du 07/12/2007 au 08/12/2007 à Montréal (Canada).

MISANGUMUKINI Nicaise. *Croissance économique et niveau de pauvreté - Qu'en est-il des pays cibles d'Afrique de la coopération luxembourgeoise ?* Conférence sur la pauvreté : dynamiques, institutions et accès aux besoins essentiels. Organisée par le CEPS/INSTEAD du 06/11/2007 au 08/11/2007 à Differdange (Luxembourg).

NGUYEN THI THUC Uyen. *Relationship between uncertainty, competences and R&D cooperation*. DIME Workshop 1.2 "Organisational Innovation: the dynamics of organisational capabilities and design". Organisé par le GREDEG-DEMOS, Sophia Antipolis du 15/11/2007 au 16/11/2007 à Nice (France).

## Présentations de travaux

POUSSING Nicolas. *L'usage des Technologies de l'information et de la Communication en 2006*. Présentation à RTL radio le 29/10/2007 à Luxembourg (Luxembourg).



**Collections du CEPS/INSTEAD****Gouvernance & Emploi**

CLEMENT Franz, MAAS Roland. *Le travail non déclaré au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2007, Gouvernance & Emploi n°1, 12 p.

**Les cahiers transfrontaliers d'EURES**

CLEMENT Franz, JACQUET Fabienne, ETIENNE-ROBERT Fanny, TIBESAR Arthur. *Marché du travail et flux frontaliers dans la Grande Région : le contexte régional et les flux vers le Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2007, Les cahiers transfrontaliers d'EURES, n°1/2007, 8 p.

CLEMENT Franz, JACQUET Fabienne, ETIENNE-ROBERT Fanny, TIBESAR Arthur. *Marché du travail et flux frontaliers dans la Grande Région. Wallonie - Belgique / Lorraine - France / Sarre et Rhénanie-Palatinat - Allemagne*. CEPS/INSTEAD, 2007, Les cahiers transfrontaliers d'EURES, n°2/2007, 8 p.

CLEMENT Franz. Les coopérations transfrontalières dans la Grande Région et dans l'Union européenne. CEPS/INSTEAD, 2007, Les cahiers transfrontaliers d'EURES, n°3/2007, 8 p.

**Bulletin Luxembourgeois de l'emploi (mensuel)**

TIBESAR Arthur, JACQUET Fabienne. *Bulletin Luxembourgeois de l'emploi. Données mensuelles du marché du travail*. Ministère du Travail, ADEM, CEPS/INSTEAD, 2007.

**Publications sans comité de lecture****Magazines**

CLEMENT Franz. Les développements de la flexicurité au Luxembourg. *Entreprises Magazine*, janvier 2007, n°21, pp. 66-69.

CLEMENT Franz, JACQUET Fabienne, ETIENNE-ROBERT Fanny, TIBESAR Arthur. Marché du travail et flux frontaliers dans la Grande Région. Le contexte régional et les flux vers le Luxembourg. *Entreprises Magazine*, mars 2007, n°22, pp. 39-48.

CLEMENT Franz. Les nouveaux enjeux du travail intérimaire. *Entreprises Magazine*, mars 2007, n°22, pp.51-53.

CLEMENT Franz. Les nouvelles mesures en faveur de l'emploi des jeunes édictées par la loi du 22 décembre 2006. *Entreprises Magazine*, mai 2007, n°23, pp. 61-64.

CLEMENT Franz. Les coopérations transfrontalières dans la Grande Région et dans l'Union Européenne. *Entreprises Magazines*, novembre-décembre 2007, n°26, pp. 47-53.

CLEMENT Franz. Le travail intérimaire en mutation continue. *Entreprises Magazines*, novembre-décembre 2007, n°26, pp. 63-64.

ETIENNE-ROBERT Fanny. L'imposition sur le revenu. *Entreprises Magazine*, septembre-octobre 2007, n°25, pp. 98-100.

ETIENNE-ROBERT Fanny. Les prestations familiales. *Entreprises Magazine*, septembre-octobre 2007, n°25, pp. 102-104.

ETIENNE-ROBERT Fanny. L'assurance maladie-maternité. *Entreprises Magazine*, septembre-octobre 2007, n°25, pp. 106-108.

ETIENNE-ROBERT Fanny. Les accidents du travail et les maladies professionnelles. *Entreprises Magazine*, septembre-octobre 2007, n°25, pp. 110-111.

ETIENNE-ROBERT Fanny. La pension d'invalidité. *Entreprises Magazine*, septembre-octobre 2007, n°25, pp. 113-114.

ETIENNE-ROBERT Fanny. L'assurance chômage du travailleur frontalier et du travailleur mobile. *Entreprises Magazine*, septembre-octobre 2007, n°25, pp. 115-116.

ETIENNE-ROBERT Fanny. L'assurance vieillesse. *Entreprises Magazine*, septembre-octobre 2007, n°25, pp. 118-120.

MAAS Roland. Le travail non déclaré au Luxembourg. *Entreprises Magazine*, septembre-octobre 2007, n°25, pp. 53-55.

MAAS Roland. Le Plan National pour l'innovation et le plein emploi 2007. *Entreprises Magazines*, novembre-décembre 2007, n°26, pp. 65-67.

TIBESAR Arthur. Marché du travail et flux frontaliers dans la Grande Région. Wallonie - Belgique / Lorraine - France / Sarre et Rhénanie-Palatinat-Allemagne. *Entreprises Magazine*, mai 2007, n°23, pp. 49-64.

TIBESAR Arthur, JACQUET Fabienne. Emploi intérieur : croissance de 7.6% de l'emploi frontalier entre mars 2006 et mars 2007. *Entreprises Magazine*, septembre-octobre 2007, n°25, pp. 92-97.

### Les brochures d'EURES

BLOND-HANTEN Carole, CLEMENT Franz. *Etudier dans la Grande Région et ... en Europe !* CEPS/INSTEAD, ADEM - CRD EURES, septembre 2007, 11 p.

### Articles présentés à des conférences/séminaires

CLEMENT Franz. *Le modèle luxembourgeois de relations professionnelles*. Organisé par la CNAM le 29/01/2007 à Paris (France).

CLEMENT Franz. *Les développements de la « flexicurité » au Luxembourg*. Organisé par la CNAM le 12/03/2007 à Paris (France).

CLEMENT Franz. *Le travail intérimaire transfrontalier et la problématique du détachement*. Séminaire de formation des conseillers EURES organisé par le CRD EURES Lorraine du 15/03/2007 au 16/03/2007 à Metz (France).

CLEMENT Franz. *La mobilité transfrontalière dans la Grande Région*. Organisé par l'Institut d'enseignement de promotion sociale de la communauté française le 22/03/2007 à Arlon (Belgique).

CLEMENT Franz. *Les demandeurs d'emploi de l'espace transfrontalier PED*. Colloque « Emploi - formation professionnelle » organisé par l'Agglomération du Pôle Européen de Développement le 17/04/2007 à Longwy (France).

CLEMENT Franz. *Les métiers d'aujourd'hui et de demain : les NTIC*. Colloque « Emploi - formation professionnelle » organisé par l'Agglomération du Pôle Européen de Développement le 17/04/2007 à Longwy (France).

CLEMENT Franz. *Le travail intérimaire au Luxembourg : un véritable marché transfrontalier*. Conférence nationale pour étrangers organisée par le Commissariat du gouvernement aux étrangers le 21/04/2007 à Luxembourg (Luxembourg).

CLEMENT Franz. *Le travail intérimaire au Luxembourg : un véritable marché transfrontalier*. Visite des députés provinciaux Isabelle Poncelet et Philippe Greisch organisée par le EURES le 07/05/2007 à Differdange (Luxembourg).

CLEMENT Franz. *Présentation historique et statistique du travail intérimaire au Luxembourg*. Le travail intérimaire au Luxembourg dans son contexte frontalier. Organisé par l'Association des Frontaliers au Luxembourg (AFAL) le 02/06/2007 à Thionville (France).

CLEMENT Franz. *Enterprise surveys as a tool for identification of skill needs: the case of Luxembourg*. Organisé par le Cedefop / Romanian National Labour Research Institute / Romanian Ministry of Education du 21/06/2007 au 22/06/2007 à Bucarest (Roumanie).

CLEMENT Franz. *The development of employment in Luxembourg*. Forecasting the development of employment: methodologies and systems. Organisé par l'Université Frankfurt/Main le 02/07/2007 à Francfort-sur-le-Main (Allemagne).

ETIENNE-ROBERT Fanny. *Le cas particulier des travailleurs frontaliers (chômage et prestations familiales)*. La mobilité professionnelle en Europe. Organisé par la délégation des barreaux de France le 05/10/2007 à Bruxelles (Belgique).

MAAS Roland. *L'exclusion liée au logement des personnes prises en charges par les centres de jour, les foyers de nuit, les centres d'accueil et les logements encadrés au Grand-Duché de Luxembourg. Dénombrement et caractéristiques*. Les exclus du logement au Luxembourg - combien sont-ils, qui sont-ils ? Organisé par le Caritas Accueil et Solidarité le 12/06/2007 à Luxembourg-ville (Luxembourg).

### Présentations de travaux

CLEMENT Franz. *Les 50 ans du Traité de Rome*. Présentation à la RTBF le 23/03/2007 à Arlon (Belgique).

ETIENNE-ROBERT Fanny. *Les conditions de vie et de travail au Luxembourg*. Présentation au EURES Portugal le 24/09/2007 à Lisbonne et Coimbra (Portugal).

ETIENNE-ROBERT Fanny. *Le marché du travail luxembourgeois dans sa dimension transfrontalière*. Présentation au Doctoriales de Lorraine le 22/06/2007 à Differdange (Luxembourg).

ETIENNE-ROBERT Fanny. *Les prestations sociales au Grand-Duché de Luxembourg et en Belgique*. Présentation à la visite des députés provinciaux Isabelle Poncelet et Philippe Greisch le 07/05/2007 à Differdange (Luxembourg).

## GEODE

### Collections du CEPS/INSTEAD

#### Population et Territoire

PETIT Sébastien. *Le processus de dépendance automobile au Grand-Duché de Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2007, Population et Territoire n°11, 12 p.

KIES Alex, LEHNERS Magali. *Esch-Belval, Standort der Universität Luxemburg!* CEPS/INSTEAD, 2007, Population & Territoire n°12, 16 p.

#### La note de l'Observatoire de l'Habitat

LANCHY (de) Gaëtan. *Evolution des offres de ventes de logements entre 2004 et 2006*. CEPS/INSTEAD, Observatoire de l'habitat, juin 2007, La note de l'Observatoire de l'Habitat n°8, 6 p.

POUGET Clémence. *Le potentiel foncier constructible pour l'habitat au Luxembourg en 2004*. CEPS/INSTEAD, Observatoire de l'habitat, septembre 2007, La note de l'Observatoire de l'Habitat n°9, 6 p.

#### Indicateurs de l'Observatoire de l'Habitat (2 séries trimestrielles)

*Prix proposés à la location dans les annonces immobilières*. CEPS/INSTEAD, Ministère du Logement, 2007, 1 p. (4 numéros par an)

*Prix proposés à la vente dans les annonces immobilières*. CEPS/INSTEAD, Ministère du Logement, 2007, 1 p. (4 numéros par an)

#### Documents Geode

*Temporal and spatial analysis of social inequalities in Belgium and Luxembourg. Pluriannual Research Programme Society and Future 2005-2011*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document Geode n°2007-01, 53 p.

JACOBY Anouck. *Luxembourg-Ville, métropole de la Grande Région ? Analyse comparative des villes de la Grande Région. Mémoire de Master 2*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document Geode n°2007-02, 166 p.

JACOBS Annick. *La ségrégation à travers les mouvements migratoires résidentiels. L'exemple de la Ville de Luxembourg. Mémoire de Master 2*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document Geode n°2007-03, 141 p.

### Publications avec comité de lecture

#### Contributions à des livres collectifs

FELTGEN Valérie. Croissance démographique et urbanistique de Differdange. In: *Differdange 100 ans d'histoire(s)*. Ville de Differdange, 2007, pp. 36-42.

LAMOUR Christian. Differdange dans l'Agglomération du PED. In: *Differdange 100 ans d'histoire(s)*. Ville de Differdange, 2007, pp. 44-63.

#### Articles dans des revues

CARPENTIER Samuel. Une analyse exploratoire des liens entre mobilité quotidienne et ancrage résidentiel : vers une approche écologique de la mobilité ? *Articulo.ch*, 2007, n°3, 18 p.

DECOVILLE Antoine. La forêt périurbaine, une nature reconstruite par la ville ? L'exemple de la chasse à Strasbourg et à Karlsruhe. *L'Espace géographique*, 2007, n°4, pp. 366-375.

WALTHER Olivier. Villes-frontières et réseaux informels sahéliens (Gaya-Malanville-Kamba). *Geographica Helvetica. Swiss Journal of Geography*, avril 2007, n°1/2007, pp. 33-42.

WALTHER Olivier, VAN BEEK Walter, LEMINEUR Philippe. Tourisme et patrimoine au Mali. Destruction des valeurs anciennes ou valorisation concertée ? *Geographica Helvetica. Swiss Journal of Geography*, n°4/2007, pp. 249-258.

### Article publié dans des Actes de conférences

GERBER Philippe. *Gentrification et cohésion urbaine. Essai de comparaison intercensitaire*. In: Les populations locales à Strasbourg. IEDUB, pp. 251-263.

### Publications sans comité de lecture

#### Rapport à des organisations publiques ou internationales

BOUSCH Patrick, KLEIN Sylvain, LAMOUR Christian, POUGET Clémence (CEPS/INSTEAD), RUFFRAY (de) Sophie (Université Paul Verlaine - Metz - CEGUM), COLARD Alain (Université Libre de Bruxelles - IGEAT), SAUERBORN Klaus (Institut TAURUS - Trèves), KRATZ René (OREFQ - Nancy). *Comprendre les bassins de main-d'œuvre de la Grande Région / Eine neue Sicht auf die Arbeitsmärkte der Großregion*. CEPS/INSTEAD, Université Paul Verlaine, Institut Taurus, OREFQ dans le cadre du projet Interreg IIIC, juillet 2007, CD-ROM.

BOUSCH Patrick, DE LANCHY Gaëtan, DRAGUT Gaby, GERBER Philippe, KAPWABWA Godé, KLEIN Sylvain, POUGET Clémence, KIFFER Constant. *Observatoire de l'Habitat - Rapport d'activité 2006*. Luxembourg : Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, CEPS/INSTEAD, 2007, 47 p. (CD-ROM inclu).

CARPENTIER Samuel, RAMADIER Thierry, ENAUX Christophe, LANNOY Pierre, DEPEAU Sandrine, DESPRES Carole. *Les mobilités quotidiennes : représentations et pratiques. Vers l'identité de déplacement*. Strasbourg : CNRS, 2007.

### Articles présentés à des conférences/séminaires

BOUSCH Patrick. *Indice social de la Ville de Luxembourg. Soziale Dimension der Landesplanung*. Organisé par l'Université du Luxembourg (RESONORD) le 19/10/2007 à Troisvierges (Luxembourg).

BOUSCH Patrick. *D'un concept de reconversion à un réseau métropolitain transfrontalier*. Les territoires transfrontaliers : l'Europe au quotidien. Organisé par la Mission Opérationnelle Transfrontalière du 08/11/2007 au 09/11/2007 à Lille (France).

BOUSCH Patrick. *Politiques urbaines et métropolisation*. Journée des politiques urbaines organisée par l'Université du Luxembourg (EUKN) le 07/05/2007 à Luxembourg-ville (Luxembourg).

GERBER Philippe, FLEURET Sébastien. *Cartographier une enquête à l'échelle intra-urbaine : l'exemple de la ville de Luxembourg*. Séminaire organisé par le CARTA, CNRS ESO le 26/03/2007 à Angers (France).

GERBER Philippe. *Les frontaliers, nouveaux périurbains luxembourgeois ? Ancrage versus mobilité des bassins de vie*. Villes et régions frontalières. Organisé par l'AFS CNRS du 08/03/2007 au 09/03/2007 à Lille (France).

GERBER Philippe, SCHNEIDER Marc, FLEURET Sébastien. *Scale: well being of elderly in Luxembourg City. Changing geography of public health*. XIIth International Symposium in Medical Geography. Organisé par l'Université de Bonn du 09/07/2007 au 13/07/2007 à Bonn (Allemagne).

GERBER Philippe. *Cartographier une enquête à l'échelle intra-urbaine : l'exemple de la ville de Luxembourg*. Colloque « Sondages » organisé par la SFDS du 05/11/2007 au 07/11/2007 à Marseille (France).

LAMOUR Christian. *L'outil de formation professionnelle de l'Agglomération du PED*. Colloque « Emploi-Formation Professionnelle » - Agglomération du PED organisé par l'Association Transfrontalière de l'Agglomération du PED - IUT de Longwy - CUCES Universités le 17/04/2007 à Longwy (France).

LAMOUR Christian. *Les équipements publics de l'Agglomération du PED : des cadres nationaux aux logiques de proximité transfrontalières*. Espace public et coopérations transfrontalières. Organisé par l'IFRESI - Université de Lille le 31/05/2007 à Lille (France).

LAMOUR Christian. *Entre évolution partenariale et permanences locales, une mise en perspective des politiques d'aménagement du territoire au regard de l'expérience PED*. Frontières et aménagement. Organisé par le CEGUM - UFR Sciences Humaines et Arts - Université de Metz du 05/07/2007 au 06/07/2007 à Metz (France).

LAMOUR Christian. *Réseaux hospitaliers et mobilité transfrontalière. De l'espace du possible aux logiques de proximité. Une mise en avant des enjeux territoriaux au regard du contexte PED*. Colloque International « Frontières, politiques de santé, réseaux de soins » organisé par l'Université d'Artois - Université du Littoral du 22/11/2007 au 23/11/2007 à Arras (France).

LAMOUR Christian. *Les enjeux « formation continue » de l'Agglomération du PED*. Les entretiens « Population et formation continue » organisés par l'Institut de la Grande Région le 30/11/2007 à Trèves (Allemagne).

LAMOUR Christian. *Grande Région et sentiment d'appartenance transfrontalier. Culture et citoyenneté dans la coopération transfrontalière*. Organisé par la MOT - Réseau Interform - Université de San Sebastián - Université de Pau et Pays de l'Adour du 13/12/2007 au 14/12/2007 à San Sebastián - Bayonne (France).

SOHN Christophe, MEYER Morgan. *Villes et régions frontalières : entre coopération et compétition. Réflexions à partir de l'évènement « Luxembourg et Grande Région, capitale européenne de la Culture 2007 »*. Villes et régions frontalières. Organisé par l'Association française de Sociologie du 08/03/2007 au 09/03/2007 à Lille (France).

SOHN Christophe. *Dynamiques de la métropolisation au Luxembourg et dans les territoires frontaliers*. Journées des Politiques urbaines organisée par la DATer-Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire le 07/05/2007 à Luxembourg (Luxembourg).

SOHN Christophe. *Luxembourg, une métropole émergente ?* Séminaire de géographie « La place des petites métropoles dans le réseau des villes mondiales », organisé par le FNR, le CEPS/INSTEAD et l'Université du Luxembourg le 22/11/2007 au Campus Limpertsberg à Luxembourg (Luxembourg).

SOHN Christophe. *Réseaux de villes et coopération culturelle dans le cadre de Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007*. Séminaire de géographie « La place des petites métropoles dans le réseau des villes mondiales », organisé par le FNR, le CEPS/INSTEAD et l'Université du Luxembourg le 22/11/2007 au Campus Limpertsberg à Luxembourg (Luxembourg).

WALTHER Olivier. *Hombori Mountains (Mali): a neglected tourist destination? Things that Move*. The Material World of Tourism and Travel. Organisé par « The Centre for Tourism and Cultural Change, Metropolitan University of Leeds » du 19/07/2007 au 23/07/2007 à Leeds (Royaume-Uni).

WALTHER Olivier. *Métropolisation et réseaux mondiaux au Luxembourg*. Séminaire de géographie « La place des petites métropoles dans le réseau des villes mondiales », organisé par le FNR, le CEPS/INSTEAD et l'Université du Luxembourg le 22/11/2007 au Campus Limpertsberg à Luxembourg (Luxembourg).

### **Présentations de travaux**

FELTGEN Valérie. *Strukturwandel in der Südregion. Wirtschaftsstruktur früher und heute*. Présentation au PRO-SUD. Universität Osnabrück le 23/11/2007 à Esch-sur-Alzette (Luxembourg).

KIES Alex. *ÖPNV-Erreichbarkeit*. Présentation à Agora le 05/04/2007 à Esch Alzette (Luxembourg).

LAMOUR Christian. *Colloque « Emploi-Formation Professionnelle »*. Présentation au Conseil d'Administration de l'Association Transfrontalière de l'Agglomération du PED le 26/04/2007 à Saint-Léger (Belgique).

SOHN Christophe. *L'emploi métropolitain au Luxembourg*. Présentation au Comité technique du DICI - DATer le 18/12/2007 à Luxembourg (Luxembourg).

BOUSCH Patrick. *Activités de l'Observatoire de l'Habitat*. Présentation à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines le 18/10/2007 à Kayl (Luxembourg).

BOUSCH Patrick. *Programme recherche pluri-annuel de GEODE sur la METROPOLISATION*. Présentation à la séance académique - rapport d'activité CEPS/INSTEAD 2006 le 08/05/2007 à Differdange (Luxembourg).

GERBER Philippe. *Les stratégies de déplacement des frontaliers du bassin de main-d'oeuvre luxembourgeois*. Présentation au Conseil Régional Lorraine le 16/03/2007 à Metz (France).

### **Autres publications scientifiques**

#### **Thèse / Master**

CARPENTIER Samuel. *Mobilité quotidienne et ancrage résidentiel. Différenciation des pratiques spatiales et des représentations sociales selon la structure urbaine. L'exemple du Luxembourg*. Thèse de doctorat. Strasbourg : Université Louis Pasteur, 2007, 392 p.



***Collections du CEPS/INSTEAD*****CHER Working Papers**

MUSSARD Stéphane, PI ALPERIN Maria Noel, SEYTE Françoise, TERRAZA Michel. *Extension de la décomposition de l'indice de Gini de Dagum : la multi-décomposition non paramétrique*. CEPS/INSTEAD, 2007, CHER Working paper n°17, 13 p.

**IRISS Working Papers**

VAN KERM Philippe. *Extreme incomes and the estimation of poverty and inequality indicators from EU-SILC*. CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-01, 56 p.

MUSSARD Stéphane. *Between-Group Pigou-Dalton Transfers*. CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-02, 27 p.

TERRAZZA Michel, MUSSARD Stéphane. *Décomposition des mesures d'inégalité : le cas des coefficients de Gini et d'entropie*. CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-03, 34 p.

VALENTOVA Marie, KRIZOVA Iva, KATRNAS Tomas. *Occupational Gender Segregation in the light of the Segregation in Education: A Cross-National Comparison*. CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-04, 27 p.

VALENTOVA Marie. *Attitudes to Family Policy Arrangements in Relation to Attitudes to Family and Division of Labour between Genders*. CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-05, 25 p.

MOORS Guy, KANKARASH Milosh. *Heterogeneity in solidarity attitudes in Europe. Insights from a multiple-group latent-class factor approach*. CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-06, 34 p.

VOICU Malina, VOICU Bogdan, STRAPCOVA Katarina. *Engendered housework. A cross-european analysis*. CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-07, 20 p.

MUSSARD Stéphane, PHILIPPE Bernard. *Une évaluation du rôle des déterminants du partage de la valeur ajoutée*. CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-08, 28 p.

SZELES Monica. *The patterns and causes of social exclusion in Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-09, 26 p.

STANCIOLE Anderson. *Health Insurance and Life Style Choices: Identifying the Ex Ante Moral Hazard*. CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-10, 36 p.

LILLA Marco. *Income Inequality and Education Premia*. CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-11, 28 p.

LILLA Marco, D'ANGELO Emanuela. *Is there more than one linkage between Social Network and Inequality?* CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-12, 37 p.

WESIAK Dorota. *Measurement of national intellectual capital: application to EU countries*. CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-13, 45 p.

REBELEANU-BERECZKI Adina, RAT Cristina, POPESCU Livia. *Self-Assessed Health Status and Satisfaction with Health Care Services in the Context of the Enlarged European Union*. CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-14, 36 p.

MARTIN Ludivine. *The impact of technological changes on incentives and motivations to work hard*. CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-15, 31 p.

PAVLOPOULOS Dimitris, FOUARGE Didier, FOUARGE, MUFFELS Ruud, VERMUNT Jeroen K. *Who benefits from a job change: The dwarfs or the giants?* CEPS/INSTEAD, 2007, IRISS Working Paper n°2007-16, 35 p.

**Master Theses Impalla 2006-2007**

BONA Emiliano. *Leaving home in Europe. Evidence from Italy, France, Finland and Ireland*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 46 p.

BOON ONG Cheng. *Reconciling Work and Family Life. A comparative study of mothers with young children in Denmark, France, Ireland and Italy*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 47 p.

CAO Jin. *An analysis on the dilemma of women between the elderly care and the participation in the labour market. Under the comparative perspective among three welfare regimes*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 28 p.



CHAVEZ Henri. *Multiple language usage and employability*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 36 p.

GATI AnnaMaria. *An analysis of inactive mother's transitions to employment. The example of Denmark and Spain*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 25 p.

INSARAUTO Valeria. *Women's preferences for part-time work between individual worklifestyle attitudes and socio-institutional constraints. An international comparison between Germany, the Netherlands and the United Kingdom*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 49 p.

IVAN Claudiu Marius. *Life satisfaction and social capital as social consequences of social mobility: a comparative analysis among 18 countries*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 61p.

LADO Orsolya. *Determinants of caring behaviour A comparative study between Gemany, the United Kingdom and Spain*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 63 p.

MACOVEI Maria Cristina. *The Europeanization of social inclusion policies for ethnic minorities in Slovakia and Romania. The Roma Case*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 68 p.

MANSUY Amandine. *What are the elderly caring characteristics influencing exit from work for European women? A cohort and longitudinal approach*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 53 p.

NGUYEN THI Hai Ninh. *Gender discrimination in the Italian labor market and its impact on self-employment*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 44 p.

OLARU Claudia. *Determinants of caring behaviour Cross-national comparison in Norway, Germany and Greece*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 51 p.

ROSSETTI Silvia. *Do flexible employment conditions have an impact on older workers transition to early retirement? A comparative investigation on the effect of "Bridge jobs" on bad transitions in Denmark, France, Ireland and Italy*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 54 p.

SAMUILOVA Mariya. *Poverty dynamics in Germany: a comparison of immigrants and natives*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 43 p.

SUCHANEC Miroslav. *Women that don't give up childbearing. Remarks on fertility intentions in the Czech Republic*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 34 p.

TARABASHKINA Olga. *Public Support to youths across 15 European states. To what extent does public money supporting youths vary across European countries, in terms of amounts accruing to each category of youths?* CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 57 p.

VIGLIETTA David. *Culture or capital? Identifying the Determinants of Academic Achievment among the Children of American Immigrants*. CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 34 p.

ZHELYAZKOVA Nevena. *Women's perceptions of negative consequences of career interruptions due to childcare in Eastern Europe. Did the transition make a difference?* CEPS/INSTEAD, Master Thesis Impalla 2006-2007, 45 p.

### ***Publications avec comité de lecture***

#### **Livres**

FUSCO Alessio. *La pauvreté, un concept multidimensionnel*. L'Harmattan, 2007, coll. L'esprit économique, 280 p.

MARLIER Eric, ATKINSON A.B, CANTILLON Bea, NOLAN Brian. *The EU and Social Inclusion: facing the Challenges*. Bristol: The Policy Press, 2007, 303 p.

#### **Articles dans des revues**

PAVLOPOULOS Dimitris, FOUARGE Didier, MUFFELS Ruud, VERMUNT Jeroen K. Job Mobility and Wage Mobility of High- and Low-paid Workers. *Schmollers Jahrbuch: Journal of Applied Social Science Studies*, 2007, vol. 127, n°1.

VALENTOVA Marie, SMIDOVA Iva, KATRNAK Tomas. Gender Segregation in the labour market placed in the context of educational segregation: cross-national comparison. *Sociologia - Slovak Sociological Review*, 2007, Vol. 39, n°3, pp. 214 à 244.

VALENTOVA Marie, KATMAK Tomas, SMIDOVA Iva. Genderová segregace trhu práce v kontextu segregace vzdělanostní: mezinárodní srovnání (Gender segregation in the labour market in the light of educational attainment). *Gender, rovné příležitosti, výzkum (Gender, Equal Opportunities and Research, Czech Sociological Review)*, 2007, vol.8, n°2, pp. 43-52 .

VAN KERM Philippe. Stata tip 54: Post your results. *The Stata Journal*, 2007, vol. 7, n°4, pp. 587-589.

WARNER Uwe, HOFFMEYER-ZLOTNIK Jürgen. How to Measure Education in Cross-National Comparison: Hoffmeyer-Zlotnik/Warner-Matrix of Education as a New Instrument. *Metodološki zvezki*, march 2007, Vol. 4, n°3, pp. 289-334.

### **Publications sans comité de lecture**

#### Article dans des revues

SIERMINSKA Eva, OLDFIELD Zoe. Differences in the measurement and structure of wealth using alternative data sources: the case of the UK. *IFS Working Paper*, 2007, n°W11/07, 34 p.

#### Articles publiés dans des Actes de conférences

MARLIER Eric. Social indicators as OMC related instruments in the field of EU inclusion policy. In: *Documentation Active Labour Market Policy and Overcoming Social Exclusion - European Policy Strategies and Performance Measurement. Final Conference of the Project EMBELA, on March 1st and 2nd 2007 in Giessen, Germany*. Justus-Liebig-Universität Giessen, 2007, pp. 60-66.

VAN KERM Philippe. Extreme incomes and the estimation of poverty and inequality indicators from EU-SILC. In: *Comparative EU Statistics on Income and Living Conditions: Issues and Challenges*. Helsinki November 06<sup>th</sup> 2006. Eurostat; Statistics Finland, 2007, pp. 85-94.

#### Rapports à des organisations publiques ou internationales

MARLIER Eric, FRAZER Hugh. *Assessment of the policies of Member States to tackle the poverty and social exclusion of children - Key lessons, Independent overview based on the independent experts national report (Internal Commission report)*. Brussels: European Commission, 2007.

MARLIER Eric, FRAZER Hugh. *Tackling Child Poverty and Promoting the Social Inclusion of Children in the EU – Key lessons, Synthesis Report, Independent overview based on the 2007 first semester national reports of national independent experts on social inclusion*. Brussels: Peer Review Social Inclusion, 2007.

MARLIER Eric, BEGG Iain. *Feeding in and Feeding out, and Integrating Immigrants and Ethnic Minorities - Key lessons, Synthesis Report, Independent overview based on the 2006 second semester national reports of national independent experts on social inclusion*. Brussels: Peer Review Social Inclusion, 2007.

### **Articles présentés à des conférences/séminaires**

FUSCO Alessio, MARLIER Eric. "What EU citizens consider a decent standard of living in their country". Task Force EU-Material Deprivation. Organisé par EUROSTAT du 07/05/2007 au 08/05/2007 à Luxembourg (Luxembourg).

FUSCO Alessio, MARLIER Eric, DICKES Paul. *What EU citizens consider to be a decent standard of living*. Rencontres séminaire Wallonie-Québec organisé par l'IWEPS du 05/11/2007 au 09/11/2007 à Namur (Belgique).

KANKARASH Milosh, MOORS Guy. *Heterogeneity in solidarity attitudes in Europe. Insights from a multiple-group latent-class factor approach*. ESRA 2007 Conference (The European Survey Research Association). Organisée par "the University of Economics", du 25/06/2007 au 29/06/2007 à Prague (Tchéquie).

KUEPIE Mathias, TCHICAYA Anastase. *Proposition d'une méthodologie de mesures d'impact pour les projets de la coopération luxembourgeoise*. Conférence sur la pauvreté : dynamiques, institutions et accès aux besoins essentiels organisée par le CEPS/INSTEAD du 06/11/2007 au 08/11/2007 à Differdange (Luxembourg).

KUEPIE Mathias, NORDMAN Christophe. *Education and Labour Market Outcomes in Sub-Saharan West Africa*. Organisé par l'IZA / World Bank du 20/06/2007 au 22/06/2007 à Bonn (Allemagne).

MARLIER Eric. *Social Indicators as OMC Related Instruments in the Field of European Inclusion Policy*. Conference active labour market policy and overcoming social exclusion - European Policy Strategies and Performance Measurement. Organisée par l'Université Justus-Liebig du 01/03/2007 au 02/03/2007 à Giessen (Allemagne).

MARLIER Eric. *Social inclusion policies assessment and sustainable development at EU, National and Sub-national levels: some key challenges*. Conseil de l'Europe. Organisé par l'OMC le 13/04/2007 à Strasbourg (France).

MARLIER Eric. *Measuring and monitoring child poverty and child well-being in an EU context*. International conference on a world fit for children in a Europe. Organisée par l'UNICEF le 19/07/2007 à Pise (Italie).

MARLIER Eric. *EU social indicators as essential tools for EU cooperation in the field of social (inclusion) policy. Expert Group Meeting: Creating an Inclusive Society - Practical Strategies to Promote Social Integration*. Organisé par "the Division for Social Policy and Development (DSPD) of the United Nations Department of Economic and Social Affairs (UNDESA), in collaboration with UNESCO's MOST programme and UN-HABITAT", le 12/09/2007 à Paris (France).

MARLIER Eric. *EU Policy Monitoring and Assessment in the Social Field: Operation and Key Challenges*. International Conference Social Cohesion in Europe and the Americas. Organisé par l'Université du Luxembourg le 05/11/2007 à Luxembourg (Luxembourg).

MARLIER Eric. *Coopération européenne dans le domaine de la protection sociale et de l'inclusion sociale*. Conférence sur la pauvreté : dynamiques, institutions et accès aux besoins essentiels organisée par le CEPS/INSTEAD du 06/11/2007 au 08/11/2007 à Differdange (Luxembourg).

MARLIER Eric. *EU SILC and Concepts of Income and Poverty. Sub-regional Community of Practice (CoP) technical workshop on Social Inclusion*. The workshop brought together UNDP and UNV programme and project staff, as well as experts from the countries of the Western Balkans and some new EU Member States. Organisé par « the United Nations (UNDP) » le 09/11/2007 à Zagreb (Croatie).

MARLIER Eric. *EU policy monitorial and assessment in the social field: operation and key challenges. Sub-regional Community of Practice (CoP) technical workshop on Social Inclusion*. Workshop brought together UNDP and UNV programme and project staff, as well as experts from the countries of the Western Balkans and some new EU Member States le 09/11/2007 à Zagreb (Croatie).

MARLIER Eric. *Growing importance of EU Fight Against Child Poverty and Social Exclusion. Some important milestones since 2005*. Child Poverty Study and MICS launch. Organisé par l'UNICEF le 20/11/2007 à Skopje (Macédoine).

SCHMAUS Günther, BOULD Sally. *Household Dynamics and the Well-Being of Women after Partnership Dissolution*. Production and Distribution of Well-Being into the Family: Strategies of Remunerated and Non-remunerated Labour and Consumption Patterns. Organisé par "the University of Barcelona, Faculty of Geography and History (c/ Montalegre 6-8, 4th Floor, Barcelona, Spain), du 25/06/2007 au 27/06/2007 à Barcelone (Espagne).

SIERMINSKA Eva, BICAKOVA Alena. *Homeownership Inequality and the Access to Credit Markets*. ECINEQ. Organisé par le DIW Berlin du 12/07/2007 au 14/07/2007 à Berlin (Allemagne).

SIERMINSKA Eva, FRICK Joachim, GRABKA Markus. *Examining the gender wealth gap*. ECINEQ. Organisé par le DIW Berlin du 12/07/2007 au 14/07/2007 à Berlin (Allemagne).

SIERMINSKA Eva, BICAKOVA Alena. *Homeownership Inequality and the access to credit markets*. 4th Annual DG ECFIN Research Conference Growth and income distribution in an integrated Europe: Does EMU make a difference? Organisé par "the European Commission DG Economic and Financial Affairs" du 10/10/2007 au 12/10/2007 à Bruxelles (Belgique).

SZELES Monica. *"Summarizing Wealth by the Item Response modelling. A methodological approach"*. 3. International Conference on Business Excellence ICBE 2007. Organisé par "the Academy of Economic Studies Bucharest, Transylvania University of Brasov, Romania and AILOG Italy" du 26/10/2007 au 27/10/2007 à Brasov (Roumanie).

SZELES Monica. *"Analyzing deprivation using Item Response: Evidence from PSELL2" in the section "Applications of quantitative methods to economic research"*. Sixty-fourth International Atlantic Economic Conference du 07/10/2007 au 10/10/2007 à Savannah (Amérique du nord).

SZELES Monica. *"On the cumulative nature of economic and social disadvantages in EU countries" in the section "European Union issues"*. Sixty-third International Atlantic Economic Conference du 14/03/2007 au 18/03/2007 à Madrid (Espagne).

VALENTOVA Marie. *Parental leave take up and post-parental leave labour market of women in Luxembourg*. The 5th International Research Conference on Social Security. Organisé par "the International Social Security Association" du 05/03/2007 au 07/03/2007 à Varsovie (Pologne).

VALENTOVA Marie. *Gender Segregation in Education. An International Comparison. What counts in educational Research?* Qualitative and qualitative explanations of educational inequalities. Organisé par "the Masaryk University Brno and University of Lower Silesia Wroclaw" du 21/05/2007 au 24/05/2007 à Brno (Tchéquie).

VALENTOVA Marie. *Occupational gender segregation segregation in the light of the segregation in education: A cross national comparison*. Social Policy Conference: New Frontiers? Social Policy in the 21st Century. Organisé par « the Social Policy Association » du 23/07/2007 au 25/07/2007 à Birmingham (Royaume-Uni).

VALENTOVA Marie. *Perception of family, work and gender roles in Luxembourg*. The 8th European Sociological Association Conference. Organisé par « the European Sociological Association » du 03/09/2007 au 06/09/2007 à Glasgow (Royaume-Uni).

VALENTOVA Marie. *Between family and the labour market. Perception on gender roles in Luxembourg*. Identities in Conflict. Conflict in Identities. The 7th International Conference. Organisée par "the Departement of Sociology FSS MU and Institute for Research on Social Reproduction and Integration" du 19/10/2007 au 20/10/2007 à Brno (Tchéquie).

VAN KERM Philippe. *Comparisons of income mobility profiles*. 2nd Italian Congress of Econometrics and Empirical Economics. Organisé par le « Centro Universitario de Econometria, Bologna » du 25/01/2007 au 26/01/2007 à Rimini (Italie).

VAN KERM Philippe. *Robust income distribution analysis*. 2007 German Stata Users Group meeting. Organisé par le Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung (RWI), Essen le 02/04/2007 à Essen (Allemagne).

VAN KERM Philippe. *Income mobility profiles*. *BHPS-2007 conference*. Organisée par l'ISER, University of Essex du 05/07/2007 au 07/07/2007 à Colchester (Royaume-Uni).

VAN KERM Philippe. *Income mobility profiles*. 2nd meeting of the society for the Study of Economic Inequality (ECINEQ 2007). Organisé par le ECINEQ et DIW Berlin du 12/07/2007 au 14/07/2007 à Berlin (Allemagne).

VAN KERM Philippe. *Extreme values and robust analysis of distributions*. 2007 UK Stata Users Group meeting organisé par le Timberlake Consulting du 10/09/2007 au 11/09/2007 à Londres (Royaume-Uni).

VAN KERM Philippe, JENKINS Stephen P. *The measurement of economic inequality*. International Conference on Economic Inequality. Organisée par les réseaux LoWER et EqualSoc du 24/09/2007 au 28/09/2007 à Seville (Espagne).

VAN KERM Philippe. *Distribution matter. Re-assessing gender wage differentials in Luxembourg*. Séminaire externe du LAMETA organisé par le Laboratoire Montpellierain d'Économie théorique et appliquée, Université de Montpellier 1 le 14/12/2007 à Montpellier (France).

VERBELEN Bart. *Does Health Policy Really Work? Results from a Pooled Time Series Analysis of OECD countries*. 6th World Congress: Explorations in Health Economics. Organisé par « the International Health Economics Association » du 08/07/2007 au 11/07/2007 à Copenhague (Danemark).

WARNER Uwe, HOFFMEYER-ZLOTNIK Jürgen H.P. *The Income Question of the European Social Survey*. Second ESRA Conference. Organisée par « the European Survey Research Association » du 24/06/2007 au 29/06/2007 à Prague (Tchéquie).

WARNER Uwe, HOFFMEYER-ZLOTNIK Jürgen H.P. *How to Survey Education for Cross-national Comparisons: the Hoffmeyer-zlotnik / Warner*. Second ESRA Conference. Organisée par « the European Survey Research Association » du 24/06/2007 au 29/06/2007 à Prague (Tchéquie).

WARNER Uwe, HOFFMEYER-ZLOTNIK Jürgen H.P. *The Relevance of 'private Household' for Cross-cultural Survey Comparison*. Second ESRA Conference. Organisée par « the European Survey Research Association » du 24/06/2007 au 29/06/2007 à Prague (Tchéquie).

WARNER Uwe. *Household concepts in comparative survey analyses*. Second ESRA Conference. Organisée par « the European Survey Research Association » du 24/06/2007 au 29/06/2007 à Prague (Tchéquie).

WARNER Uwe. *'Household' as a socio-demographic background variable in international comparative surveys*. 8th Annual Conference of the European Sociological Association. Organisée par "the European Sociological Association" du 02/09/2007 au 06/09/2007 à Glasgow (Ecosse).

WARNER Uwe. *'Household' as a socio-demographic background variable in international comparative surveys*. ESA Research Network "RENCORE: Methods for Comparative Research on Europe". Organisé par le ESA du 02/09/2007 au 07/09/2007 à Glasgow (Ecosse).

WARNER Uwe, HOFFMEYER-ZLOTNIK Jürgen H.P. *How to Compare Education in Cross-National Surveys*. ESA Research Network "RENCORE: Methods for Comparative Research on Europe". Organisé par le ESA du 02/09/2007 au 07/09/2007 à Glasgow (Ecosse).

WARNER Uwe. *Nonresponse in cross national survey analyses*. Nonresponse in cross national surveys. Organisé par le ESS du 02/11/2007 au 04/11/2007 à Mannheim (Allemagne).

WARNER Uwe, HOFFMEYER-ZLOTNIK Jürgen H.P. *'Household' as a socio-demographic background variable in international comparative social surveys*. Die Konsequenzen der Globalisierung für die international. Organisé par le « Arbeitsgemeinschaft Sozialwissenschaftlicher Institute » le 02/11/2007 à Hambourg (Allemagne).

### **Présentations de travaux**

VALENTOVA Marie. *Female Labour Market Inactivity in the Grand Duchy of Luxembourg and Policy Responses to It*. Présentation au "Institute for Employment Research" (Institut für Arbeitsmarkt und Berufsforschung - IAB), Bundesagentur für Arbeit, Nürnberg le 02/08/2007 à Nürnberg (Allemagne).

VALENTOVA Marie. *Attitudes toward gender roles in Luxembourg: Introduction to a Valcos subproject*. Présentation au CEPS seminar series / Ateliers de recherche le 17/10/2007 à Differdange (Luxembourg).

VALENTOVA Marie. *Translation procedure EVS*. Présentation au EVS - Meeting of Council of EVS Program Directors le 17/10/2007 à Brno (Tchéquie).

### **Autres publications scientifiques**

#### **Thèse / Master**

PAVLOPOULOS Dimitris. *Wage mobility patterns in Europe*. Thèse de doctorat. Tilburg: Tilburg University, 148 p.

### Collections du CEPS/INSTEAD

Documents de recherche MS

DIA Modou. *Diagnostics sur les causes des divergences entre l'enquête NTIC 2006 et le fichier STATEC de calage 2006 pour la pondération*. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche MS n°2007-01, 18 p.

DIA Modou. *Comparaison de trois méthodes d'estimation du loyer fictif*. Colloque francophone sur les sondages 2007. CEPS/INSTEAD, 2007, Document de recherche MS n°2007-02, 38 p.

### Article présenté à des conférences/séminaires

DIA Modou. *Comparaison de trois méthodes d'estimation du loyer fictif*. Colloque francophone sur les sondages organisé par la Société Française de la Statistique (SFDS), INSEE, CEREQ, ORS, LEST du 05/11/2007 au 07/11/2007 à Marseille (France).

### Présentation de travaux

BIENVENUE Jean-Yves, DIA Modou. *Comparaison de trois méthodes d'estimation du loyer fictif*. Présentation au STATEC - Unité Comptes Nationaux le 26/10/2007 à Luxembourg (Luxembourg).









## CEPS/INSTEAD

44 rue Emile Mark  
L-4620  
Differdange  
LUXEMBOURG

Tél.: +352 58 58 55 - 1  
Fax: +352 58 55 60  
Web: [www.ceps.lu](http://www.ceps.lu)

